

RAPPORT

1) GENERALITES

1.1) OBJET DE L'ENQUÊTE

1

Le projet, objet de la demande d'autorisation environnementale, a pour objectif la réalisation de l'extension d'un centre logistique destiné à la logistique de produits de grande consommation vendus aux particuliers et adapté aux besoins de l'entreprise (JJA).

La société JJA est spécialisée dans l'importation et la distribution de produits d'équipements de la maison (produits de décoration, produits de plein air, mobilier, ustensiles de cuisine, jouets et équipements pour la salle de bain).

Les produits stockés ne présentent pas de risque particulier, hormis leur caractère plus ou moins combustible.

Les marchandises considérées comme pouvant présenter un danger :

- aérosols inflammables, solides comburants (galets chlorés pour traitement des piscines),
 - produits chlorés dangereux pour l'environnement aquatique (autres galets chlorés),
 - allume-gaz et briquets contenant des gaz inflammables liquéfiés),
- seront stockées dans des cellules réservées à cet effet.

Aujourd'hui, fort de plus de 40 années d'expérience, JJA est devenu le n°1 en France sur son marché, et le n°3 en Europe. Comptant près de 500 collaborateurs, qui travaillent avec près de 900 industriels partenaires à travers le monde, JJA livre plus de 1 500 clients répartis dans toute l'Europe, représentant 3 500 points de vente.

1.1) 1-2) CADRE JURIDIQUE

Le projet est soumis aux principaux textes réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

- Le Code de l'environnement et notamment le titre premier du livre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- La nomenclature des Installations Classées - décret du 20/05/1953 et ses décrets modificatifs.
- Le décret n°2007-1467 du 16 octobre 2007 relatif à la classification des Déchets.
- L'article 4 du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.
- L'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature, des ICPE soumises à autorisation.

Le dossier présenté par la société JJA comporte l'ensemble des pièces exigées aux articles R 181-13 et articles R 181-15-1 à 10 du code de l'environnement, ainsi que l'arrêté de Madame la Préfète de la Somme en date du 09 octobre 2020, fixant les modalités de l'enquête publique.

1-2-1) Rubriques de la nomenclature ICPE retenues pour le projet :

(*) : AS : autorisation avec servitudes
D : déclaration
E : enregistrement

A : autorisation
DC : déclaration avec contrôle périodique
NC : non classé

Rubrique	Désignation des activités		Installations concernées	Régime (*)
1510	<u>Entrepôts couverts</u> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques : Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m ³ 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³ 3. supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	A E DC	Volume total : 4 687 770 m ³ Quantité de matières combustibles : 336 000 t	A
1530	<u>Papier, carton, ou matériaux combustibles analogues</u> y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur à 50 000 m ³ 2. supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ 2. supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	A E D	Volume susceptible d'être stocké : 1 064 000 m ³	A
1532	<u>Bois ou matériaux combustibles analogues</u> y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur à 50 000 m ³ 2. supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ 2. supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	A E D	Volume susceptible d'être stocké : 1 064 000 m ³	A
2663-2	<u>Stockage</u> de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de <u>polymères</u> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. [...] 2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m ³ b) supérieur ou égal à 10 000 m ³ , mais inférieur à 80 000 m ³ c) supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³	A E D	Volume susceptible d'être stocké hors pneumatiques : 112 000 m ³	A
2910.A	<u>Installations de combustion</u> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie [...], à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	A DC	Puissance nominale de chaque chaufferie gaz égale à 2,4 MW, soit une puissance thermique totale égale à 4,8 MW	DC
2925	<u>Ateliers de charge</u> d'accumulateurs : La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	Deux ateliers de charge de puissance maximale de courant continu utilisable égale à 500 kW chacun, soit 1 000 kW au total	D

Rubrique	Désignation des activités		Installations concernées	Régime (*)
4320	<u>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2</u> , contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 150 t 2. supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	A D	Quantité susceptible d'être stockée dans la sous-cellule 6.1 = 14 tonnes	NC
4440	<u>Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 50 t 2. supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	A D	Quantité susceptible d'être stockée dans la sous-cellule 8.1 = 5 tonnes	D
4510	<u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 100 t 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	A DC	Quantité susceptible d'être stockée dans la sous-cellule 8.1 = 75 tonnes	DC
4511	<u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 200 t 2. supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	A DC	Quantité susceptible d'être stockée dans la sous-cellule 8.1 = 5 tonnes	NC
4718	<u>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</u> (y compris GPL) <u>et gaz naturel</u> (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qui a une teneur maximale de 1% en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. supérieure ou égale à 50 t 2. supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	A DC	Quantité de gaz inflammables liquéfiés contenus dans les allume-gaz et dans les briquets stockés dans la sous-cellule 6.1 = 5 tonnes	NC
4734	<u>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</u> : essences et naptas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés [...] 2. Pour les autres stockages : a). supérieure ou égale à 1 000 t b). supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c). supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	A E DC	Q = 0,85 t de fioul domestique en cuve aérienne dans chaque local sprinkler, soit 1,7 t au total	NC

1-2-2) Loi sur l'eau :

Le projet relève également de la Loi sur l'eau (3 janvier 1992 codifiée dans le Code de l'Environnement - livre II - Titre I - ordonnance 2000.914 du 18/09/2000).

Les seuils de classement sont donnés par l'article R214-1 du Code de l'Environnement. L'aménagement du réseau d'eaux pluviales du projet est visé par les rubriques :

- **2.1.5.0.** : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol, ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :
 - supérieure ou égale à 20 ha : projet soumis à autorisation,
 - supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : projet soumis à déclaration.

Le projet n'interceptera pas d'écoulement en provenance du bassin naturel car il se situe en point haut. La superficie totale du projet est d'environ 48,6 hectares, et les eaux pluviales seront gérées par infiltration. **Le projet est par conséquent soumis à autorisation au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature « eau ».**

- **3.2.3.0.** : Plans d'eau, permanents ou non, dont la superficie est :
 - supérieure ou égale à 3 ha : projet soumis à autorisation,
 - supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha : projet soumis à déclaration.

La surface au sol des bassins sera de 2,9 ha à terme (2 ha en phase autorisée + 0,5 ha lors de la tranche 1 de l'extension + 0,4 ha lors de la tranche 2 de l'extension). **Le projet est par conséquent soumis à déclaration au titre de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature « eau ».**

5

1-2-3) Situation au regard de l'arrêté du 26 mai 2014 dit « Seveso 3 »:

L'arrêté ministériel du 26 mai 2014 règlemente la directive européenne n° 2012/18/UE (**directive Seveso 3**) pour la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Cet arrêté distingue deux catégories d'établissements :

1. les établissements dits « seuil haut »
2. les établissements dits « seuil bas »

Les seuils de classements « haut » et « bas » sont précisés dans la nomenclature des ICPE pour chaque rubrique de produits dangereux concernée.

Pour déterminer la situation du projet par rapport à l'arrêté du 26/05/2014, on distingue 3 groupes de produits :

- 1. les substances ou mélanges « dangereux pour la santé » : l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899 (gaz inflammables liquéfiés, produits pétroliers), et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799.
- 2. les substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (aérosols inflammables, solides comburants) ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799.
- 3. les substances ou mélanges « dangereux pour l'environnement » : l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (produits dangereux pour l'environnement aquatique) ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799.

Les calculs de ratios pour le site du projet, qui déterminent le classement éventuel en site Seveso « seuil bas » ou « seuil haut », donnent des résultats inférieurs à 1, pour les trois groupes de substances retenues.

Le stockage des substances des trois groupes retenus ne provoque pas le classement Seveso de l'installation prévue.

1-2-4) Cadre de l'enquête publiques :

L'enquête publique relève des dispositions législatives et réglementaires du Code de l'Environnement : articles L.122-1 à L.122-3, L. 123-1 à L.123-19, L.511-1 à L.512-6 (partie législative), aux articles R.122-4 à R.122-5, R. 123-1 à R.123-27, R.511-9, R.512-1 à R.512-45 (partie réglementaire).

1-3) IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Raison sociale : **JJA**

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée (SAS), au capital de 4 497 000 Euros.

Siège administratif : 157, avenue Charles Floquet 93150 Le Blanc Mesnil.

Siège social : 176, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine

La société JJA est spécialisée dans l'importation et la distribution de produits d'équipements de la maison (produits de décoration, produits de plein air, mobilier, ustensiles de cuisine, jouets et équipements pour la salle de bain). Elle distribue ses produits au travers des marques : Hespéride (mobilier d'extérieur), Atmosphaera (Décoration), Secret de Gourmet (Kitchen/arts de la Table), Five (Utilitaires/Bazar) et Fééric lights and Christmas (Noël).

JJA propose aux **chaînes de magasin** un approvisionnement plus compétitif grâce à un système de commande directe à l'usine, par container, et se positionne comme intermédiaire clé.

Nota : JJA n'est pas un site d'e-commerce accessible aux particuliers, comme le sont des sites tels Amazon, Cdiscount,....

Depuis 2020, JJA a réalisé les plateformes logistiques suivantes :

- un entrepôt d'une superficie de 20 000 m² à Hardivilliers, cette superficie ayant été portée à 35.000 m² un an plus tard.
- en 2007 : Implantation du nouveau siège social au Blanc-Mesnil. Ce nouveau siège social conjugue facilité d'accès pour les clients et collaborateurs de la société (10 minutes de l'aéroport Roissy Charles De Gaulle) et ouverture d'un espace de travail spécialement adapté pour les clients. A ce jour, la société occupe 13 000 m² dont 9 000 m² d'exposition.
- en 2009 : Déménagement et extension d'EASY LOGISTIQUE sur une nouvelle plateforme d'une surface de 80 000 m² à Argœuves, près d'Amiens. Sa superficie est étendue à 110 000 m² un an plus tard.
- 2016 : Ouverture d'une plate-forme en région parisienne. Pour accompagner son développement, la société loue une plate-forme logistique d'une surface de 69 000 m² à Vaux-le Pénil.
- 2020 : un centre logistique sis dans la ZAC des Hauts Plateaux.

JJA est devenu le n°1 en France sur son marché, et le n°3 en Europe. Forte de 500 collaborateurs qui travaillent avec près de 900 industriels partenaires à travers le monde, JJA livre plus de 1 500 clients répartis dans toute l'Europe représentant 3 500 points de vente.

1-4) COMPOSITION DU DOSSIER

A l'appui de sa demande, la société JJA a constitué un dossier comportant :

- La demande de permis de construire (document répertoriant notamment les notices, l'étude d'impact et les plans exigés par la réglementation) ;
- La demande d'autorisation environnementale, reprenant :
 - Le résumé non technique (présentation du projet, étude d'impact et étude des dangers) ;
 - Les documents CERFA ;
 - La note de présentation non technique (contexte réglementaire, classement au titre des ICPE, Loi sur l'eau) ;
 - Les plans réglementaires :
 - + de situation, de masse et des abords,
 - + des réseaux (sécurité incendie, alimentation en eau et évacuation des eaux usées, électricité).
- Le dossier d'étude d'impact, accompagné de 11 annexes :
 - Localisation et présentation du projet (accès, bâtiments et activités) ;
 - Choix du site et justification techniques du projet ;
 - Etat initial du site (contexte environnemental naturel, paysager, culturel, physique et humain) ;
 - Impacts du projet sur l'environnement (ressource en eau, trafic routier, rejets atmosphériques, sol et sous-sol, gestion des déchets, bruits et vibration, impact sanitaire et effets sur la santé) ;
 - Impact du projet sur le paysage ;
 - Impact du projet sur l'environnement culturel et le patrimoine ;
 - Impact sur les espaces agricoles ;
 - Impacts sur les milieux naturels (faune, flore, zones « Natura 2000 ») ;
 - Impact des sources lumineuses ;
 - Impact sur le climat et utilisation rationnelle de l'énergie ;
 - Impact sur les ressources naturelles (phase de chantier et phase d'exploitation) ;
 - Impact des événements temporaires (chantier et variation d'activités) ;
 - Effets cumulés et effets indirects ;
 - Bilan de l'étude d'impact et mesures prises (éviter, réduire, compenser) ;
 - Coûts des mesures de protection en faveur de l'environnement ;
 - Remise en état du site.
- Le dossier d'étude des dangers :
 - Identification des potentiels de dangers ;
 - Analyse préliminaire des risques ;
 - Analyse détaillée des risques ;
 - Rappel des mesures prises pour assurer la sécurité

2) PRESENTATION DU PROJET

2-1) CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

Le projet a pour objectif l'extension d'un centre logistique, adapté aux besoins des entreprises, et destiné à la logistique de magasins ou sociétés spécialisées dans la fourniture de produits de grande consommation, à destination ensuite des particuliers.

8

L'extension demandée par JJA a nécessité :

- une modification simplifiée du PLU de Mouflers et du POS de l'Etoile, qui a été approuvée pour permettre la phase 1.
- une déclaration de projet et une demande de mise en conformité du PLU de Mouflers, qui a fait l'objet d'une enquête publique du 17 août au 17 septembre 2020, pour la phase 2.

L'utilisateur du centre logistique sera EASY LOGISTIQUE, filiale de JJA, qui est une structure exclusivement dédiée à l'exploitation logistique. EASY LOGISTIQUE a été créée en 2001 et exploite depuis 2009 la base logistique d'Argœuves, dont la superficie est aujourd'hui, après agrandissement, de 110 000 m².

Le projet comportera deux phases:

- La première est déjà autorisée et le chantier de construction a débuté. Il s'agit d'un centre logistique de 8 cellules d'environ 12 000 m² avec des locaux annexes (bureaux, locaux de charge, chaufferie, local sprinkler).
Deux cellules seront recoupées afin d'intégrer chacune une sous-cellule de petite dimension, pour le stockage de produits dits dangereux : aérosols inflammables, solides comburants, produits dangereux pour l'environnement aquatique, allume-gaz et briquets.
- La seconde, qui sera réalisée en deux tranches, consiste en une extension basée sur la mécanisation du process pour la préparation des commandes.
Elle comporte à la fois la transformation de certaines cellules de la première phase, ainsi que la construction de nouvelles cellules.
Les cellules transformées seront les cellules C1 à C6. La construction portera sur quatorze nouvelles cellules :
 - quatre seront des cellules de préparation de commande (PAC - Préparation Automatisée des Commandes), de superficie inférieure à 12 000 m² et de hauteur au faîtage variant entre 13,90 mètres et 23 mètres,
 - dix seront des cellules de stockage de grande hauteur (EGHA : Entrepôt de Grande Hauteur Automatisé) de superficie inférieure à 6 000 m² et de hauteur au faîtage égale à 46 mètres.

L'extension du centre ne sera pas à l'origine de la création de nouveaux accès ou de nouveaux bureaux. Par contre, il est prévu l'agrandissement des parkings VL et PL et la construction de nouveaux locaux techniques.

A terme, le projet sera concrétisé par la construction d'un centre logistique de 22 cellules de stockage :

- 12 auront une superficie comprise entre 6 000 et 12 000 m² avec une hauteur au faîtage variant de 13,90 mètres à 23 mètres,
- 10 auront une superficie inférieure à 6 000 m² avec une hauteur au faîtage égale à 46 mètres.

La superficie totale sera de l'ordre de 198 000 m², intégrant des espaces de bureaux, des locaux techniques et des locaux sociaux. La capacité de stockage de la phase autorisée est de 126 860 palettes. Celle en fin de tranche 1 sera de 333 388 palettes. A terme, cette capacité sera de 557 850 palettes.

L'extension prévue générera des changements dans l'organisation, les bâtiments et les activités du site déjà en exploitation.

Les produits stockés seront des produits d'équipements de la maison répertoriés dans dix catégories : cuisine et art de la table, salle de bains et hygiène, ameublement et rangement, bazar et ménager, décoration, cadeau, jardin, plein air, décoration de Noël, jouets. Les produits stockés ne présentent pas de risque particulier en dehors de leur caractère plus ou moins combustible.

Des marchandises considérées « dangereuses » (aérosols inflammables, solides comburants (galets chlorés pour traitement des piscines), produits chlorés dangereux pour l'environnement aquatique (autres galets chlorés), allume-gaz et briquets contenant des gaz inflammables liquéfiés) seront stockées dans des cellules réservées à cet effet.

Le coût global de l'investissement est de 350 millions d'euros. 550 emplois directs seront créés.

Des emplois indirects liés aux prestations de service seront également générés : gestion et entretien des espaces verts, transport des déchets, fourniture de bureaux, de boissons à destination du personnel, travaux occasionnels de réfection, d'embellissement, ...

Par ailleurs, le centre devrait un impact positif sur les commerces de proximité, notamment dans le secteur de l'hôtellerie/restauration, et contribuera à la poursuite du développement de la zone d'activités des Hauts Plateaux.

2-2) ORGANISATION DU CENTRE ET PRESENTATION DES ACTIVITES

Le dossier de demande précise l'organisation du centre, en détaillant les accès et stationnement, les circuits des véhicules sur le site, les espaces verts, et notamment les destinations et caractéristiques techniques des bâtiments et les activités :

- les destinations et caractéristiques techniques des bâtiments (entrepôts, bureaux, locaux techniques, chaufferie, locaux sprinklers et locaux électriques),
- les activités.

2.2.1) LES BÂTIMENTS :

2.2.1.1) Les entrepôts :

- Première phase :

Réalisés après une précédente demande d'autorisation environnementale, et se composant de huit cellules de stockage (C1 à C8), dont deux seront recoupées pour des stockages spécialisés (C6.1 pour les aérosols, les allume-gaz et les briquets – C8.1 pour les produits chlorés dangereux pour l'environnement aquatique).

- Extension :

L'extension comportera deux tranches repérées sur la figure ci-dessous : le périmètre vert représentant celui des travaux de la tranche 1, et les périmètres violets ceux des travaux de la tranche 2



La tranche 1 portera sur la modification des cellules C1, C2, C3 et C4, sur la construction des PAC 1.1 et 1.2 et sur la construction des EGHA 1 à 4.

La tranche 2 portera sur la modification des cellules C5 et C6, sur la construction des PAC 2.1 et 2.2 et sur la construction des EGHA 5 à 10. Elle aura pour objet de doubler la capacité de préparation de commande du centre, soit 152 000 colis par jour.

2.2.1.2) Les bureaux :

- Phase autorisée :

Un bloc bureaux/locaux sociaux sera accolé à la construction principale et regroupera les bureaux du personnel administratif, des vestiaires, des sanitaires et des locaux sociaux.

- Extension :

Un bloc sera aménagé dans PAC 1.2. Il comprendra un local électrique, des bureaux et locaux sociaux, un atelier de stockage du matériel spécifique au process automatisé et un atelier d'entretien.

De même, un local de faible superficie (atelier d'entretien) sera créé dans la cellule C3 d'expédition.

2.2.1.3) Locaux de charge et ateliers d'entretien :

- Phase autorisée :

La circulation des marchandises dans la partie autorisée se fera avec des chariots et transpalettes électriques. La charge des batteries aura lieu dans deux locaux spécialement équipés, exclusivement réservés à cet effet et accolés à la façade sud-ouest de l'entrepôt. Un sera contigu à la cellule 7 et un à la cellule 8.

- Extension :

Aucun local de charge ne sera créé lors de l'extension du centre logistique. Deux ateliers d'entretien occupés par la société assurant l'entretien et la maintenance des parties automatisées seront créés.

Ils seront exclusivement dédiés aux équipements automatiques. Les agents d'entretien et de maintenance effectueront dans ces ateliers des opérations manuelles telles que montage et assemblage de pièces détachées, réparation, etc.

2.2.1.4) Chaufferie :

- Phase autorisée :

Les cellules de stockage C1 à C8 seront réchauffées à partir d'aérothermes à eau chaude. Ces derniers seront alimentés en eau chaude par deux chaudières implantées dans une chaufferie accolée sur la façade nord-ouest de l'entrepôt.

- Extension :

Une nouvelle chaufferie sera implantée dans la partie libre du terrain au nord-est, à environ 90 mètres de la façade nord-est des PAC. Elle servira à l'alimentation en eau chaude des aérothermes qui seront placés dans les PAC. Elle sera aménagée dès la tranche 1 de l'extension et comportera deux chaudières de 1,2 MW.

2.2.1.5) Locaux extinction d'incendie :

- Phase autorisée :

Les cellules C1 à C8 seront équipées d'un système d'extinction automatique (ou sprinkler). Le réseau sera alimenté à partir de motopompes diesel installées dans un local spécifique de 156 m² sur la façade nord-ouest du bâtiment, au droit des cellules 3 et 5, accessible uniquement de l'extérieur.

La réserve d'eau nécessaire à l'alimentation du réseau sera assurée par une cuve aérienne et extérieure au local, d'un volume unitaire de 800 m³. Une cuve aérienne de 1 000 litres de fioul domestique, sur rétention ou à double peau, sera installée dans le local pour l'alimentation des motopompes.

Toute l'installation sprinkler sera conçue et réalisée conformément à la norme NFPA. Elle servira également de détection automatique incendie car la nature des marchandises stockées sera compatible avec une détection d'incendie assurée par des détecteurs de chaleur. Ainsi, elle commandera la fermeture des portes coulissantes, la fermeture de la vanne barrage pour retenir les eaux d'incendie sur le site et déclenchera l'alarme ordonnant l'évacuation générale du bâtiment.

- Extension :

Dès la tranche 1 de l'extension, une nouvelle installation sprinkler sera créée dans la partie libre du terrain au nord-est. Elle sera destinée à la protection incendie des PAC et des EGHA et dimensionnée en conséquence.

Le réseau sera alimenté à partir de 2 motopompes diesel (pompage redondant), installées dans un local spécifique de 156 m². La réserve d'eau nécessaire à l'alimentation du réseau sera assurée par deux cuves d'un volume unitaire de 800 m³ (norme NFPA).

Une cuve aérienne de 1 000 litres de fioul domestique sera présente dans le local pour l'alimentation des motopompes. Cette cuve sera sur rétention ou à double peau.

Tout comme les installations réalisées en phase autorisée, l'installation sprinkler sera conçue et réalisée conformément à la norme NFPA. Elle servira également de détection automatique incendie dans les EGHA et dans les PAC car la nature des marchandises stockées sera compatible avec une détection d'incendie assurée par des détecteurs de chaleur. Ainsi, elle commandera la fermeture des portes EI2 120 C coulissantes, la fermeture de la vanne barrage pour retenir les eaux d'incendie sur le site et déclenchera l'alarme ordonnant l'évacuation générale du bâtiment.

2.2.1.6) Locaux électriques :

- Phase autorisée :

Un local électrique TGBT de 91 m² sera installé en façade sud-ouest à proximité des bureaux.

- Extension :

Dès la mise en œuvre de la tranche 1, 4 nouveaux locaux électriques seront créés :

- un local au droit de la cellule 3;
- un local dans la coursive entre EGHA 2 et EGHA 3 d'une superficie de 62 m²
- un local d'une superficie d'environ 100 m² dans le volume de PAC 1.2
- un local dans la coursive entre EGHA 7 et EGHA 8

2.2.2) LES ACTIVITES :

Le bâtiment projeté est destiné à approvisionner en produits de grande consommation diverses sociétés ou points de vente qui revendent aux particuliers. Il a été pensé en fonction des besoins futurs de JJA, afin d'accompagner la société dans sa croissance pour les années à venir :

- Dans un premier temps, la phase autorisée permettra de soulager les centres logistiques exploités aujourd'hui qui sont à saturation,
- Dans un second temps, à la fin de la tranche 1 de l'extension, les cellules C1 à C4 seront utilisées pour la gestion logistique des marchandises hors gabarit ne pouvant être injectées dans le process mécanisé.
- A terme, seules les cellules C1 et C2 seront utilisées pour la gestion logistique des marchandises hors gabarit ne pouvant être injectées dans le process mécanisé, et le centre aura la capacité de préparer 152 000 colis par jour.

2-2-2-1) Description du stockage :

L'unité de stockage dans un entrepôt est appelée « palette ». Une « palette » se compose :

- d'un support en bois : la palette. La palette en bois standard ou « palette Europe » a comme dimensions 1 200 x 800 x 200 mm pour un poids variant de 20 à 30 kg
- des marchandises, généralement emballées dans des cartons ;
Nota : JJA prendra de façon majorante une quantité moyenne de matières combustibles par palette égale à 600 kg
- d'un film en PE (polyéthylène) qui maintient les cartons sur la palette.

D'une hauteur moyenne de 2 mètres, le volume d'une palette est de l'ordre de **1,9m³**.

Exemple de palette de stockage



- Phase autorisée :

Le stockage des marchandises, emballées en carton, se fera sur des racks sur 5 niveaux (hauteur maximale de 12 m)

- Extension :

Les marchandises entrantes hors gabarit continueront à être gérées dans les cellules C5 à C8, puis dans les cellules C7 à C8. Les autres marchandises entrantes seront palettisées dès leur réception, dans la cellule C4 (en tranche 1) et à terme dans les cellules C4 et C6. Elles seront ensuite stockées dans les cellules C1 et C2 dès la tranche 1 de l'extension, ces cellules ayant été préalablement transformées en stockage haute densité.

Ce stockage haute densité sera réalisé jusqu'à une hauteur de 20,6 mètres. Il pourra contenir jusqu'à 27 palettes en profondeur (utilisation de moyens de manutention automatisés).

Les allées de circulation entre racks seront occupées par des transstockeurs automatiques qui répartiront les palettes, et les reprendront pour expédition vers les EGHA.

Les palettes seront stockées dans les EGHA jusqu'à 44,6 mètres de haut. Le stockage sera entièrement automatisé. Il y aura 7 transstockeurs par EGHA et la technologie utilisée permettra un stockage à double profondeur, soit la présence de 28 racks par EGHA.

2-2-2-2)) Marchandises présentes :

Les produits stockés, quelle que soit la phase considérée, seront des produits d'équipements de la maison. Ils sont répertoriés dans dix catégories :

- cuisine et art de la table ;
- salle de bain et hygiène ;
- ameublement et rangement ;
- bazar et ménager ;
- décoration ;
- cadeaux ;
- jardin ;
- plein air ;
- décoration de Noël ;
- jouets ;

Ces produits entrent pour la plupart dans le cadre des rubriques 1510, 1530, 1532 et 2663-2 visant les solides combustibles. Ils ne présentent pas de risque particulier en dehors de leur caractère plus ou moins combustible. Ils pourront donc être stockés ensemble dans une même cellule et dans toutes les cellules.

Les marchandises considérées « dangereuses » (aérosols inflammables, solides comburants (galets chlorés pour traitement des piscines), produits chlorés dangereux pour l'environnement aquatique (autres galets chlorés), allume-gaz et briquets contenant des gaz inflammables liquéfiés) seront stockées dans les cellules 6-1 et 8-1 réservées à cet effet.

Les marchandises inflammables seront stockées en cellule 6.1, et les produits définis comme dangereux pour l'environnement aquatique en cellule 8.1.

JJA ne stockera que très peu, voire pas du tout, de matière dangereuse sous forme liquide. Si un stockage de cette nature se présente, ces produits seraient stockés jusqu'à 5 mètres de hauteur dans les cellules 6.1 et 8.1.

Les aérosols ne seront pas tous inflammables, mais seront tous regroupés dans la cellule 6.1, sur des emplacements qui seront délimités par un grillage à mailles très serrées. Si nécessaire et après étude de la société apéritrice, ces emplacements bénéficieront d'une protection sprinkler dans les racks.

Les cellules 6.1 et 8.1 permettant le stockage jusqu'à 12 mètres de hauteur, des palettes de combustibles type 1510, 1530, 1532, 2663-2 seront stockées en partie supérieure. Aucune marchandise considérée dangereuse ne sera introduite dans le process mécanisé de l'extension.

2-2-2-3) Capacités de stockage :

- Phase autorisée :

La capacité globale des cellules C1 à C8 a été estimée dans la demande d'autorisation environnementale unique précédente à 126 860 palettes.

- Extension :

Tranche 1 :

Les capacités de stockage seront les suivantes :

- cellules C5 à C8 pas de modification (64 220 palettes) ;
- cellule C4 : pas de stockage ;
- cellule C3 : 1 182 palettes ;
- cellule C1 : 46 936 palettes ;
- cellule C2 : 55 260 palettes.
- pour chaque EGHA : 40 320 palettes, soit 161 280 palettes.
- PAC 1.1 et PAC 1.2 : respectivement 2 267 palettes et 2 243 palettes.

La capacité de stockage du centre, à la fin de la tranche 1 de l'extension, sera de 333 388 palettes.

Tranche 2

Les capacités de stockage seront les suivantes :

- cellules C7 et C8 pas de modification (32 110 palettes) ;
- cellules C4 et C6 : pas de stockage ;
- cellules C3 et C5 : 1 182 palettes chacune, soit 2 364 palettes ;
- cellule C1 : 46 936 palettes ;

- cellule C2 : 55 260 palettes ;
- EGHA 1 à 4 et 6 à 9 : chacune 40 320 palettes, soit 322 560 palettes ;
- EGHA 5 et 10 : 44 800 palettes chacune, soit 89 600 palettes ;
- PAC 1.1, 1.2, 2.1 et 2.2 respectivement 2 267 palettes, 2 243 palettes, 2 267 palettes et 2 243 palettes.

La capacité globale de stockage des EGHA sera de 412 160 palettes.

A terme, la capacité totale de stockage du centre logistique sera de 557 850 palettes.

Nota : Les EGHA 1 à 10, ainsi que les PAC 1.1, 1.2, 2.1 et 2.2 font l'objet d'une étude d'Ingénierie Sécurité Incendie afin de démontrer en cas d'incendie que le principe de la non ruine en chaîne de la structure est respecté, et que le personnel de maintenance éventuellement présent peut évacuer dans des conditions sécuritaires.

2-2-2-4) Préparation de commande :

L'activité du centre consistera en la préparation de commandes en vue d'expédier des marchandises pour alimenter différents centres de distribution et/ou points de vente auprès des professionnels et des particuliers. Les palettes expédiées seront composées de produits différents.

Nota : JJA n'a pas d'activité de vente directe aux particuliers.

- Phase autorisée :

L'activité de picking consistant à constituer des palettes hétérogènes à partir de palettes homogènes sera effectuée manuellement.

Les palettes complètes de produits entrant dans la composition des palettes hétérogènes sont entreposées au sol, en pied de rack. Il n'y a pas de matériel particulier utilisé dans cette zone, ni transvasement de produits.

Un logiciel de gestion détermine la position adéquate des palettes de picking au sol et le chemin du manutentionnaire. Ce logiciel permet également de traiter les éventuelles incompatibilités entre les produits en picking afin de les éloigner au mieux.

Des mesures de prévention sont prises localement autour des palettes de produits dangereux comme les acides et les bases (matériel absorbants, extincteurs adaptés) dans les cellules 6.1 et 8.1. Le personnel est formé à intervenir en cas d'incident

- Extension :

La préparation des marchandises hors gabarit et des marchandises dangereuses continuera à être faite manuellement. La préparation de commande de tous les autres produits sera assurée par le process automatisé développé dans l'extension.

2-2-2-5) Réception, expédition, circulation des marchandises :

La réception des marchandises se fait par camions et semi-remorques qui peuvent accéder au bâtiment par des portes de quai situées en façade du bâtiment.

- Phase autorisée :

Les marchandises sont déchargées des camions, rangées sur palettes et transportées vers les zones de stockage après contrôle et enregistrement. Elles sont stockées dans les emplacements palettes dédiés dans les cellules C1 à C8.

Selon les besoins des clients, les palettes nécessaires à la préparation des commandes sont transportées des zones de stockage vers les zones de préparation où les marchandises sont réparties dans les lots correspondants. Une fois terminés, les lots de chaque client sont regroupés sur des palettes et expédiés par camion ou camionnette selon les destinations

- Extension :

Tranche 1 :

Les marchandises hors gabarit seront réceptionnées et expédiées depuis les quais des cellules C5 à C8. Les marchandises dangereuses seront réceptionnées depuis les quais des cellules C6.1 et C8.1. Les autres marchandises seront exclusivement réceptionnées en C4 et expédiées en C3.

Les quais des cellules C1 et C2 ne seront plus utilisés, ces cellules étant prévues pour être transformées en cellules de stockage haute densité. Toutefois, les portes seront conservées pour créer les amenées d'air frais

Tranche 2 :

Les marchandises hors gabarit seront réceptionnées et expédiées depuis les quais des cellules C7 et C8. Les marchandises dangereuses continueront à être réceptionnées depuis les quais des cellules C6.1 et C8.1. Les autres marchandises seront réceptionnées en C4 et C6 et expédiées en C3 et C5.

2-2-2-6) Gestion des stocks, contrôle des quantités en stock :

La connaissance des produits et des dangers qui y sont liés est à la base de la maîtrise des risques dans un bâtiment logistique. La connaissance des produits est donc un préalable incontournable.

Avant toute acceptation d'une nouvelle marchandise, la Fiche de Donnée de Sécurité (FDS) du produit sera obtenue auprès du client. Cette FDS sera étudiée en termes de classement ICPE (valider sa compatibilité avec les rubriques autorisées sur le site), et en termes de risques spécifiques (inflammabilité, incompatibilité chimique avec d'autres produits, etc.).

Si le produit est accepté, les informations recueillies seront entrées dans un fichier informatique tenu à jour, et dans le système de gestion des stocks. Le système de gestion de stockage intègre les informations relatives aux produits dangereux. Cette identification permettra d'effectuer leur entreposage dans les zones de stockage adéquates, adaptée aux risques.

A chaque famille de produit est affecté un secteur de stockage et un nombre d'emplacements palettes prédéfini. A réception de la marchandise, le système affecte automatiquement son emplacement en fonction des caractéristiques du produit **et particulièrement en fonction des risques liés**.

Le système ne prendra en charge que les produits connus (intégrés dans la phase de réception). Un produit non connu sera donc refusé par le système et ne pourra être stocké dans le bâtiment.

2-2-2-7) Effectif et horaires d'activité :

- Phase autorisée :

L'effectif prévu est de 200 personnes répartis entre exploitation (caristes, préparateurs de commande, gestionnaires de stock) et administration (comptabilité, gestion, ressources humaines, support technique logistique, direction).

Les personnes en exploitation travailleront en deux équipes du lundi au vendredi, de 05h00 à 21h00, avec une activité possible mais réduite le samedi. Si et uniquement si le volume d'activité le nécessite, une troisième équipe la nuit pourrait être mise en place de manière ponctuelle.

Le personnel des bureaux travaillera la journée entre 07h00 et 20h00 en horaires flexibles.

Le site sera gardienné en permanence y compris week-end et jours fériés ; une télésurveillance sera également opérée.

- Extension :

Tranche 1 :

L'exploitation de la tranche 1 de l'extension aura lieu en deux équipes, chaque équipe comportant 103 personnes (exploitation + mainteneurs). Cet effectif de 206 personnes est à ajouter aux membres du personnel administratif et d'exploitation dans les cellules C1 à C4.

L'effectif total du centre à la fin de la tranche 1 est estimé à 350 personnes.

Tranche 2 :

L'exploitation aura lieu en deux équipes dans l'ensemble du centre. Deux nouvelles équipes de 103 personnes seront mises en place, soit 206 personnes supplémentaires. L'exploitation conventionnelle n'aura plus lieu que dans les cellules C7 et C8.

L'effectif total du centre à terme est estimé à 550 personnes.

2-2-2-8) Justification des choix du projet :

- Le site :

JJA exploite sur le secteur d'Amiens une autre base logistique qui arrive à saturation et ne permet plus d'accompagner la croissance de l'entreprise. JJA a donc recherché, toujours sur le secteur d'Amiens, afin de favoriser les synergies de transport avec sa base existante, une parcelle suffisamment vaste lui permettant de mener à bien le projet de construction d'une seconde base logistique. JJA a étudié l'implantation du projet sur cinq sites.

Quatre des sites étudiés, tous situés en ZAC, et dans un périmètre proche de la plateforme actuelle d'Argoeuves (ZAC des Bornes du Temps), présentaient les inconvénients suivants :

- le foncier situé sur la commune de Croixrault est pénalisé par des contraintes importantes de fouilles archéologiques.
- le foncier situé sur la commune du Bosquel est pénalisé par l'insuffisante alimentation en fluide et réseaux, nécessaires au projet, et par un fort dénivelé de terrain ;
- le foncier sur la commune de Saint-Sauveur a été étudié et présentait des contraintes majeures qui faisaient obstacle à l'accueil du projet sur ladite commune (proximité immédiate de l'autoroute, ligne haute tension traversante,...) ;
- l'emprise foncière devenue disponible dans la Zone Industrielle Nord d'Amiens n'était pas suffisante pour l'implantation du projet

Seul le site actuel inscrit dans la ZAC des Hauts Plateaux correspond à l'ensemble des critères, et permet d'accueillir le projet.

Eloigné des premières habitations, ce site allégera les éventuelles nuisances du projet, qui seront atténuées par la distance vis-à-vis des premiers particuliers. Enfin, le terrain est adapté à

l'accueil d'une activité logistique grâce à sa localisation géographique, peu éloignée de l'autoroute A16.

Pour toutes ces raisons (territoire à forte culture logistique, territoire au cœur d'un nœud routier permettant de desservir l'Europe et proximité de notre base logistique actuelle), JJA a fait le choix de développer son projet de seconde base logistique dans la ZAC des Hauts Plateaux.

- Le choix technique :

Pour assurer sa croissance à venir, JJA a projeté un centre logistique de préparation de commandes moderne et automatisé. Les capacités de stockage prévues sont en adéquation avec le volume des commandes projeté à court, moyen et long terme. Le projet présenté a été optimisé selon les critères suivants :

- Implantation et forme du bâtiment déterminées en fonction de la configuration du terrain et du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,

20

- Implantation intelligente des parkings PL et VL pour :
 - 1) assurer la fluidité du trafic en interne et sur les voies publiques environnantes,
 - 2) assurer le plus haut niveau de protection des piétons lors de leur transit entre le parking VL et leur entrée dans le bâtiment,
- Perception positive de l'ensemble de l'établissement et de ses abords grâce à l'architecture du bâtiment, au choix des matériaux de construction et à la mise en scène paysagère (un architecte-paysagiste a été missionné et a œuvré à la continuité des espaces boisés situés hors et dans l'assiette foncière,
- Mise en place d'appareils dépollueurs pour épurer les eaux de voirie avant rejet dans un vaste bassin d'infiltration aménagé dans la partie est du terrain,
- Mise en place de moyens de défense incendie adaptés au bâtiment, à l'activité et à l'environnement.

La mise en place d'un EGHA de 46 mètres de haut et de superficie égale à 5 600 m² permet le stockage de 40 000 palettes minimum tandis qu'une cellule conventionnelle de 12 000 m² et de 13,90 mètres de haut ne permet que le stockage de 15 660 palettes.

Sur une superficie divisée par deux, un EGHA permet donc de stocker 2,5 fois plus de marchandises. Les 10 EGHA seront l'équivalent de 25 cellules de 12 000 m², soit 56 000 m² construits à la place de 300 000 m².

L'économie surfacique réalisée sera de 244 000 m² à laquelle il aurait fallu ajouter une emprise foncière supplémentaire pour la mise en place des voiries et des espaces verts en périphérie du bâtiment.

2-3) LOCALISATION DU PROJET

L'assiette foncière de la phase autorisée se trouve dans la partie est de la ZAC des Hauts Plateaux, et se répartit sur le territoire de deux communes : Mouflers et L'Etoile.

Ce terrain est situé au cœur du département de la Somme, à mi-chemin entre deux des principales agglomérations dudit département : 17 kilomètres à l'est d'Abbeville (sous-préfecture), et 25 kilomètres à l'ouest d'Amiens (préfecture).

La ZAC des hauts Plateaux est traversée du nord au sud par la RD 1001 (ex RN 1) et est bordée au sud par l'autoroute A16. L'échangeur le plus proche est situé sur la commune de Flixecourt, à moins d'1 kilomètre au sud-est.

L'extension prendra place dans la continuité de l'assiette foncière de la phase autorisée, en direction du nord-est et hors emprise de la ZAC des Hauts Plateaux.

21

Dossier E20000071/80

Demande d'autorisation environnementale en vue de procéder à l'extension d'un centre logistique situé sur le territoire des communes de Mouflers et de L'Etoile, présentée par la société JJA.

T.A d'Amiens

La localisation du site retenu est présentée aux figures suivantes :

Plan de situation



Parcelles composant le site

Référence cadastrale	Contenance	Utilisation actuelle	Utilisation future	
			Non bâtie	Bâtie
000ZC01	21 710 m ²	Grande culture	21 710 m ²	
000ZC02	6 380 m ²			6 380 m ²
000ZC03	8 090 m ²			8 090 m ²
000ZC07	9 330 m ²			9 330 m ²
000ZC08	7 180 m ²			7 180 m ²
000ZC09	18 780 m ²			18 780 m ²
000ZC10	19 130 m ²			19 130 m ²
000ZC11	11 410 m ²			11 410 m ²
000ZC12	10 580 m ²			10 580 m ²
000ZC13	16 840 m ²			16 840 m ²
000ZC14	11 890 m ²			11 890 m ²
000ZC15	43 230 m ²			43 230 m ²
Total	184 550 m²		21 710 m²	162 840 m²

Le projet se situe en partie dans l’emprise de la ZAC des Hauts Plateaux, et, en extension, sur des terres agricoles avoisinantes.

3) ETUDE D’IMPACT

La demande formulée par JJA a nécessité une étude d’impact, réalisée conformément à l’article R122-5 du Code de l’Environnement.

Nota : l'analyse des impacts et des mesures associées est réalisée sur l'ensemble du projet (partie autorisée et extension prévue)

Cette étude présente réglementairement :

- l’identité du porteur du projet,
- une description du projet,
- une description des aspects pertinents de l’état actuel de l’environnement, dénommée “scénario de référence”, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet
- une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet :
 - la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage,
 - une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement,

- une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné,
- une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué,
- les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :
 - éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
 - compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni réduits (la description de ces mesures est accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes) ;
- le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensations proposées ;
- une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;
- Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation.

Le dossier de présentation du projet a été constitué par «**BEG Ingénierie**» d'Orléans. Ce bureau d'étude est composé d'architectes, d'ingénieurs et de techniciens spécialisés (architecture, VRD, structure, électricité, fluides, développement durable, économistes), qui interviennent sur les projets dès leur conception, pour optimiser les choix et les pré-dimensionnements, puis à chaque stade d'études (conception et suivi de réalisation).

BEG Ingénierie coordonne l'ensemble des études jusqu'à l'obtention des autorisations urbanistiques (permis de construire) et préfectorales (ICPE), en faisant notamment appel à d'autres bureaux d'étude plus spécialisés.

Les diverses études spécialisées menées pour la réalisation du dossier de projet ont été réalisées par :

- Le bureau d'étude **BIGS**, de Paris, spécialisé dans la rédaction de dossier de demande d'autorisation et d'étude d'impact (le domaine de la logistique constitue 80% de ses études) ;
- Le bureau d'étude acoustique **Acapella**, de Lille, pour les analyses de bruit ;
- Le bureau d'étude **Verdi**, de Wasquehal (59), pour ce qui concerne la Loi sur l'eau ;
- Le bureau d'étude **ACC-S** (Aménagement de la Circulation et Conseils en Stationnement), de Lieusaint (77), pour les études sur le trafic ;

- Le cabinet **Théma Environnement**, de Chambray-les-Tours (37), pour les études faune et flore.

Nota : Ces bureaux d'étude sont indépendants de JJA et de BEG Ingénierie.

3.1) Etat initial

L'analyse de l'état initial et du contexte environnant a été effectuée par des visites de terrain ayant permis d'analyser la sensibilité du voisinage, d'effectuer des mesures de bruit, des analyses de sol, etc. Elle s'appuie sur des études spécifiques confiées à des bureaux d'étude spécialisés : mesures de bruit, analyses de sol, étude archéologique, dossier loi sur l'eau, étude faune, flore...

Pour ces études, les méthodologies employées ont été détaillées dans les rapports disponibles annexés au dossier.

L'étude d'impact se base également sur le recueil de données bibliographiques obtenues auprès des administrations compétentes (Mairie, CCI, DRIEE...) et organismes divers (Météo France, BRGM...)

Sauf exception en raison du thème étudié, l'aire d'études du projet a été circonscrite aux communes avoisinantes : Mouflers, L'Etoile, Flixecourt, Ville-le-Marclet, Bouchon, Vauchelles-les-Domart, Surcamps et Brucamps.

3-1-1) Environnement naturel :

3-1-1-1 Diagnostic écologique du terrain :

- Flore:

« En l'absence de milieux d'intérêt communautaire (Natura 2000), de flore protégée et/ou patrimoniale, et considérant la relative banalité des milieux observés, aucun enjeu fort n'a été attribué. Les milieux présents dans l'aire d'étude présentent du point de vue floristique un enjeu faible à modéré (haies et friches stabilisées) à très faible (cultures intensives, friche rudérale) ».
- Faune:

« La diversité d'espèces animales observées lors des investigations sur le terrain est relativement faible. Les espèces inventoriées sont dans l'ensemble caractéristiques des milieux agricoles et boisés. »
- Insectes, amphibiens, reptiles :

« Le site d'étude présente un intérêt très faible pour ces familles. »
- Avifaune

« L'intérêt ornithologique du périmètre projet est assez faible au regard des habitats concernés et des espèces qui le fréquentent. »
- Mammifères

« Aucune des espèces observées (renard roux, blaireau, chevreuil, sanglier et lapin de garenne) ne présente d'enjeu particulier. L'intérêt du périmètre projet d'étude est faible

pour les mammifères terrestres, les grandes cultures étant peu propices aux espèces de ce groupe. »

- Chiroptères

« Au regard des analyses paysagère et acoustique, le périmètre projet apparaît peu fréquenté par les chauves-souris. Le contexte agricole très marqué et l'absence de point d'eau rendent le site peu attractif pour les espèces. La plupart des contacts ont été détectés

au niveau des éléments paysagers soit le long des lisières boisées et de la haie traversant et longeant le site au nord-est. C'est d'ailleurs par cette dernière qu'un flux de déplacement semble s'opérer entre les deux boisements. La vallée de la Somme et ses mosaïques d'habitats plus au sud concentrent certainement l'activité des chauves-souris quel que soit leurs exigences écologiques. »

« L'enjeu faunistique peut donc être considéré comme globalement faible : faible au niveau des cultures, friches rudérales, espaces verts, et faible à modéré au niveau des friches stabilisées et des haies. »

La présence de milieux banals et fortement anthropisés, l'absence d'espèces végétales patrimoniales et/ou protégées et l'intérêt faible du site pour la faune, voire faible à modéré localement, malgré la présence de plusieurs espèces protégées (toutes relativement communes), confèrent au site d'étude un enjeu écologique globalement faible.

3-1-1-2) : Trame verte et bleue – biocorridor :

Le projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique de l'ex région de Picardie a fait l'objet d'une enquête publique du 15 juin 2015 au 15 juillet 2015, mais n'a pas été adopté.

Le SRCE de la nouvelle région Hauts de France est en cours d'instruction. Les indications portées sur le SRCE non adopté de l'ex région Picardie sont encore disponibles.

L'application CARMEN indique qu'il existe un corridor biologique intra ou inter forestier traversant le bois Melan au nord du périmètre du site. L'aménagement du terrain n'interrompra pas ce corridor.

Le projet sera sans impact sur ce corridor biologique.

3-1-1-3) Espaces naturels sensibles et protégés, Réserve Biologique Dirigée ou Intégrale :

Il n'existe pas de parc national en région Hauts-de-France, et aucune réserve naturelle n'est répertoriée dans un large secteur environnant le site du projet.

Aucune Réserve Biologique n'est recensée par l'Office National des Forêts sur un large secteur d'étude.

3-1-1-4) Parc naturel régional :

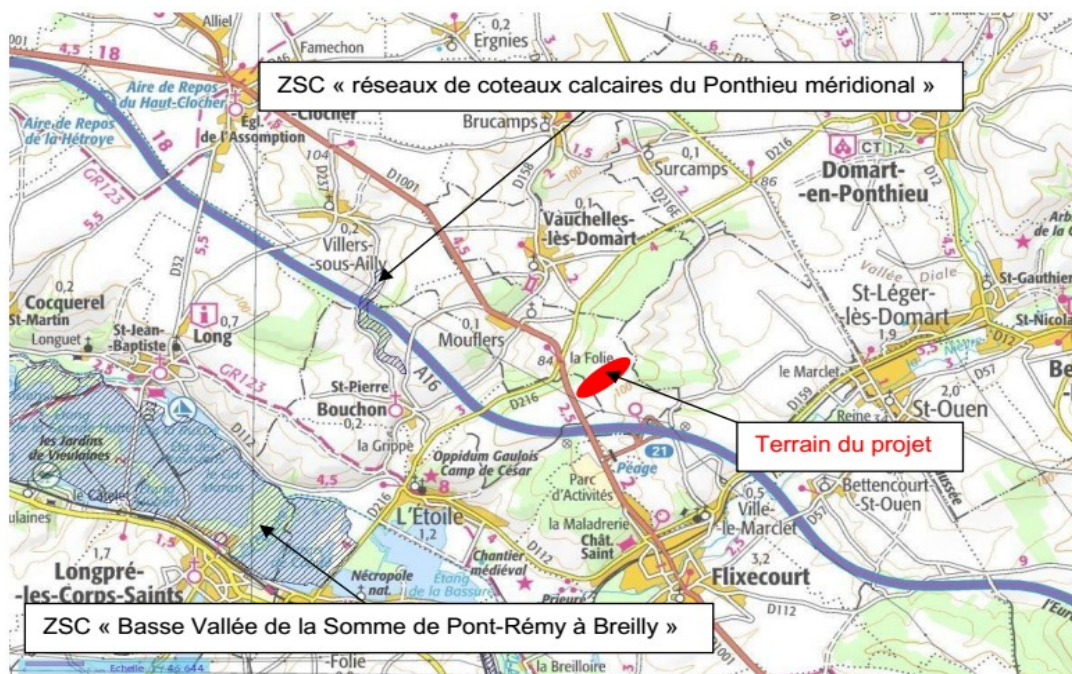
Le site du projet n'est plus situé dans le périmètre du projet du PNR Baie de Somme Picardie Maritime. Les communes de Long à l'ouest et de Condé-Folie au sud constituent la limite orientale la plus proche du site.

3-1-1-5) Zones « Natura 2000 » :

Les zones Natura 2000 les plus proches sont :

- la ZPS « Etangs et Marais du bassin de la Somme » située à 4 kilomètres au sud-ouest ;
- la ZSC « Basse Vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » située à 4 kilomètres au sud-ouest ;
- la ZSC « Réseaux de coteaux calcaires du Ponthieu méridional » située à 2,5 kilomètres à l'ouest.

Le projet s'inscrit en dehors de toute zone NATURA 2000 mais le secteur d'étude comporte trois zones Natura 2000 à quelques kilomètres :



3-1-1-6) Réserves de biosphère :

La réserve du Marais audomarois dans la région Hauts de France est la plus proche du projet. Elle regroupe 15 communes des départements du Pas-de-Calais et du Nord, et couvre une surface de 35 km². Elle se situe à plusieurs dizaines de kilomètres au nord du site du projet.

3-1-1-7) Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) :

Il existe deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type I : d'une superficie assez limitée, elle renferme des espèces et des milieux rares ou protégés ;
- ZNIEFF de type II : elle correspond à de grands espaces naturels (massif forestier, estuaire,...) offrant de grandes potentialités biologiques.

Les ZNIEFF les plus proches sont :

- La ZNIEFF de type I « Larris des Vallées de Bouchon et de Villers », à 2,5 kilomètres à l'ouest ;
- La ZNIEFF de type I « Marais de la Vallée de la Somme entre Crouy-Saint-Pierre et Pont-Rémy », à 3 kilomètres au sud-ouest ;
- La ZNIEFF de type I « Cours de la Nièvre, de la Domart et de la Fieffe », à 2,5 kilomètres à l'est ;

- La ZNIEFF de type I « Massif forestier de Vignacourt et du Gard », à 4,5 kilomètres au sud-est ;
- La ZNIEFF de type I « Vallée de l'Airaines (entre Airaines et Longpré-Les-CorpsSaints) à 6 kilomètres au sud-ouest ;
- La ZNIEFF de type II « Haute et moyenne Vallée de la Somme entre CroixFonsommes et Abbeville », à 2 kilomètres au sud-ouest.





Figure 20 : localisation des ZNIEFF de type II

Le site du projet ne recoupe aucune ZNIEFF, mais plusieurs se situent dans le secteur d'étude du projet.

3-1-1-8) Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) :

L'appellation ZICO, pour Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux, est donnée à la suite de l'application d'un ensemble de critères définis à un niveau international.

Le projet ne s'inscrit dans aucune ZICO, la plus proche se situe à 4,5 km au sud du périmètre du site (zone « Etangs et Marais du bassin de la Somme »), et est suffisamment éloignée du projet pour ne pas être impactée.

3-1-2) Environnement culturel et paysages :

3-1-2-1) Sites classés ou inscrits :

Aucun site classé n'est recensé sur un secteur d'étude élargi. Le site inscrit, « le parc du château, ferme, annexes et les 4 perspectives » indiqué à 10 kilomètres au nord-est sur la commune de Ribeaucourt, ne sera pas impacté par le projet.

Le projet est éloigné de tout site inscrit ou classé, et ne développera aucune interaction visuelle avec ces sites.

3-1-2-2) Sites patrimoniaux remarquables (SPR), Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et AVAP (Aires de mise en Valeur du Patrimoine)

La consultation de l'Atlas des Patrimoines n'indique aucun SPR sur le secteur d'étude.

3-1-3) Contexte culturel et patrimoine :

3-1-3-1) Monuments historiques :

La loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques a mis en place les procédures réglementaires de protection d'édifices :

- La commune de Mouflers ne possède pas de monument historique, mais son territoire est concerné, dans sa partie nord, par le périmètre de 500 mètres centré sur le château de Vauchelles-lès-Domart. Ce périmètre de protection n'atteint pas le terrain du site ;
- La commune de L'Etoile possède un immeuble classé : l'oppidum dit « Camp de César ». Le périmètre de 500 mètres ne touche pas le terrain du site.
- Le Prieuré de Moreaucourt est un monument historique protégé par un rayon de 500 mètres, qui n'atteint pas non plus le terrain du site.

Sur le secteur d'étude, il a été recensé :

- L'église de Bouchon dont le périmètre de protection n'atteint pas les limites du site ;
- Le château des Saint à Flixecourt, dont le périmètre de protection n'atteint le terrain du site, mais dont la partie du jardin et le mur d'enceinte juste au-delà de l'autoroute sont à moins de 500 mètres du terrain du site.

Se situant à moins de 500m mètres d'une partie d'un monument inscrit, le projet est en conséquence soumis à l'avis de l'ABF.

3-1-3-1) Vestiges archéologiques :

Un diagnostic préventif a été réalisé lors de la création de la ZAC des Hauts Plateaux. Ce diagnostic n'a pas révélé de sensibilité particulière.

Les parcelles acquises pour réaliser l'extension se trouvant hors périmètre de la ZAC, une reconnaissance archéologique sera menée sur ces parcelles conformément à la loi sur l'archéologie préventive.

3-1-4) Environnement physique :

3-1-4-1) Sol et sous-sol :

Le projet se situe sur un terrain dont une partie figure dans la ZAC des Hauts Plateaux, et dont l'autre partie en est le prolongement au nord-est, hors périmètre de la ZAC des Hauts Plateaux. Il est situé sur un plateau dominant les vallées de la Somme et de la Nièvre.

Le dénivelé entre la vallée de la Somme, au sud, et le terrain du site est important : (pente de la RD 1001 de 7,5% entre la vallée de Flixecourt et la parcelle). En direction de l'ouest et du nord-ouest vers la vallée de Mouflers, le dénivelé est de l'ordre de 70 mètres en 1,5 kilomètre et en direction de l'est vers la vallée de la Nièvre, le dénivelé est de l'ordre de 80 mètres en 2,5 kilomètres.



Le site retenu appartient à la partie du plateau crayeux picard, et se trouve en zone d'aléa moyen à propos du retrait/gonflement des argiles.

Aucun site sur les communes de Mouflers et de L'Etoile n'est recensé dans la base de données BASOL (sites et sols pollués). La seule activité humaine connue sur ces parcelles étant l'agriculture, une pollution avérée des sols et du sous-sol est en conséquence improbable.

3-1-4-2) Eaux souterraines :

- **Hydrogéologie :**
Le respect des prescriptions détaillées dans l'avis de l'hydrogéologue agréé et la similitude de la gestion des eaux pluviales entre l'extension et la phase autorisée permettront d'exploiter ce centre sans créer de désordre au niveau du captage de Flixecourt II - L'Etoile.
- **Zones vulnérables aux pollutions par les nitrates :**
Les arrêtés de délimitation des zones vulnérables du 18 novembre 2016 pour le bassin Artois-Picardie et du 13 mars 2015 pour le bassin Seine-Normandie ont conduit à classer entièrement le département de la Somme en zone vulnérable en regard des pollutions diffuses liées aux nitrates.
- **Zone humide :**
Le périmètre du site ne présente pas de zone à dominante humide.

- Milieux aquatiques et ressources en eau :

- Eaux superficielles :

Aucun cours d'eau n'est recensé à proximité de l'assiette foncière du projet ; la Nièvre est à 2,5 kilomètres environ au sud-est et la Somme à 2,5 kilomètres environ au sud-ouest ;

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) :

Le projet est concerné par le SDAGE Artois-Picardie (2016-2021), pour les orientations :

- ° Orientation A-1 : continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux- Disposition A-1.1 : adapter les rejets à l'objectif de bon état ;
- ° Orientation A-2 : maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) - Disposition A-2.1 : gérer les eaux pluviales ;
- ° Orientation B-1 : poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE : (Disposition B-1.1 : préserver les aires d'alimentation des captages).

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La zone d'étude est intégrée au SAGE « Somme aval et cours d'eau côtier » en cours d'élaboration. Le projet de SAGE a été validé par la CLE le 15 mars 2018, mais n'a pas été approuvé.

- Assainissement public :

Toutes les eaux pluviales issues du site seront infiltrées in situ, sans aucun débord par trop-plein dans le réseau des eaux pluviales de la ZAC. Le projet n'aura donc impact sur le réseau public des eaux pluviales.

- Données météorologiques :

Le projet apparaît peu concerné par les risques naturels qui seraient amplifiés par le changement climatique, et le secteur économique auquel il est dédié n'est pas climato-dépendant.

Le bâtiment n'est pas dédié à la production d'énergie mais il en consommera. Tout impact du changement climatique sur la production d'énergie aura forcément un impact sur les utilisateurs. Afin de réduire cet impact, JJA a prévu de bâtir des installations de plus en plus efficaces. Tel sera le cas pour l'extension de Mouflers (cf. chapitre Utilisation Rationnelle de l'Energie).

Le projet semble peu vulnérable au changement climatique.

- Contexte local :

La qualité de l'air est surveillée localement par Atmo-Hauts-de-France, par la station de Salouël (80), qui mesure les teneurs en dioxyde d'azote, monoxyde d'azote, ozone et particules (PM10).

Les moyennes annuelles sont de:

- 5,2 µg/m3 pour le monoxyde d'azote ;
- 13,1 µg/m3 pour les dioxydes d'azote ;
- 52,2 µg/m3 pour l'ozone ;
- 15,6 µg/m3 pour les PM10.

Les valeurs limites réglementaires s'établissent à :

- aucune pour le monoxyde d'azote ; la teneur s'ajoute à celle des dioxydes d'azote pour déterminer la teneur globale en oxydes d'azote dont le niveau critique est fixé à 30 µg/m3 pour la protection de la végétation ;
- 40 µg/m3 pour les dioxydes d'azote ;
- 120 µg/m3 pour le max. journalier en ozone (seuil de protection de la santé) depuis 2010 ;
- 40 µg/m3 pour les PM 10.

ATMO France considère comme bonne la qualité de l'air sur le secteur d'étude en 2018.

3-1-4-4) Bruit et vibrations :

- Bruit :

- Contexte réglementaire :

La réglementation relative aux bruits aériens émis par les installations classées soumises à autorisation est définie par l'arrêté du 23 janvier 1997. Ce texte définit deux types de niveaux de bruit :

1 - les niveaux de bruit en limite de propriété ; ils sont fixés à :

$L_{Aeq,rés} < 70 \text{ dB(A)}$ de jour (7h00 - 22h00) ;

$L_{Aeq,rés} < 60 \text{ dB(A)}$ de nuit (22h00 - 7h00),

2 - les niveaux de bruit en zone à émergence réglementée (ZER) sont fixés à :

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

- Niveau de bruit initial (bruit ambiant) :

Une étude acoustique a été confiée au bureau d'étude VENATHEC (étude complète en annexe 4 dans le dossier).

Des mesures du niveau de bruit actuel ont été effectuées, sur quatre points, du 01 au 02 juillet 2019, dans le voisinage du terrain d'implantation :

- deux en limite de propriété(LP),
- deux en zone à émergence réglementée (ZER), au niveau de la ferme Folie à l'ouest et au niveau de la Ferme Riquier à l'est.

Les mesures ont été réalisées sur une période calme afin de mesurer le niveau initial hors activité d'autant que le chantier de construction de la phase autorisée, dont l'amplitude horaire est 08h00 – 17h00, a débuté.

Les niveaux de bruit relevés lors de cette étude restent dans les valeurs réglementaires, en période diurne comme en période nocturne, hormis pour le point de relevé de la ferme Folie, qui se trouve impacté par le trafic sur les RD 1001 et 2016.

3-1-4-5) Gestion des déchets :

Le projet est soumis :

- au Plan départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) de la Somme :
L'activité de JJA sera génératrice de déchets non dangereux, notamment de déchets d'emballage qui seront les plus importants en volume. Il sera fait appel à des sociétés locales de transport et de recyclage/valorisation de ces déchets ;
- au Plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) :
le projet sera un faible générateur de déchets dangereux. Lorsque cela sera nécessaire, il sera fait appel à des sociétés locales de transport et de traitement de déchets dangereux afin d'éviter le tourisme des déchets ;

Aucun Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets du BTP n'existe sur le département de la Somme. Néanmoins, lors du chantier, JJA fera appliquer via son maître d'œuvre les principes de la charte de la construction du bâtiment et de l'aménagement extérieur (voiries, parkings, espaces verts).

Le tri à la source des déchets de chantier sera privilégié pour ne pas polluer les déchets non dangereux par des déchets dangereux. Là encore, il sera fait appel aux acteurs locaux pour diminuer l'impact sur l'environnement et favoriser l'économie locale.

3-1-5) Environnement humain :

3-1-5-1) Installations voisines :

Les activités des établissements les plus proches de JJA, sur la ZAC des Hauts Plateaux, ou des installations sises sur la ZAC des Hauts de Val de Nièvre, de l'autre côté de l'A16, ressortent toutes de domaines classiques (logistique, commerces, centre de contrôle automobile, ...) et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Un seul établissement, Beaurain Gaz, implanté à 1,25 km sur la commune de Flixecourt, est classé Seveso-Seuil bas. Au regard de la distance, aucun effet domino n'est à prévoir.

3-1-5-2) Habitations :

L'habitation la plus proche est la ferme La Folie, le long de la RD 1001, à plus de 100 mètres de notre limite de propriété nord-ouest. Un bois s'intercale entre le site et cette ferme et jouera un rôle d'écran tampon entre notre installation et la ferme.

Le bourg de Mouflers est à 1,5 kilomètre environ au nord-ouest du site JJA. La même distance le sépare des premières habitations de Flixecourt au sud.

Les autres agglomérations du secteur d'étude sont plus éloignées.

3-1-5-3) Établissements recevant du public :

Hormis les établissements commerciaux situés sur la ZAC des Hauts Plateaux (centre de contrôle automobile, garage...) proches du site, des écoles (L'Etoile, Flixecourt) et un centre socio-éducatif, sont situés à plus de 2,5 km du projet.

3-1-5-4) Contexte agricole :

La ZAC des Hauts Plateaux s'étend sur une terre agricole. L'emprise de la phase autorisée n'est plus cultivée car les travaux de construction ont débuté

L'extension du centre se fera exclusivement sur des parcelles agricoles, cultivées aujourd'hui. Un mécanisme de compensation agricole sera mis en place, à l'instar de la phase autorisée

3-1-5-5) Population :

Les populations suivantes sur le secteur d'étude sont connues grâce au dernier recensement de 2014 et à l'estimation par l'INSEE de la population légale par commune en 2015 :

Commune	Population
Mouflers	91 habitants
L'Etoile	1 266 habitants
Vauchelles-lès Domart	119 habitants
Ville-le-Marclet	502 habitants
Flixecourt	3 272 habitants
Bouchon	153 habitants

Les communes du secteur d'étude sont de typologie différente, certaines étant «urbaines» avec un nombre d'habitants supérieur à 500 et une densité relativement importante (Flixecourt, L'Etoile). Ville-le-Marclet présente une typologie intermédiaire, tandis que les autres communes, notamment Mouflers, sont « rurales ».

3-1-5-6) Urbanisme :

- Schémas directeurs :

La commune de Mouflers est intégrée dans la Communauté de Communes Ponthieu-Marquenterre créée le 01/01/2017 tandis que les communes de L'Etoile, de Flixecourt, de Bouchon, de Vauchelles-lès-Domart et de Ville-le-Marclet font partie de la Communauté de Communes du Val de Nièvre et environs et de l'Ouest d'Amiens.

La Communauté de Communes Ponthieu Marquenterre est rattachée au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Baie de Somme – Trois Vallées qui est en cours de constitution.

La Communauté de Communes du Val de Nièvre et environs et de l'Ouest d'Amiens est rattachée au SCOT du Grand Amiénois qui est en vigueur depuis décembre 2012, mais est actuellement en révision du fait du redécoupage administratif.

Cependant, le Document d'Orientation et d'Objectifs concernant le secteur d'étude devrait peu évoluer, et que *« l'histoire de la vallée de la Nièvre est indissociable de celle de l'industrie textile et particulièrement de l'entreprise Saint Frères. Depuis la fin du 20ème siècle, le territoire a commencé une lente et profonde mutation. Il a été confronté à des suppressions d'emploi importantes, mais la reconversion économique est engagée. La page de la mono-activité textile est tournée mais le chapitre de la reconversion n'est pas achevé avec le positionnement stratégique du Val de Nièvre entre Amiens et Abbeville. Conforter la vallée de la Nièvre, ses pôles, et en premier lieu Flixecourt, en les considérant comme un secteur prioritaire de reconquête urbaine et économique, s'impose »*

- Urbanisme local :

Le projet est et sera compatible avec les règles d'urbanisme en vigueur et à venir.

- Servitudes :

Le projet n'est pas impacté par des servitudes, notamment par la ligne à haute tension qui surplombe la pointe sud-ouest du site.

3-1-5-7) Vulnérabilité du projet aux risques d'accident ou de catastrophes majeures :

- Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) :

Le site du projet ne se situe pas en zone inondable, et le risque sismique est le plus faible possible.

- Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) :

Le projet n'est pas impacté par un PPRT.

3-1-5-8) Voies de circulation :

- Route :

Le site JJA sera accessible depuis la RD 1001 grâce à un giratoire communiquant avec une voie de desserte interne de la ZAC des Hauts Plateaux.

Tout le trafic routier sera donc canalisé par la RD 1001 pour ensuite être distribué :

- sur l'autoroute A16 (cas des PL et de certains VL)
- vers l'agglomération de Flixecourt, en restant sur la RD 1001, en direction du sud,
- vers Mouflers pour les VL partant vers le nord avec la possibilité de rejoindre la RD 216, l'intersection de ces deux routes départementales se situant à la ferme la Folie.

Une étude de trafic a été réalisée en juillet 2019 par le bureau d'études ACC-S. Elle a eu comme objectif de dresser le bilan du fonctionnement actuel et de définir l'impact du projet sur le réseau de desserte (le rapport complet est joint en annexe 5 au dossier).

Les observations pour dresser l'état initial ont eu lieu le vendredi 8 juin 2018 de 07h00 à 09h00, et de 17h00 à 19h00. Leur conclusion est la suivante :

- 10 896 véhicules par jour dont 6,1% de PL sur la RD 1001 entre la ZAC des Hauts plateaux et Flixecourt,
 - 13 800 véhicules par jour dont 6,52% de PL sur l'A16 (source DREAL 2015),
 - un réseau fluide avec de grandes réserves de capacité aux giratoires, que ce soit aux heures de pointe du matin ou aux heures de pointe du soir.
- Voies ferrées, voies aériennes et voies navigables :

Le site du projet n'est concerné par aucune voie ferrée.

L'aérodrome le plus proche se situe à plus de trente kilomètres (Amiens –Glisy).

Le canal de la Somme, à 2,5 kilomètres au sud-ouest, est le cours d'eau navigable le plus proche.

- Chemins ruraux et circulations douces :

Le chemin agricole à l'est délimitant la ZAC des Hauts Plateaux, se retrouve dans le périmètre de l'extension prévue. Il sera interrompu, de même que l'extrémité nord-est du chemin au nord.

Deux nouveaux chemins sont proposés en compensation pour que les parcelles agricoles situées au nord et à l'est soient desservies.

La réalisation du projet transformera la portion du chemin agricole bordant la parcelle au nord en accès pompiers secondaire ; le chemin agricole au sud sera amené à disparaître également, avec la mise en place des voiries internes dans la ZAC.

Un chemin de Grande Randonnée (GR 123) a son itinéraire le long du cours de la Somme au sud. Il traverse le bourg de L'Etoile à 2,5 kilomètres au sud-ouest. Il ne sera pas impacté par le projet.

3.2) Impacts du projet sur l'environnement et mesures compensatoires prévues

3-2-1) Consommation d'eau :

- Eau potable :

La ZAC des Hauts Plateaux est alimentée en eau potable par un forage créé récemment et autorisé à prélever jusqu'à 250 m³/h. Les installations sanitaires du bâtiment seront alimentées par ce réseau d'eau potable. Cette eau servira aux besoins du personnel et à l'entretien des locaux. Un dispositif de dis-connexion sera mis en place dès le début des travaux de la phase autorisée sur l'arrivée du réseau d'eau potable afin de protéger le réseau public de tout retour d'effluents susceptibles d'être pollués.

- Eau industrielle :

Il ne sera pas utilisé d'eau à des fins industrielles.

- Réseau d'eau incendie :

Le réseau d'eau incendie ne s'appuiera pas sur le réseau d'eau potable mis à disposition par l'aménageur de la ZAC. Il sera mis en place les ressources nécessaires in situ pour être autonomes durant deux heures (bassin et/cuves). Le réseau d'eau incendie du centre sera développé proportionnellement aux besoins de l'extension (voir étude des dangers).

- Effluents aqueux :

Les effluents issus de notre établissement seront de deux types :

- Eaux vannes et usées : issues des installations sanitaires, leur qualité est équivalente à celle des eaux domestiques urbaines. Elles seront traitées par une station d'épuration collective.
- Eaux pluviales :
 - les eaux pluviales de voirie qui présentent des risques de pollution issue des véhicules en transit,
 - les eaux pluviales de toiture, non polluées.

L'activité de JJA ne sera pas à l'origine d'effluents industriels.

- Traitements des effluents aqueux :

Les eaux vannes et usées collectées sur le site seront rejetées dans le réseau public de la ZAC, et seront traitées par la station d'épuration de Flixecourt, qui est en capacité de recevoir le flux d'eaux usées du site.

Les eaux pluviales de la ZAC des Hauts Plateaux sont à infiltrer d'abord à la parcelle, puis, en cas de débordement, dans le réseau d'assainissement mis en place dans la ZAC. Le réseau interne d'eaux pluviales de JJA est dimensionné pour infiltrer une pluie d'occurrence centennale sans possibilité de rejet dans le réseau pluvial de la ZAC.

Le site rejettera des eaux pluviales de voirie et de toitures

Les eaux pluviales lessivant les voiries et les zones de stationnement peuvent être souillées par des traces d'hydrocarbures et des boues issues des véhicules en transit sur le site. Avant rejet dans le réseau, elles transiteront dans un bassin de tamponnement étanche avant d'être dépolluées par un débourbeur-déshuileur. Une fois dépolluées, elles rejoindront le bassin d'infiltration de 16 000 m³ créé dans la partie sud-est du terrain.

Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures du bâtiment sont considérées comme non souillées, l'activité de JJA n'étant pas à l'origine de rejets atmosphériques polluants, poussières ou gaz, qui pourraient se déposer sur les toitures et être entraînés par les eaux de pluie. Ces eaux ne nécessitent pas de traitement particulier. Elles peuvent être rejetées directement dans le milieu naturel.

Les eaux de toiture, selon leur origine, rejoindront divers bassins d'infiltration :

- le bassin de 16 000 m³ implanté dans la partie sud-est du terrain mis en place lors de la phase autorisée,
- un bassin d'infiltration au pied de chaque EGHA pour recevoir les eaux pluviales de toiture dudit EGHA,
- une noue d'infiltration au nord-est qui mettra en communication les bassins des EGHA nord (tranche 2 de l'extension) avec les bassins des EGHA sud (tranche 1 de l'extension pour EGHA 1 à 4 et tranche 2 pour EGHA 5).

- Zones humides :

L'emprise du projet n'impacte aucune zone humide. La gestion des eaux pluviales par infiltration ne modifiera pas l'hydratation actuelle des terres.

- Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE :

Les installations de traitement des eaux prévues par JJA sont compatibles avec les objectifs du SDAGE, ainsi qu'avec les enjeux du SAGE.

3-2-2) Trafic routier :

3-3-2-1) Trafic généré par l'activité :

Le trafic lié aux activités de JJA aura deux composantes :

- Trafic de véhicules légers (VL) correspondant aux voitures des employés du site et visiteurs,
- Trafic de poids-lourds.

Le trafic généré à terme est estimé de la façon suivante :

- Une entrée et sortie par PL (500 PL/jour à terme),
- Une entrée et sortie pour les VL visiteurs, du personnel logistique et du personnel administratif (436 VL par jour en considérant un taux de présence de 90% et un taux de covoiturage égal à 5%).

Le trafic global autour de l'établissement sera de 1 000 mouvements de PL et 872 mouvements de VL par jour, soit un total de 1 872 mouvements de véhicules/jour. Dans l'étude de trafic, le cabinet ACC-S a raisonné sur les heures de pointe du matin et du soir afin de déterminer le taux de congestion que pourrait engendrer le projet :

- Heure de pointe du matin : le trafic serait de 220 uvp* entrant dont 63 PL et de 170 uvp sortant dont 63 PL ;
- Heure de pointe du soir : le trafic serait de 170 uvp entrant dont 63 PL et de 190 uvp sortant dont 63 PL.

Nota : *uvp : 1 VL = 1 uvp et 1 PL = 2 uvp

Impact sur le réseau local

L'analyse des comptages catégoriels (distinction VL/PL) lors de l'état initial a permis d'identifier le poids des axes de desserte pour les VL, et le poids des axes de desserte pour les PL. Ils ont été repris à l'identique pour ceux créés par le centre logistique. Les simulations indiquent :

- Heure de pointe du matin : les giratoires sur la RD 1001 restent fluides avec une réserve de capacité supérieure égale à respectivement à 65% et à 57%. Le trafic sur l'échangeur avec l'A16 reste fluide avec moins de 130 véhicules par heure ;
- Heure de pointe du soir : les giratoires sur la RD 1001 restent fluides avec une réserve de capacité supérieure à 55% et à 57%, et le trafic sur l'échangeur avec l'A16 reste fluide avec moins de 170 véhicules par heure.

3-2-2-2) Mesures compensatoires :

- aménagement d'un parking PL interne d'une capacité de 55 P, pour ne pas perturber la circulation dans la ZAC par le stationnement de PL le long des voies internes ;
- cette capacité sera complétée par 2 aires d'attente de 15 places chacune le long des deux cours camions. ;
- l'itinéraire des PL entrant ou sortant du centre ne transitera par aucun centre urbain ;
- incitation et encouragement à la pratique du covoiturage ;
- les modes de déplacement doux tel que le vélo seront possibles pour les membres du personnel habitant à proximité du site (Mouflers, L'Etoile, Flixecourt, Bouchon, Ville-le-Marcelet, Vauchelles-lès-Domart).

L'utilisation des deux roues (scooter et motos) devrait diminuer également le nombre de VL à destination du site.

Une réflexion a été engagée par l'aménageur de la ZAC, le Syndicat Mixte des Hauts Plateaux, pour revoir les conditions d'accès à la ZAC depuis le giratoire sur la RD 1001.

3-2-3) Rejets atmosphériques :

3-2-3-1) Sources de pollution atmosphérique :

Les activités de JJA seront à l'origine de quatre sources de pollution :

- les gaz d'échappement des véhicules transitant sur notre site ;
- les gaz de combustion des chaudières
- les gaz de combustion des groupes sprinkler
- les rejets des locaux de charge

Aucune activité soumise à autorisation ou à enregistrement ne sera à l'origine de rejets industriels dans l'établissement.

3-2-3-2) Traitement des effluents atmosphériques, mesures compensatoires :

- Trafic routier :

Les véhicules transitant sur le site répondront aux normes européennes en vigueur. Les chauffeurs auront pour consigne d'arrêter le moteur de leur véhicule durant les phases de chargement et de déchargement, et pendant leur stationnement sur le site.

- Chaudières

Les chaudières seront neuves et répondront aux normes en vigueur, avec notamment des brûleurs de type « bas NOx ». Elles utiliseront du gaz de ville qui est aujourd'hui le combustible le moins polluant pour ce type d'installation (la combustion de gaz de ville n'émet pas de poussière contrairement aux autres combustibles).

La hauteur de la cheminée d'évacuation dépassera de 5 mètres la hauteur des parois de l'entrepôt considérées comme des obstacles artificiels, pour favoriser la bonne dispersion des effluents dans l'atmosphère.

Le fonctionnement de la chaufferie est limité aux périodes froides, les eaux chaudes sanitaires étant produites toute l'année à partir de chauffe-eau électriques au niveau des blocs sanitaires.

3-2-4) Sol et sous-sol :

3-3-4-1) Sources de pollution :

Les sources de pollution potentielle seront les eaux pluviales pouvant ruisseler sur les zones de circulation ou de stationnement et entraînant des hydrocarbures issus des véhicules.

3-2-4-2) Consommation foncière :

L'extension prendra place exclusivement sur des parcelles agricoles. La superficie de l'extension est égale à environ 16,8 hectares. Cette superficie s'ajoute aux 31,8 hectares environ de la phase autorisée, soit au global une assiette foncière d'environ 48,6 hectares.

3-2-4-3) Mesures prises :

- Pollution du sol :

Les cuves aériennes de fioul domestique dans les deux locaux sprinkler seront équipées d'une cuvette de rétention dont le volume sera égal à celui de la cuve associée. Le camion citerne remplissant la cuve stationnera sur la voirie extérieure étanche dont la rétention sera assurée par la vanne d'isolement en sortie du bassin de tamponnement étanche.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction chargées de débris et résidus divers seront retenues in situ au moyen de diverses capacités de rétention (voir étude des dangers).

Les dalles des cellules de stockage 6.1 et 8.1, destinées aux stockages de matières dangereuses, seront reliées à deux bassins de rétention déportés et étanches.

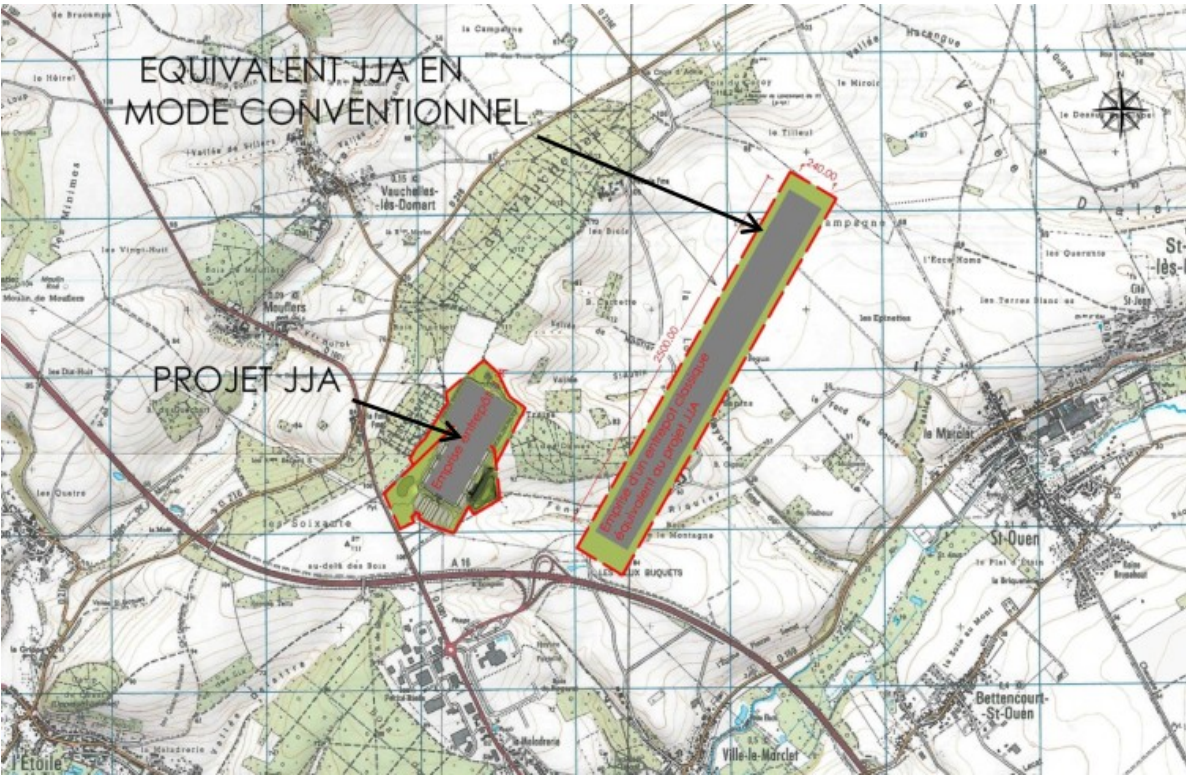
Les zones de voirie et de stationnement seront imperméabilisées. Les eaux pluviales de voirie seront collectées et épurées avant rejet (décantation et déboureur-déshuileur).

• Consommation foncière :

La création d'EGHA permet de réduire cette consommation en stockant les marchandises sur une grande hauteur.

A terme, la capacité totale du centre sera de 560 000 palettes. Un tel volume de stockage est généralement contenu dans un bâtiment conventionnel d'une superficie de 600 000 m² alors que le projet aura une superficie à terme légèrement inférieure à 200 000 m². La figure suivante compare l'emprise du projet et l'emprise d'un bâtiment conventionnel de 600 000 m².

Comparaison projet/équivalence.



La création d'un centre de préparation de commandes automatisé alimenté par des EGHA permet de **diviser par trois la consommation foncière.**

3-2-5) Gestion des déchets :

3-2-5-1) Nature et origine des déchets produits sur le site :

- fonctionnement de l'entrepôt :

L'activité de logistique générera peu de type de déchets. Il s'agira pour l'essentiel de déchets d'emballages (cartons, films plastiques, éléments de calage en polystyrène, palettes perdues ou abîmées, etc.).

Une faible partie des déchets sera composée des marchandises abîmées et invendables qui pourraient contenir des matières dangereuses (aérosols, pot plastique contenant des galets chlorés, ...)

- bureaux et des locaux sociaux :

Constitués de papiers, déchets de nettoyage (sacs d'aspirateur, ...), gobelets plastiques, bouteilles en verre et en plastique, canettes en aluminium, emballages divers, résidus de repas provenant du personnel déjeunant sur place.

- opérations d'entretien des installations techniques et des espaces verts :

Les déchets d'entretien mécanique (en quantité limitée) proviendront des opérations d'entretien réalisées sur les chariots de manutention (huiles de lubrification ou hydrauliques, batteries usagées, chiffons souillés) mais aussi sur les éléments composant le process de la préparation de commandes automatisée.

Les autres déchets issus de l'entretien seront constitués par :

- des déchets métalliques provenant d'opérations de réparation éventuelles du bâtiment ou des modifications dans l'aménagement des racks de la phase autorisée ;
- des déchets provenant de l'entretien du débourbeur-déshuileur (boues minérales et mélange eau-hydrocarbures) ;
- des déchets provenant de l'entretien des espaces verts : gazon, déchets d'élagage.

3-2-5-2) Mode de gestion :

La gestion des déchets sur le site se fera dans le respect du cadre réglementaire général fixé par la loi du 15 juillet 1975. Les déchets industriels spéciaux générateurs de nuisances seront gérés conformément à l'arrêté du 04 janvier 1985. Les déchets d'emballage seront valorisés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 dans la mesure où le volume produit dépassera 1 100 litres par semaine.

La réglementation définit quatre niveaux en matière de gestion de déchets :

- Niveau 0 : réduction à la source (contexte de technologie propre) ;
- Niveau 1 : recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication ;
- Niveau 2 : traitement ou prétraitement des déchets (traitements physico-chimiques, détoxification, évapo-incinération ou incinération) ;
- Niveau 3 : mise en décharge ou enfouissement en site profond.

La gestion des déchets issus des activités JJA sera effectuée selon le tableau suivant :

Code	Désignation nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle	Gestion
15 00 00	Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection (non spécifiés ailleurs)			
15 01 00	Emballages			
15 01 01	Emballages en papier/carton	Colis en carton détérioré ou produit lors d'un reconditionnement	Estimée à 20 tonnes	Niveau 1 : reprise par une société en vue d'une valorisation
15 01 02	Emballages en matières plastiques	Film étirable de palettisation et feuilards en plastiques	Estimée à 10 tonnes	Niveau 1 : reprise par une société en vue d'une valorisation
15 01 03	Emballages en bois	Palettes perdues	Estimée à 100 tonnes	Niveau 1 : reprise par une société en vue d'une valorisation
15 01 04	Emballages métalliques	Fils de cerclage	Estimée à 200 kg	Niveau 1 : reprise par une société en vue d'une valorisation
16 00 00	Déchets non décrits ailleurs dans le catalogue			
16 05 00	Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut			
16 05 08*	Casse de manutention contenant des substances dangereuses	Aérosols ou briquets ou allume-gaz ou galets chlorés)	Variable	Niveau 2 : traitement des déchets
16 06 00	Piles et accumulateurs			
16 06 01*	Accumulateurs au plomb	Batteries des engins de manutention hors service	Variable	Niveau 2 : reprise par la société assurant la maintenance des chariots
16 10 00	Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site			
16 10 02*	Déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01	Mélange eau-hydrocarbures et boues minérales issus de la dépollution assurée par le débourbeur-déshuileur	Estimée à 10 m³	Niveau 2 : reprise par la société assurant l'entretien du débourbeur-déshuileur en vue d'une incinération
20 00 00	Déchets municipaux et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations, y compris les fractions collectées séparément			
20 01 00	Fractions collectées séparément			
20 01 06	Autres métaux	Rack de palettier détérioré	Occasionnel	Niveau 1 : reprise par une société en vue d'une valorisation
20 02 00	Déchets de jardins et de parcs			
20 02 01	Fraction compostable	Déchets verts provenant de l'entretien des espaces verts	Environ 10 m³	Niveau 1 : reprise par la société s'occupant de l'entretien des espaces verts
20 03 00	Autres déchets municipaux			
20 03 01	Déchets municipaux en mélange	Balayures de nettoyage des bureaux et de l'entrepôt, poubelles des bureaux et des locaux sociaux.	Estimée à 10 tonnes	Niveau 1 : reprise par une société spécialisée en vue d'une incinération énergétique ou Niveau 3 : reprise par une société spécialisée en vue d'une élimination dans une installation de stockage de déchets non dangereux

3-2-6) Bruits et vibrations :

3-2-6-1) Sources de bruit :

L'activité au sein du centre ne générera pas de bruit à l'extérieur. Les marchandises seront transportées par des chariots électriques peu bruyants ou par les convoyeurs et transstockeurs du process automatisé. Ces appareils ne généreront aucun bruit perceptible à l'extérieur.

Les seules sources de bruit audibles en extérieur seront :

- le trafic routier des voitures et poids-lourds ;
- les chaufferies.

3-2-6-2) Impact sonore :

La modélisation effectuée indique que les niveaux sonores en limite de propriété et en ZER sont conformes en période jour (de 07.00 à 22.00).

En période de nuit (22.00 à 07.00), les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes, mais pas en ZER A où l'impact sonore serait trop élevée du fait de la circulation des PL.

En conséquence, un merlon de 4 mètres de haut sur une longueur de 300 mètres sera aménagé le long de la limite de propriété depuis l'angle à proximité de la RD 1001 et en remontant le long du bois Melan.

Après mise en œuvre de cette mesure compensatoire, toutes les contributions sonores calculées seront conformes aux exigences réglementaires de jour comme de nuit.

3-2-6-3) Mesures prises pour limiter l'impact sonore :

Les vibrations seront évitées par l'installation des équipements bruyants (chaudières, motopompes) sur des socles anti-vibratiles. La principale mesure sera la mise en place d'un merlon de terre de 300 mètres de long et de 4 mètres de haut le long de notre limite de propriété nord-ouest afin de diminuer l'impact sonore auprès des riverains de la ferme Folie.

Une mesure de bruit dans l'environnement sera organisée dans les 6 mois qui suivront la mise en place de la tranche 1 de l'extension, puis dans les 6 mois suivant la tranche 2.

En cas de non-respect des valeurs limites, la source de non-conformité sera identifiée, et des actions correctives seront engagées. Des mesures de suivi auront lieu ensuite, selon une périodicité fixée par l'arrêté préfectoral de l'installation (généralement de trois ans).

3-2-7) Impact sanitaire – Effets sur la santé :

3-2-7-1) Contexte réglementaire, méthodologie :

L'évaluation du risque sanitaire doit respecter 5 principes :

- le principe de proportionnalité : il doit y avoir cohérence entre le degré d'approfondissement de l'étude et l'importance des incidences prévisibles de la pollution,

- le principe de cohérence : il consiste à expliciter les critères de décision et qu'ils soient relativement constants d'un secteur à l'autre,
- le principe de spécificité : il assure la pertinence de l'étude par rapport à l'usage et aux caractéristiques du site et de son environnement. L'évaluation du risque doit prendre en compte le mieux possible les caractéristiques propres du site, de la source de pollution et des populations potentiellement exposées.
- le principe de transparence : en tenant compte du fait qu'il n'existe pas une connaissance absolue dans le domaine de la santé. Le choix des hypothèses, des outils à utiliser, du degré d'approfondissement nécessaire relèvent du jugement et du savoir-faire de l'évaluateur ; ces choix doivent ainsi être cohérents et expliqués afin que la logique de raisonnement puisse être suivie et discutée.
- le principe de prudence scientifique : il consiste à adopter, en cas d'absence de données reconnues, des hypothèses raisonnablement majorantes définies pour chaque cas à prendre en compte. Les développements de certains aspects de l'étude trouveront nécessairement leurs limites dans l'état actuel des connaissances scientifiques, techniques ou des avancées méthodologiques (degré d'incertitude).

L'étude Sanitaire repose sur une démarche d'évaluation des risques sanitaires, telle que le recommande l'INVS, adaptée au cas simple que représente une activité de logistique.

Elle suivra les étapes suivantes :

- analyse de la sensibilité du voisinage et des cibles potentielles ;
- identification des dangers ;
- caractérisation de l'exposition aux agents dangereux ;
- caractérisation du risque.

3-2-7-2) Sensibilité du voisinage :

L'habitation la plus proche est la ferme La Folie sur la commune de Mouflers à environ 500 mètres au nord-ouest. Les autres habitations de la commune de Mouflers, regroupées dans le bourg, sont à 1,5 kilomètre, de même que les premières habitations de Flixecourt au sud. Les autres lieux d'habitat sont plus éloignés.

Les établissements sensibles sont représentés par les écoles, collèges, lycées, les centres hospitaliers, cliniques, maisons de retraites et autres centres médicaux.

Etablissements sensibles dans un rayon de moins de 3 km

Etablissements sensibles	Eloignement
Ecole	2,5 km au sud-ouest sur la commune de L'Etoile
Ecoles	2,5 km au sud sur la commune de Flixecourt
Lycée	3 km au sud sur la commune de Flixecourt
Institut médico-éducatif	2 km au sud-est sur la commune de Flixecourt

3-2-7-2) Identification des dangers :

L'étude menée a recensé les agents pouvant être émis dans l'environnement par l'activité de JJA, et de décrire leurs effets sur la santé.

On distinguera 4 sources de danger :

- agents chimiques et poussières :

JJA stockera quelques produits chimiques (aérosols, gaz inflammables liquéfiés et produits chlorés dangereux pour l'environnement aquatique), mais en quantités faible par rapport au volume de stockage, et aucun transvasement de produits chimiques n'aura lieu. Cependant, le fioul domestique des groupes sprinkler est susceptible de présenter un danger.

Dans le cadre d'une exploitation normale, JJA ne rejettera aucune de ces substances. Toute émission dans l'environnement serait accidentelle.

Les seuls agents émis dans l'environnement seront ceux liés à la circulation des camions, au démarrage des moteurs des réseaux sprinkler et des réseaux incendie et au chauffage de l'entrepôt.

- Emission des poids-lourds :

Les poids lourds (PL) fonctionnent dans leur intégralité avec du carburant Diesel, responsable de l'émission de dioxydes d'azote (NOx), de Particules Minérales (PM) et d'autres polluants : monoxyde de carbone (CO) et composés organiques volatils (COV).

Les P.L évolueront sur le site à une vitesse moyenne de 10 km/h. En utilisant les références du SETRA-CETE de Lyon, et du CETE de Normandie, les émissions de polluants atmosphériques des PL circulant sur le site ont été estimées, pour l'Evaluation des Risques Sanitaires de l'étude d'impact du dossier, comme suit :

• NOx :

- 28 kg/jour (véhicules de 2007)
- 14 kg/jour (véhicules de 2015)
- 5,25 kg/jour (véhicules de 2020)
- 3,5 kg/jour (véhicules de 2025)

• PM

- 0,84 kg/jour (véhicules de 2007)
- 0,315 kg/jour (véhicules de 2015)
- 0,14 kg/jour (véhicules de 2020)
- 0,088 kg/jour (véhicules de 2025)

Note du commissaire enquêteur : Dans son rapport « Secten Edition 2020 », le CITEPA mentionne que les émissions de particules et de BC proviennent essentiellement du transport routier. Les émissions dues à l'abrasion croissent avec le trafic depuis 1990, alors que les **émissions dues à l'échappement sont en régression depuis 1993, en raison d'une meilleure**

gestion de la combustion et de la mise en place des filtres à particules depuis 2010 (PL) et 2011 (VP et VUL).

Les données chiffrées du CITEPA indiquent, pour le transport routier :

- **NOx : baisse de 66% (1990 à 2018). Transport routier responsable de 56% des émissions**
au niveau national ;
- **PM10 : baisse de 63% (1990-2018). Responsable de 13% au niveau national ;**
- **PM2,5 : baisse de 70% (1990-2018). Responsable de 15% au niveau national ;**

- Emissions des moteurs sprinkler et des moteurs des réseaux incendie :

Ces équipements possèdent un moteur diesel fonctionnant au fioul domestique qui émet des polluants (NOx, CO et des PM)

- NOx : 500 mg/m³ avec réduction catalytique
- CO : 300 mg/m³ avec catalyseur d'oxydation
- PM : 20 mg/m³ avec un filtre à sui.

.En fonctionnement normal (absence d'incendie), les moteurs des réseaux sprinkler et des réseaux incendie seront testés une fois par semaine. Ces essais de courte durée ne généreront qu'un faible volume de gaz d'échappement. Les émissions moyennes sur l'année en fonctionnement normal seront en conséquence faibles.

- Gaz de combustion des chaudières :

Les chaudières, équipées de brûleurs à haut rendement de combustion et faiblement émetteurs de dioxydes d'azote (NOx), brûleront du gaz de ville. Les gaz de combustion auront les caractéristiques suivantes :

- Oxyde de soufre : inférieur à 35 mg/Nm³
- Oxyde d'azote : inférieur à 150 mg/Nm³.

Les chaudières fonctionneront lors des périodes froides, soit environ la moitié de l'année (automne et hiver). De plus, la principale substance émise, les NOx, ne possèdent pas de Valeur Toxicologique de Référence et seront évacués à une hauteur et à une vitesse suffisamment élevées pour que leur dispersion dans l'atmosphère soit correctement assurée.

- agents physiques :

- Bruit :

La modélisation acoustique réalisée indique l'absence de gêne dans les Zones à Emergence Réglementée après mise en place d'un merlon de 4 mètres de haut pour protéger le ferme Folie. Le bruit n'a pas été retenu comme agent cette étude.

- Lumières :

Les éclairages extérieurs, sur les zones de voiries ou les parkings, ne seront pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage. Ils seront orientés vers le sol pour éviter d'éblouir les usagers des axes routiers proches.

Aucun risque tenant à des agents biologiques, ou à des agents ionisants, n'a été retenu pour le projet.

3-2-7-3) Agents retenus et effets sur la santé :

Les principales substances chimiques émises, et retenues comme agents, seront les NOx et le CO., dont les effets sur la santé humaine sont définies au regard d'une valeur toxique de référence (VTR), établie par différents organismes (Agency for Toxic Substances and Disease Registry, Agence de protection de l'environnement des États-Unis, l'OMS,...).

Nota : Une Valeur toxicologique de référence (VTR) est établie à partir de la relation entre une dose

externe d'exposition à une substance dangereuse et la survenue d'un effet néfaste.

- **NOx :**

Les oxydes d'azote (NOx) sont sous forme de gaz liquéfié à 20°C comprenant le monoxyde d'azote (NO), le dioxyde d'azote (NO2) et le tétraoxyde d'azote (N2O4).

La principale source d'exposition réside dans d'émissions de véhicules diesel (combustible fossile)...mais les NOx se forment aussi naturellement lors des orages ou des éruptions volcaniques.

Les enfants, les personnes âgées, les asthmatiques et les insuffisants respiratoires sont particulièrement sensibles à la pollution par les oxydes d'azote. Ils peuvent entraîner une altération de la fonction respiratoire, une hyperréactivité bronchique chez l'asthmatique et un accroissement de la sensibilité des bronches aux infections chez l'enfant.

Aucune VTR n'est disponible pour les NOx.

- **CO**

Le monoxyde de carbone est un gaz incolore et inodore. Sa présence résulte d'une combustion incomplète, quel que soit le combustible utilisé (bois, butane, charbon, essence, fuel, gaz naturel, pétrole, propane). Il diffuse très vite dans l'environnement, et mélangé à l'air, il pénètre dans le sang par les poumons, où il perturbe le transport de l'oxygène par les globules rouges. Les organes sont alors mal oxygénés, en particulier le cerveau qui est l'organe le plus sensible au manque d'oxygène.

L'intoxication au monoxyde de carbone met rapidement la vie en danger.

Les sources naturelles du monoxyde de carbone sont les océans, les feux de prairies et de forêts, les volcans, les gaz des marais et les orages.

À l'intérieur des habitations, les principales sources de monoxyde de carbone sont les foyers utilisant un combustible carboné (bois, charbon, huile, gaz, pétrole...) comme des appareils de chauffage, de production d'eau chaude, un four ou une cuisinière.

Pour ce qui concerne le trafic routier, les principales sources de monoxyde de carbone sont les véhicules à moteur : les gaz d'échappement des voitures et des camions mais il se trouve aussi dans ceux des locomotives, des bateaux et des avions. Des taux importants de monoxyde de carbone peuvent être rencontrés quand un moteur tourne au ralenti dans un espace clos (garage) ou en cas d'embouteillage dans des espaces couverts (tunnels, parkings).

Les principaux secteurs émetteurs de monoxyde de carbone en 2008 sont :

- l'industrie manufacturière avec 36% des émissions totales,
- le résidentiel / tertiaire (32%)
- le transport routier (20%). (source CITEPA inventaire SECTEN avril 2010).

En tant que gaz précurseur du dioxyde de carbone et de l'ozone, le monoxyde de carbone participe aux mécanismes de formation de l'ozone troposphérique néfaste pour la santé et l'environnement et contribue à l'effet de serre.

- **Les PM**

Selon la dernière synthèse de l'évaluation des risques liés à la pollution atmosphérique réalisée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), « les données sur les particules en suspension dans l'air et leurs effets sur la santé publique sont uniformes et montrent des effets indésirables sur la santé aux expositions auxquelles les populations urbaines

sont actuellement soumises dans les pays développés comme dans les pays en développement. Les effets sur la santé portent surtout les systèmes respiratoires et cardio-vasculaires. L'ensemble de la population est touchée, mais la sensibilité à la pollution peut montrer des variations selon l'état de santé et l'âge.

Parmi les effets à court terme identifiés, on recense notamment des augmentations du risque relatif de décès ou d'hospitalisation pour causes respiratoires et cardio-vasculaires. Les effets à long terme recouvrent la participation de l'exposition à la pollution atmosphérique particulière au développement de processus pathogènes au long cours qui peuvent conduire au final à un événement morbide ou même au décès. Parmi ceux-ci, on recense notamment des augmentations du risque de décès pour causes cardio-pulmonaire et par cancer du poumon en lien avec les niveaux d'exposition chronique aux particules. D'autres études épidémiologiques mettent également en évidence des liens avec la progression de l'athérosclérose et la survenue de maladies cardiovasculaires chez l'adulte, ainsi qu'avec des retards de la croissance intra-utérine chez le fœtus, des augmentations de la mortalité post-néonatale et des altérations du développement de la fonction pulmonaire chez l'enfant

Des VTR sont disponibles pour les particules émises par les moteurs diesel (Circulaire DGS 2005-273, Annexe III).

3-2-7-4) Exposition des populations :

L'exposition des personnes vivant à proximité du projet pourra se faire :

- de façon directe par inhalation de substances dangereuses :
 - en provenance du parc roulant des poids lourds, qui s'est cependant considérablement amélioré avec l'installation de pots catalytiques et des filtres à particules avec en conséquence des émissions de poids lourds de moins en moins nocives (évolutions traduites dans les normes Euro) ;
 - les composés gazeux et les particules minérales émis par les poids lourds, par les chaudières lors de la saison de chauffe et par les moteurs des installations sprinkler et des réseaux incendie lors de leur essai hebdomadaire, seront dispersés dans l'atmosphère selon la direction des vents provenant en majorité du sud-ouest. Les zones exposées sont les espaces boisés et le vaste espace agricole présent au nord-est du centre.

- de façon indirecte par contamination des chaînes alimentaires, des ressources en eau :

- Pollution des ressources en eau :

- ° Réseau d'eau potable :

- Un dispositif de disconnexion sera mis en place lors du chantier de construction de la phase autorisée pour éviter tout retour d'eau usée du centre vers le réseau public

- ° Eaux souterraines :

- Des rétentions seront mises en place afin d'éviter la pollution du sol et donc des eaux souterraines en cas d'accident (rétention du fioul domestique dans les locaux.

sprinkler, rétention dans les deux locaux de charge d'accumulateurs rétention générale des eaux incendie).

Les eaux pluviales seront drainées et collectées, puis infiltrées dans le sol (eaux de toiture réputées propres et eaux de voirie dépolluées, présence d'un débourbeur-déshuileur).

L'infiltration des eaux pluviales a fait l'objet d'un avis de la part d'un hydrogéologue agréé (annexe 8 au dossier)). Cet avis est favorable et assorti de conditions d'exploitation qui sont obligatoires pour JJA :

- contrôles à fréquence trimestrielle des eaux avant infiltration,
- dispositions à prendre durant les chantiers de construction (stockage des substances polluantes sur aire étanche, eaux des lavages des engins évacuées dans le réseau des eaux usées, interdiction de dépôt de déchets sur le sol).

- Pollution des ressources alimentaires :

L'absence de rejets gazeux importants (installation de combustion soumise à autorisation) évite la contamination par retombées de polluant sur les cultures ou dans les jardins potagers, et le transfert de polluant par la chaîne alimentaire.

Les cheminées des chaufferies dépasseront de 5 mètres toute toiture dans leur environnement proche afin de favoriser la dispersion des gaz de combustion.

3-2-7-5) Mesures de réduction des impacts :

L'impact du projet sur le voisinage sera essentiellement dû au trafic routier et à l'émission des gaz d'échappement des véhicules. Des consignes seront données aux chauffeurs pour limiter les temps de fonctionnement des moteurs à leur arrivée sur site :

- arrêt des moteurs lors des périodes d'attente sur les aires prévues à cet effet
- arrêt des moteurs durant les périodes de chargement et de déchargement à quais.

Durant les épisodes de pollution atmosphériques avérés, les exploitants et les sociétés de transport devront respecter les consignes édictées par les collectivités locales qui définiront des mesures d'urgence en cas de pics de pollution (PM10, NO2, Ozone) :

- réduction de la vitesse maximale autorisée de 20 km/h,

- limiter le trafic routier des poids lourds en transit dans certains secteurs géographiques, voire les en détourner en les réorientant vers des itinéraires de substitution lorsqu'ils existent,
- mettre en place une circulation différenciée sur la base des certificats qualité de l'air (Crit'Air) institués par décret du 29 juin 2016,
- favoriser le télétravail et le covoiturage durant les périodes concernées



3-2-8) Intégration dans le paysage :

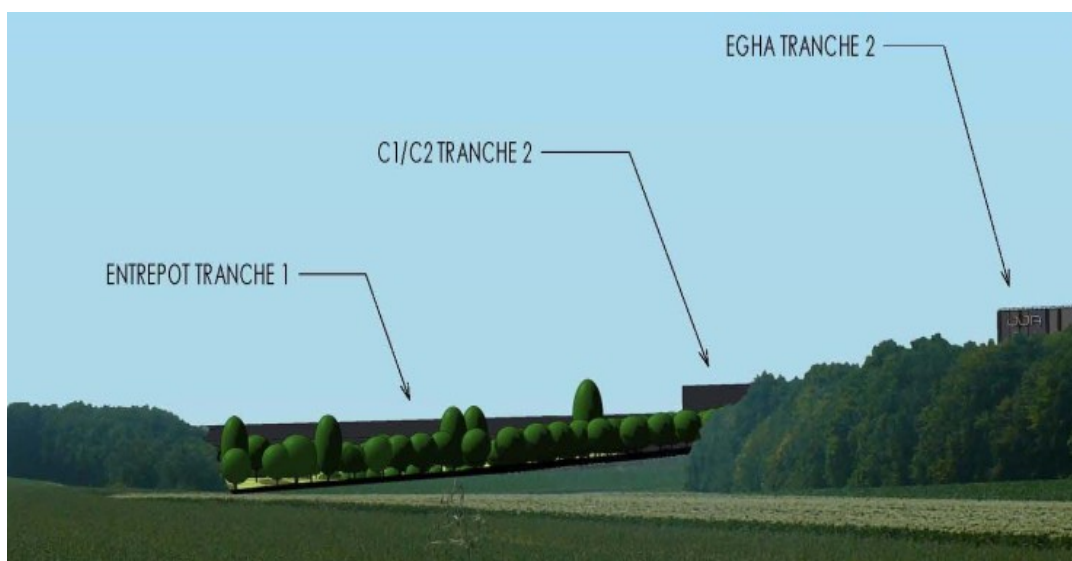
Pour l'aménagement extérieur du site, JJA ambitionne de faire cohabiter l'activité industrielle avec la fonction agricole historique du site, en cherchant, par des solutions novatrices, à atténuer l'impact du site sur son environnement paysager. Les concepts suivants ont été retenus :

- Eco-pâturage : entretien et de gestion des espaces naturels ou des espaces verts par le pâturage d'animaux (principalement de type ovin ou bovin) ;
- Les prés-vergers : jouer de la multifonctionnalité des espaces pour combiner fonction d'élevage et production fruitière ;
- Les ruches : La diversité florale mise en œuvre sur le site, ainsi que la présence de points d'eau participent à offrir un habitat de qualité à ses abeilles sauvages ;
- Les noues de temporisation/d'infiltration des eaux pluviales : une végétation spontanée sera privilégiée : un engazonnement dispose d'un système racinaire constituant un feutre qui entrave grandement l'infiltration des eaux pluviales. Une gestion sélective et adaptée de type fauche exportatrice réalisée deux fois par an est préconisée ;
- Le bassin d'infiltration des eaux pluviales : une végétation spontanée est à privilégier en fond de bassin, ainsi que sur les berges ;
- Les haies champêtres : disposées entre les îlots de stationnement PL, elles tiennent à la fois le rôle de clôture, de refuge de biodiversité (habitat d'insectes, nidification d'oiseaux, refuge pour la petite faune) ;
- Les haies défensives : disposées en périphéries latérales et arrière du site, elles tiennent à la fois le rôle de clôture et de refuge de biodiversité (habitat d'insectes, nidification d'oiseaux, refuge pour la petite faune, etc.). Par ailleurs, elles évitent l'écueil des clôtures classiques dont l'impact paysager est particulièrement fort.
- La façade du bâtiment : valoriser la façade de l'entreprise par la mise en œuvre d'une strate végétale progressive (de la strate herbacée à la strate arborée et plantes grimpantes aux abords immédiats du bâtiment) ;
- Stationnement VL : le stationnement de véhicules légers prévoit l'implantation de noues dans les espaces résiduels, entre deux îlots de stationnement. Une végétalisation d'espèces herbacées adaptées aux sols ponctuellement humides y sera mise en œuvre afin de participer au traitement des eaux pluviales à la parcelle ;
- La périphérie du site : sur sa périphérie, après la haie défensive, le site accueillera une végétalisation dégressive (de la strate arborée en périphérie extérieure à la strate herbacée de l'éco pâturage à l'intérieur en passant par une strate arbustive) ;

- Prairie temporaire entre tranche 1 et tranche 2 de l'extension : la réalisation des éléments bâtis étant prévue en deux phases successives, JJA a retenu d'adopter une mise en réserve par le biais d'une gestion économique et écologique du foncier dédié à la seconde phase de construction. La mise en œuvre d'une prairie de fauche apparaît comme la meilleure solution (le fourrage étant une denrée rare et onéreuse pour les éleveurs, qui pourraient bénéficier in situ de cette source supplémentaire de nourriture pour leurs élevages) ;
- Traitement architectural du bâtiment : les cellules C1 et C2 seront rehaussées pour atteindre 23 mètres au faitage. L'ensemble de l'entrepôt est habillé en bardage vertical gris anthracite : les façades seront rehaussées avec le même bardage. Les façades visibles des PAC recevront également la même vêtue (bardage vertical gris anthracite).

Les façades des EGHA seront traitées de deux manières différentes :

- les façades tournées vers l'extérieur auront un impact visuel important sur l'environnement et demandent un traitement architectural particulier. Ne pouvant jouer sur des décrochements, le bardage devant être fixé sur la structure métallique des racks, ceux-ci seront suggérés par une illusion créée à partir d'un découpage de la façade entre une gammes de 3 gris principaux et un 4ème gris très foncé créant l'illusion d'ombres portées et donc de relief,
- les autres façades, celles en vis-à-vis des EGHA voisins, des PAC ou des pignons des EGHA seront composées de panneaux sandwichs plans ou micro-nervurés gris anthracite. Les façades provisoires des PAC seront habillées entre les deux tranches de l'extension du même bardage vertical gris pour conserver l'unité de l'ensemble.



Vue depuis le Fond du Bois Riquier.



53

Vue depuis Vauchelles les Domart.

Dossier E20000071/80

Demande d'autorisation environnementale en vue de procéder à l'extension d'un centre logistique situé sur le territoire des communes de Mouflers et de L'Etoile, présentée par la société JJA.

T.A d'Amiens



Vue depuis la ferme Réderie.



Vue depuis la ferme Folie.

3-2-9) Impact sur l'environnement culturel et le patrimoine :

Les fouilles archéologiques effectuées partiellement sur le terrain du site n'ont rien révélé. La partie nord/nord-est reste à explorer. En cas de découverte intéressante, le Service Régional de l'Archéologie gèrera la situation en exploitant autant que possible les nouveaux éléments.

Le site du projet est à moins de 500 mètres du jardin et du mur d'enceinte du Château de Flixecourt, et fera l'objet de l'avis d'un Architecte des Bâtiments de France.

3-2-10) Impact sur les espaces agricoles :

Le projet JJA se situera sur une terre jusqu'à présent agricole, en partie au sein d'une ZAC programmée dans le cadre du développement économique du secteur géographique (phase autorisée) et en partie sur des parcelles dont le règlement d'urbanisme doit évoluer pour les rendre constructibles (extension).

Des mesures de compensation agricole seront prises en deux temps : une première fois pour la construction initiale et une seconde fois pour l'extension. Les modalités de compensation ne sont pas encore connues dans le détail mais JJA s'est engagée à les mettre en place.

L'activité n'aura pas d'impact sur les terres agricoles aux alentours du centre : (absence de rejet atmosphérique dommageable pour la culture des terres, garantie pour la qualité des végétaux produits).

La localisation du projet ne présente pas non plus d'impact sur les pâturages de l'AOC « Agneau des Prés Salés », situé à une quarantaine de kilomètres du site.

Deux chemins agricoles, un de 4 mètres au nord longeant la lisière du bois Melan et un de 5 mètres à l'est à la hauteur du bois des Dames, seront créés pour compenser la disparition du chemin agricole suite à l'extension du centre.

3-2-11) Impact sur les espaces naturels, la faune et la flore – Incidence Natura 2000 :

3-2-10-1) Impact sur la faune et la flore :

Le diagnostic écologique, mené par THEMA Environnement de Chambray-les-Tours (37), s'est déroulée en 2018 et 2019, sur quatre saisons. Les résultats sont similaires à l'étude réalisée en 2008, et font apparaître que le site du projet ne présente aucun enjeu écologique majeur. Les cortèges d'espèces sont stables, représentatifs des milieux constituant le site et des relations fonctionnelles entre ces milieux (continuation écologique).

- **Faune :**

Les haies et friches stabilisées bordant les cultures autour du site constituent des zones de nidification pour les oiseaux, notamment les passereaux. Le corridor cheminant au nord de notre centre à travers le bois Melan ne sera pas interrompu.

Parmi les espèces observées, aucune ne présente d'enjeu majeur à l'échelle régionale ou nationale. Seul le Busard Saint Martin pourrait potentiellement occuper les cultures pour nicher, bien qu'aucun indice de nidification n'ait été relevé lors de l'étude.

Les terrains cultivés ne se prêtant pas à la constitution naturelle de nids de guêpes, frelons ou bourdons, nourriture principale de la Bondrée apivore, l'impact de la transformation des terres cultivées en terrain destiné à une activité logistique n'aura vraisemblablement pas d'impact néfaste sur l'étendue du territoire de chasse de cet oiseau.

L'oedicnème criard n'a été recensé ni sur le site, ni aux alentours, sur un cycle annuel complet. Cette espèce n'a pas été aperçue et aucune trace de sa présence n'a été révélée, alors qu'il est grégaire durant la majeure partie de l'année avec des

regroupements automnaux de plusieurs centaines d'individus dans certaines régions
(source : INPN)

L'aménagement des espaces verts sur la parcelle créera un nouveau milieu très différent de celui existant aujourd'hui. Ces espaces végétalisés seront favorables à l'implantation d'une nouvelle faune : petits passereaux, insectes, micromammifères. Par connexion avec les espaces verts existants (massifs boisés autour du terrain) et avec ceux créés dans la ZAC, ces espaces végétalisés participeront à la fixation de la microfaune et de l'avifaune se nourrissant de cette dernière.

- **Flore :**

Les pratiques agricoles exercées sur les cultures banalisent les cortèges floristiques. La diversité végétale se concentre ainsi sur des secteurs délaissés représentés par les haies et par les friches rudérales et stabilisées. Aucun enjeu floristique n'est à signaler sur le secteur d'étude.

3-2-10-2) Incidence Natura 2000 :

La zone Natura 2000 la plus proche est la ZSC « Réseaux de coteaux calcaires du Ponthieu méridional » à 2,5 kilomètres à l'ouest du site du projet. Elle est notamment traversée par l'autoroute A16.

Au vu de ces deux éléments :

- L'aménagement du site et les effets de des rejets aqueux et atmosphériques n'auront pas d'impact direct sur cette zone ;
- Le trafic routier induit par l'activité de JJA s'élèvera à 1 308 véhicules par jour alors que 13 800 véhicules traversent quotidiennement cette zone en empruntant ce tronçon de l'A16,

le projet n'impactera pas la zone Natura 2000. Cette zone est de plus classée Natura 2000 pour deux types d'habitats d'intérêt communautaire (pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'emboisement sur calcaires, et formations à Génévrier commun) et non pour sa richesse faunistique. La seule espèce d'intérêt communautaire recensée sur cette zone est l'Ecaille chinée qui est un papillon. Aucune interaction n'est à prévoir entre cette espèce et notre projet.

3-2-11) Impact des sources lumineuses :

Les éclairages sont conçus de manière à réduire les pollutions lumineuses tout en assurant leurs différentes vocations (focaliser la lumière sur les objets à illuminer et éclairer depuis le haut afin de concentrer la lumière sur les endroits ou sur les équipements qui ont vraiment besoin d'être éclairés. L'éclairage des extérieurs est assuré par des lampadaires placés au niveau des voiries et des parkings, et de projecteurs au niveau des façades au-dessus des quais. Ces éclairages sont orientés vers le sol. Ils sont éloignés des zones habitées. Les utilisateurs des axes de circulation à proximité du centre, notamment la RD 1001, ne percevront pas ces sources lumineuses. L'intérieur des bâtiments sera éteint après les horaires de bureaux. Les éclairages extérieurs seront réduits au minimum avec mise en place d'horloges crépusculaires

3-2-12) Utilisation rationnelle de l'énergie :

Le besoin électrique de l'extension s'élève à 8 206 kVA (automatisation de la préparation des commandes, éclairage, alimentation des engins de manutention, chauffage des locaux, alimentation des équipements bureautiques).

Les principales mesures prises au titre de l'utilisation rationnelle de l'énergie sont énumérées ci-après :

- utilisation de matériels performants dans le process à venir ;
- utilisation de la lumière naturelle dans le bâtiment favorisée dans les zones de préparation de commande, réception et expédition grâce à un éclairage zénithal et dans les bureaux grâce à des baies vitrées ;
- mise en place d'un éclairage économique avec contrôle des niveaux d'éclairement ;
- gestion Technique Centralisée (GTC) optimisant la gestion des équipements techniques liés au chauffage, à l'éclairage et au rafraîchissement dans les bureaux ;
- isolation thermique des locaux ;
- performances thermiques des locaux assurées par des systèmes permettant d'économiser

l'énergie (isolation extérieure du bâtiment, le respect de la norme RT 2012 pour les bureaux et les locaux sociaux, température de consigne dans les locaux avec présence de personnel ; mise en place d'autodocks sur les quais limitant les déperditions de chaleur) ;

- chaudières fonctionnant au gaz de ville fourni par le réseau public. L'utilisation du gaz se limitera à la période de chauffe. La température minimale dans les cellules sera adaptée à une activité de logistique. Les chaudières sont de conception récente et consommeront un minimum de combustible. Elles seront entretenues régulièrement afin de garantir le meilleur rendement ;
- eau chaude sanitaire préparée à partir de chauffe-eau électriques indépendamment des chaudières gaz. Ces chauffe-eaux seront au plus près des points d'utilisation afin de limiter les pertes de chaleur dans le réseau.

JJA n'a pas retenu la possibilité d'une production photovoltaïque en toiture en raison :

- du poids à supporter en toiture, qui surenchérit le coût de la construction ;
- des faibles niveaux d'ensoleillement du secteur géographique ;
- de la situation géographique du projet dans une zone de vent provoquant une importante maintenance et une dégradation rapide des cellules photovoltaïques.

3-2-13) Impact sur le climat :

Les rejets liés à l'activité de JJA proviendront des véhicules transitant sur le site, des moteurs des réseaux sprinkler et incendie lors de leur essai hebdomadaire et des chaudières assurant le chauffage des cellules en saison froide. Pour réduire ces rejets, JJA a prévu :

- Pour les véhicules transitant sur le site :
 - Les PL de livraisons sont régulièrement entretenus et font l'objet des contrôles anti-pollution réglementaires ;
 - La vitesse est limitée sur le site. Des consignes imposeront aux chauffeurs d'arrêter les moteurs au cours des phases de chargement et de déchargement afin de limiter les rejets de gaz d'échappement.

- Pour les moteurs des réseaux sprinkler et incendie lors de leur essai hebdomadaire :

Les réseaux sprinkler et incendie ne fonctionneront qu'au cours des essais périodiques hors incendie, et seront de courte durée. Le volume des gaz d'échappement sera faible. Ces équipements seront entretenus régulièrement afin de garantir le meilleur rendement de combustion.

- Pour les chaudières assurant le chauffage des cellules en saison froide :

L'utilisation du gaz de ville pour le fonctionnement des chaufferies sera limitée à la saison froide. Des chauffe-eau électriques assureront la production d'eau chaude pour les sanitaires. La chaufferie sera entretenue afin de garantir le meilleur rendement et fera l'objet d'une maintenance régulière.

3-2-14) Impact sur les ressources naturelles :

3-2-14-1) en phase de chantier :

- Sol

En phase chantier, le sol sera terrassé afin de permettre la construction du bâtiment et l'aménagement des bassins, et sera à l'origine de déblais. Il sera recherché l'équilibre entre les déblais et les remblais pour éviter d'avoir à évacuer des terres par camions bennes. S'il est impossible de réutiliser toutes les terres sur la parcelle, elles seront évacuées après analyse pour vérifier leurs teneurs en polluants.

L'extension se déroulera sur des parcelles qui ont été exploitées exclusivement à des fins agricoles. Une pollution des terres n'est donc pas envisagée, ce qui sera vérifié au moyen d'un diagnostic de pollution de sol qui sera prochainement effectué.

Le processus de pédogenèse n'est pas réversible. La réalisation du projet engendrera donc la destruction des sols en place aux endroits où le projet interfère avec la surface. Cependant, la création de cellules de stockage de grande hauteur évite d'imperméabiliser beaucoup plus de terres naturelles ou agricoles et constitue une mesure notable de réduction de l'impact du projet.

- Eau

L'eau potable est consommée pour les besoins du personnel de chantier et les installations sanitaires. La consommation et le rejet sont temporaires et considérés comme négligeables.

- Produits d'origine agricole ou sauvage :

La phase de travaux de chantier peut engendrer des impacts sur les produits agricoles ou sauvages des terrains voisins avec la possibilité de dispersion de poussières en période

sèche, d'une pollution temporaire induite par des installations de chantier potentiellement polluantes (centrales de fabrication, stockage d'hydrocarbure, installations sanitaires) ou d'une pollution accidentelle (fuite, déversement). Des mesures ont été prévues afin de réduire autant que possible l'impact du chantier.

3-2-14-2) En phase d'exploitation de la plateforme :

- Sol:

L'activité de l'établissement n'entraînera pas d'enfouissement ou de terrassement durant la phase d'exploitation. Des rétentions seront présentes afin d'éviter toute pollution du sol ou du sous-sol. Le mode de stockage retenu par JJA, afin d'optimiser sa croissance future, a un impact favorable sur la consommation foncière.

Les superficies imperméabilisées autour du bâtiment ont été également ajustées en fonction du nombre de PL et de VL qui fréquenteront quotidiennement le site.

Par ailleurs, seul un peu plus de la moitié du terrain (27,4 hectares) sera imperméabilisé, ce qui permet de prévoir suffisamment d'espaces verts en relation avec les bois présents à proximité pour créer une véritable continuité paysagère et écologique.

- Eau :

Les installations sanitaires des bâtiments sont alimentées par le réseau d'eau potable de la ville. Cette eau servira aux besoins du personnel et à l'entretien des locaux. La

consommation d'eau potable est évaluée à 8 250 m³ par an à terme, toute utilisation confondue. La consommation et le rejet des eaux vannes et usées sont considérées comme faibles (absence de process industriel consommateur d'eau)

Des dispositifs seront mis en place afin d'éviter toute pollution des eaux (débourbeur-déshuileur, dispositif de disconnexion à l'arrivée de l'eau potable, présence d'une vanne d'isolement en sortie du bassin étanche pour éviter une pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines en cas d'incendie).

- Gaz naturel :

La consommation sera ponctuelle, lors des périodes froides, et alimentera deux chaufferies de puissance thermique égale à 2,4 MW. Elle devrait donc être modérée et avoir un impact plus que limité sur l'abondance de cette ressource naturelle. L'entretien des chaudières permettra à la fois de diminuer la pollution par rejets atmosphériques, et de diminuer la consommation de gaz de ville, l'entretien régulier ayant pour but de maintenir un bon rendement de combustion.

- Produits d'origine agricole ou sauvage :

L'activité n'aura aucun impact sur les activités agricoles du secteur.

3-2-15) Modalités de suivi des mesures :

Pour s'assurer du respect de la réglementation, ou pour prévenir d'éventuels disfonctionnement lors de l'exploitation, JJA a retenu les modalités suivantes :

- La consommation d'eau potable sera suivie grâce à un compteur installé sur la canalisation d'eau potable principale. Ce suivi régulier permettra de s'assurer qu'il n'y a aucune augmentation aberrante ;
- Les bonnes performances d'épuration du débourbeur-déshuileur seront suivies au moyen d'analyses sur un échantillon prélevé en aval de l'appareil ; -
- Toute évacuation de déchets sera consignée dans un registre et permettra de déduire des tendances pour chaque catégorie de déchets ;

- Une campagne de relevés sonores sera effectuée dans le semestre suivant le début de l'exploitation. Les niveaux mesurés permettront de s'assurer du respect de la réglementation en limite de propriété et dans les ZER les plus proches. Cette campagne sera reproduite ensuite régulièrement. Toute mesure non conforme fera l'objet d'une recherche afin de déterminer si l'événement est ponctuel et exceptionnel ou s'il est récurrent. Dans le second cas, des mesures de protection sonore seront adoptées tels que des écrans acoustiques ou des pièges à sons s'il s'agit d'une ventilation trop bruyante ;
- L'entretien des espaces verts et la propreté des espaces extérieurs seront sous-traités à des entreprises locales. Le suivi sera visuel et effectué quotidiennement. De même, toute source lumineuse mal orientée sera facilement détectable ;

- La consommation d'énergie sera suivie en relevant le compteur électrique et le compteur de gaz. Ces suivis seront exploités pour calculer des ratios qui aideront à la décision lorsque des investissements seront étudiés pour installer des appareils moins énergivores.

3.3) Impacts des événements temporaires du projet sur l'environnement

60

L'activité de logistique présente généralement très peu de variation notable au cours de l'année, n'entraînant aucune modification pour ce qui concerne le fonctionnement de l'établissement et son impact sur l'environnement.

Seules les phases de chantier peuvent générer des nuisances et/ou des pollutions de diverses natures.

L'impact du chantier est surtout important durant la phase de terrassement avec un nombre élevé d'engins et de poids lourds sur site.

La phase de travaux entraîne une augmentation du niveau de bruit ainsi qu'une augmentation du trafic. Le chantier de construction de la phase autorisée a débuté en juin 2019. Il y aura ultérieurement deux mises en chantier (construction de la tranche 1 de l'extension, puis construction de la dernière tranche).

On peut aussi noter la possibilité lors des chantiers :

- de dépôt de boue sur les axes proches si les périodes de terrassement correspondent à des épisodes pluvieux ;
- de dispersion de poussières en période sèche ;
- d'une pollution temporaire induite par des installations de chantier potentiellement polluantes (centrales de fabrication, stockage d'hydrocarbure, installations sanitaires) ou une pollution accidentelle (fuite, déversement).

Le nombre de véhicules maximum durant le chantier sera de 50 camions (PL et utilitaires confondus) durant 6 à 7 mois. Il aura tendance à diminuer lors des derniers mois qui correspondent généralement à la mise en place des équipements légers et des finitions.

Le trafic routier, aussi bien PL que VL, n'aura lieu que durant la période diurne et ne sera donc pas à l'origine d'une gêne auprès des riverains le soir et la nuit. Tous les véhicules seront vraisemblablement canalisés par la RD 1001 et l'autoroute A 16.

Les travaux dureront 11 mois au minimum pour la phase autorisée. Ils dureront deux ans pour la tranche 1 de l'extension et pour la dernière tranche. L'ensemble des travaux fait systématiquement l'objet d'un plan de prévention avec élaboration de consignes spécifiques.

Ce plan de prévention a permis d'identifier les incidences du chantier actuel en termes de sécurité et d'environnement pour établir les mesures à mettre en œuvre. Cette méthodologie sera répétée lors des deux chantiers de l'extension.

L'impact des chantiers est réduit autant que possible en veillant au respect des règles suivantes :

- récupération et traitement des eaux sanitaires ;
- interdiction à proximité des avaloirs pluviaux de stationnement des engins de chantier, de réalisation des opérations de remplissage de carburant, de réparations mécaniques. Une zone étanche est prévue pour ces opérations ;
- interdiction de stockage de tous matériaux ou produits susceptibles de contaminer les eaux au niveau des zones à risques. Les déchets de chantier sont stockés dans des bennes permettant un tri à la source. Ils sont ensuite évacués par des sociétés spécialisées vers des sites autorisés, conformément à la réglementation en vigueur ;
- mise en place de dispositifs de régulation et décantation (fossé provisoire) afin de réduire la pollution des eaux pluviales notamment en hydrocarbures et matières en suspension ;
- mise en place de procédures de nettoyage des roues et des bas de caisse en cas de transfert important de boues, ou nettoyage des chaussées avoisinantes ;
- utilisation des techniques et engins bruyants durant la période diurne pour limiter les nuisances sonores auprès des entreprises installées dans la ZAC au sud de notre terrain. Les chantiers BTP sont généralement ouverts de 08h00 à 17h00 qui est la plage horaire travaillée par la majorité de la population. Autant que possible, les émissions sonores importantes seront limitées au strict nécessaire. Les avertisseurs sonores fonctionneront uniquement pour la prévention des risques (cas des avertisseurs de recul) et il ne sera jamais fait usage de haut-parleur.

3.4) Effets cumulés

Le décret du 29 décembre 2011 traitant de la réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, a introduit l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus.

Ces projets sont ceux qui, **lors du dépôt de la présente étude d'impact, le 30/08/2019** :

- avaient fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R.214-6 et d'une enquête publique ;
- avaient fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent Code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Aucun de ces projets ne constituait de cumul d'impact avec l'extension de JJA, étant donné les distances qui les séparent.

Nota : Non soumis à enquête publique environnementale, le projet du méthaniseur « Agri Bio » de Mouflers a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le **18/12/2019**, et d'une consultation publique du **15 janvier au 12 février 2020**. C'est logiquement dans le dossier de ce projet qu'aurait pu être évoqué un cumul avec le projet de JJA.

3.5) Coût des mesures de protection en faveur de l'environnement

Dispositions	Montant
Aménagement des espaces verts et clôture	1 000 000 € HT
Dispositif de disconnexion sur l'arrivée d'eau potable	10 000 € HT
Débourbeur-déshuileur sur les eaux de voirie	40 000 € HT
Bassins d'infiltration des eaux pluviales et création d'une noue	350 000 € HT
Bassin étanche de collecte des eaux pluviales de voirie et de rétention des eaux d'incendie	500 000 € HT
Cheminées des chaufferies	40 000 € HT
Aménagement d'un merlon de 300 mètres de long et de 4 mètres de hauteur pour créer un écran acoustique	150 000 € HT
Mise en place d'un système de brumisation d'eau en limite de propriété sur 1 200 mètres pour maîtrise des effets thermiques (voir étude des dangers)	1 980 000 € HT
TOTAL	4 070 000 € HT

3-6) Conditions de remise en état du site

Conformément aux articles R512-39-1 à R512-39-6, de la partie réglementaire du code de l'environnement Livre V – Chapitre I, au moment de la cessation définitive d'activité du bâtiment, JJA ou la société exploitante du bâtiment à cette époque informera le Préfet trois mois avant la fermeture du site.

La mise en sécurité du site sera assurée par :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux (palettes de produits classés sous les rubriques 4XXX dans les cellules 6.1 et 8.1, et le fioul domestique stocké dans les locaux sprinkler et incendie). Ce sont les seuls produits dangereux connus à ce stade de l'étude ;
- l'élimination et l'évacuation des déchets ;
- la dépollution du sol et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'interdiction d'accès au site ou aux installations pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes ;
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement, si nécessaire.

4) ETUDE DES DANGERS

63

4-1) EVALUATION DES POTENTIELS DE DANGERS :

Les dangers peuvent trouver leurs origines dans les activités spécifiques de JJA, ou provenir de l'environnement humain, ou naturel.

4-1-1) Environnement humain :

De par sa situation géographique, ou son éloignement des installations potentiellement dangereuses, le projet de JJA n'est pas concerné par des dangers générés par les voies d'accès, les voies ferrées ou aériennes.

Concernant les actes de malveillance, l'établissement sera entièrement entouré par une clôture métallique de deux mètres de hauteur. La fermeture du site sera assurée par des portails coulissants.

Un gardien surveillera l'entrée du site pendant et en dehors des heures d'ouverture de l'établissement. De plus, l'établissement sera sous télésurveillance (report vidéo et alarme anti-intrusion).

Le voisinage industriel de l'extension prévue ne semble pas devoir présenter de risques de danger pour le site. Ces entreprises ne sont pas suffisamment importantes pour générer un incident pouvant impacter le projet de JJA.

Un établissement classé Seveso – Seuil bas est cependant recensé sur la commune de Flixecourt. Il s'agit de l'entreprise BEAURAIN GAZ, centre de production et de distribution de gaz butane et propane, situé dans la ZAC des Hauts du Val de Nièvre, à 1,25 kilomètre au sud de notre terrain. A cette distance, aucun effet domino n'est à prévoir.

4-1-2) Environnement naturel :

Certains phénomènes naturels peuvent avoir des conséquences importantes sur les installations, et être initiateurs d'accident sur le site.

Le projet n'est concerné ni par le risque « Inondation » (centre situé sur un point haut), ni par le risque « Sismique » (le département de la Somme étant classé en zone de sismicité 1 – risque très faible).

Le projet peut par contre être impacté par un risque foudre, ou par d'autres phénomènes naturels.

4-1-2-1) Risque Foudre :

Contre les effets directs de la foudre, les bâtiments du projet seront équipés d'une Installation Extérieure de Protection Foudre (IEPF) qui sera réalisée au moyen de vingt-cinq paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) pour tout le centre.

Contre les effets indirects, il est prévu des installations intérieures de protection foudre (IIPF).

4-1-2-2) Autre risques naturels :

Événements naturels	Événements redoutés	Mesures de prévention
Gel / Verglas	Inefficacité des réseaux incendie Accidents de circulation	Réseaux incendie hors gel Salage ou sablage si nécessaire
Neige	Accident de circulation	Salage ou sablage si nécessaire
	Surcharge des structures	Structures calculées en conséquence selon les données météorologiques locales, respect du Document Technique Unifié (DTU)
Vent	Endommagement des structures	Respect des normes de construction (DTU)
Grêle	Difficulté de circulation, accidents	Arrêt momentané de circulation sur site
Canicule	Absence d'événement redouté identifié vu les produits stockés	Ventilation naturelle des locaux et des cellules de stockage Isolation thermique du bâtiment

Nota : Une note de calcul spécifique EGHA, intégrant la résistance des EGHA à la neige et au vent, est produite dans le cadre des données d'entrées techniques à transmettre à l'organisme en charge de l'étude ISI. Ces données confidentielles (propriété intellectuelle Process) ne sont pas produites au titre et au niveau de la demande d'autorisation environnementale unique. Une notification de prise en compte des données intempéries sera produite par le Bureau de Contrôle lors de la phase des visas plans d'exécution.

4-1-3) Produits et procédés :

L'identification des potentiels de dangers est effectuée à partir de l'analyse :

- des marchandises et produits stockés ou utilisés sur le site,
- des installations techniques mises en œuvre, dans les différentes conditions de fonctionnement pouvant se présenter (normales, transitoires et en cas de perte d'utilité)

Trois types de risques peuvent être mis en évidence à travers l'analyse des produits et procédés mis en œuvre dans l'établissement :

- risque incendie lié au caractère combustible de la majorité des marchandises concernées et au caractère inflammable de certains produits «dangereux»,
- risque d'explosion lié à l'utilisation de gaz de ville dans les chaufferies ou à la formation d'hydrogène dans les locaux de charge d'accumulateurs électriques,
- risque de déversement de fioul domestique dans les locaux sprinkler et/ou de produits « dangereux » liquides dans les deux cellules dédiées.

4-1-4) Accidentologie et retour d'expérience :

4-1-4-1) Accidentologie :

La détermination de l'accidentologie d'un type d'installation est donnée par la base de données ARIA (Analyse Recherche et Information sur les Accidents) du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles), exploitée par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer.

Cette base recense depuis 1992 les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement.

Pour l'étude ont été retenus les accidents mettant en jeu des produits et des procédés du même type que ceux mis en œuvre lors de la phase extension (l'accidentologie de la phase autorisée a déjà été effectuée).

Ont été analysés :

- des accidents relatifs aux entrepôts de matières combustibles ;
 - des accidents liés aux installations de combustion (nouvelle chaufferie).
- Accidents impliquant des stockages de matières combustibles :

135 incidents concernant l'entreposage de marchandises à température ambiante ont été analysés. Il n'est pas recensé d'incendie dans des entrepôts automatisés similaires au projet. Il faut noter que l'activité de « correspondance », activité nécessitant obligatoirement une préparation de commandes soutenue, a fait l'objet de trois incendies recensés dans la base ARIA en France. Les sinistres se sont produits dans deux entrepôts exploités par des sociétés spécialisées dans la vente par correspondance d'articles de mode et dans un stockage exploité par une société de la grande distribution type « drive ». Deux de ces trois entrepôts n'étaient pas des ICPE.

- Accidents liés aux installations de combustion :

Le rapport publié par le BARPI « Chaufferies au gaz : retour d'expérience sur l'accidentologie » fait état de 121 accidents entre 1972 et 2007, dont 41 impliquent des installations utilisant du gaz naturel.

L'analyse de ce rapport permet de mettre en évidence les points suivants :

- conception des installations, choix des matériels, qualité des matériaux et de l'assemblage,
- formation du personnel, respect des procédures et des consignes,
- maintenance des installations et suivi des modifications.

4-1-4-2) Retour d'expérience :

Les enseignements retirés de ce retour d'expérience sont :

- la nécessité de maintenance et d'entretien des installations (installations électriques, chariots) ;
- l'importance de surveillance des sites (nombreux cas de malveillance) ;
- la nécessité de compartimentage et d'isolement des bâtiments (murs coupe-feu, toiture) ;
- l'importance d'assurer l'alimentation en eau des moyens de secours et la rétention des eaux d'extinction sur les sites.

Le retour d'expérience confirme les risques identifiés au niveau de l'analyse des produits et procédés :

- Risque d'incendie dans les zones de stockage,
- Risque d'explosion de la chaufferie.

L'accidentologie permet d'étendre cette analyse en mettant en évidence les phénomènes secondaires suivants :

- dispersion de fumées liées à l'incendie,
- écoulement d'eaux d'extinction polluées après incendie.

4-2) REDUCTION DES POTENTIELS DE DANGERS :

4-2-1) Mode de stockage et aménagement des cellules :

Avec leur surface, leur hauteur et leur stockage atypique, les cellules composant l'extension (C1 et C2 transformées, EGHA et PAC) sont adaptées à un stockage et à une préparation des commandes automatisés, en utilisant de manière optimale l'espace offert.

Les largeurs de circulation pour les piétons dans les zones accessibles et l'éloignement des marchandises par rapport aux systèmes de sécurité (têtes de sprinklage, cantons de désenfumage, issues de secours, etc.) seront respectés.

La structure des cellules (béton R60 pour C1, C2 et les PAC, métallique R15 pour les EGHA) et l'isolement des cellules entre elles par des murs ou boucliers thermiques REI 120, ainsi que par des murs REI 240, permettent un recoupement des installations et limitent les risques de propagation d'un incendie à tout l'établissement. Les parois extérieures des EGHA seront des boucliers thermiques REI 120, c'est-à-dire que chaque EGHA saura se protéger durant deux heures de tout incendie se déroulant à proximité.

4-2-2) Matériels de sécurité :

Les moyens de prévention et de protection nécessaires, conformes à la réglementation actuelle (extinction automatique, RIA, désenfumage, poteaux incendie, réserves incendie, colonnes montantes et rampes d'aspersion, canons fixes et perches de brumisation) seront disponibles dès la mise en exploitation du centre.

Ceux nécessaires à l'exploitation de la tranche 1 de la phase extension le seront dès la mise en route de cette phase. La tranche 2 de l'extension sera mise en route lorsque tous les moyens de prévention et de protection seront opérationnels.

La voie engins temporaire, les aires de mise en station échelle et de stationnement auprès des poteaux incendie et les poteaux incendie seront supprimés lors de la construction des PAC 2.1 et 2.2.

4-2-3) Marchandises présentes :

L'extension est conçue pour le stockage de marchandises entrant dans les rubriques 1510, 1530, 1532 et 2663-2 de la nomenclature des ICPE. Ces produits ne présentent pas de danger spécifique, en dehors de leur caractère combustible.

4-3) ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES :

L'analyse préliminaire des risques (APR) permet d'identifier et d'évaluer les risques, leurs causes, leurs effets et leurs conséquences. Elle se base sur une identification exhaustive des dangers présentés par l'installation. Ces dangers sont ensuite analysés à travers une matrice en termes de gravité (G) et de probabilité (P).

Ce classement permet d'identifier les scénarios « inacceptables » devant faire l'objet d'une étude détaillée.

L'analyse préliminaire des risques a porté sur les cellules modifiées (C1 à C6) et sur les futures constructions (PAC et EGHA). Les cellules 1 à 8 exploitées de manière conventionnelle (rackées) ont déjà fait l'objet d'une analyse préliminaire des risques dans la demande d'autorisation initiale.

Le tableau suivant dresse le bilan des phénomènes dangereux potentiels, et en évalue la gravité et la probabilité.

N°	Opération	Installation/équipement	Evènement initiateur	Evènement redouté central	Evènement redouté secondaire	Phénomène dangereux	G		P	Commentaire
Logistique et stockage										
1	Livraison/expédition	Camion	Points chauds <ul style="list-style-type: none"> - surchauffe (moteur, frein, batterie, pneu) - défaillance électrique - défaillance mécanique - choc (accident) - cigarette 	Incendie du camion	Propagation du feu à une cellule de stockage	PhD1 Incendie d'un camion	1	Les zones de dangers faibles autour du camion seront cantonnées à l'intérieur du site.	B	Cf. remarque 1 ci-après.
2	Déchargement et transport de palettes de marchandises Manutention	Tapis convoyeurs et transstockeurs automatiques	Points chauds <ul style="list-style-type: none"> - surchauffe (moteur électrique, roulement, faisceau électrique) - défaillance électrique - défaillance mécanique 	Départ de feu : Incendie d'un équipement et des palettes de marchandises à proximité	Propagation du feu dans la cellule	PhD2 Incendie de cellule	3	Les zones de danger autour de ce type d'installation peuvent être de plusieurs dizaines de mètres.	B	Ce scénario est possible dans les cellules automatisées : C1 à C6, PAC et EGHA.
3	Stockage/gerbage Picking	Racks/palettiers associés au process automatisé	Points chauds <ul style="list-style-type: none"> - défaillance électrique - travaux par point chaud - malveillance - foudre - cigarette - utilisation d'outils à l'origine de points chauds durant le chantier - effondrement d'une cellule et inflammation de marchandises par contact avec une source d'ignition (conducteurs électriques...) 	Départ de feu	Propagation du feu dans la cellule	PhD2 Incendie de cellule	3	Les zones de danger autour de ce type d'installation peuvent être de plusieurs dizaines de mètres.	B	Les racks et palettiers associés au process automatisé sont situés dans les cellules C1 à C6, PAC et EGHA.
Nouvelle chaufferie (cf. remarque 2)										
4	Alimentation chaudière	Réseau de gaz interne	Fuite de gaz <ul style="list-style-type: none"> - corrosion des canalisations - défaillance joints/soudures - surpression Point chaud <ul style="list-style-type: none"> - défaillance électrique - travaux par point chaud - malveillance - choc - cigarette 	Formation d'un nuage air + méthane dans les limites d'explosivité	Inflammation du mélange	PhD 3 Explosion de la chaufferie	3	L'énergie de combustion du méthane est forte. Son explosion peut provoquer des zones de dangers importantes et la chaufferie est située à l'ouest, côté RD 216 et Parc d'Activités du Tubœuf Mongazon.	B	Ce type de phénomène se retrouve dans l'accidentologie étudiée et peut toucher ce type d'installation.
5	Mise en route chaudière	Chaudière	Fuite de gaz <ul style="list-style-type: none"> - Corrosion matériel - Défaillance joints/soudures - surpression - défaillance brûleur Point chaud <ul style="list-style-type: none"> - défaillance électrique - travaux par point chaud Malveillance Choc3C cigarette 	Formation d'un nuage air + méthane dans les limites d'explosivité	Inflammation du mélange	PhD 3 Explosion de la chaufferie	3	L'énergie de combustion du méthane est forte. Son explosion peut provoquer des zones de dangers importantes et la chaufferie est située à l'ouest, côté RD 216 et Parc d'Activités du Tubœuf Mongazon.	B	Ce type de phénomène se retrouve dans l'accidentologie étudiée et peut toucher ce type d'installation.

N°	Opération	Installation/équipement	Evènement initiateur	Evènement redouté central	Evènement redouté secondaire	Phénomène dangereux	G		P	Commentaire
6	Combustion	Chaudière	Fuite de gaz <ul style="list-style-type: none">- Corrosion matériel- Défaillance joints/soudures- surpression- défaillance brûleur + Point chaud <ul style="list-style-type: none">- défaillance électrique- travaux par point chaud Malveillance Choc cigarette	Formation d'un nuage air + méthane dans les limites d'explosivité	Inflammation du mélange	PhD 3 Explosion de la chaufferie	3	L'énergie de combustion du méthane est forte. Son explosion peut provoquer des zones de dangers importantes et la chaufferie est située à l'ouest, côté RD 216 et Parc d'Activités du Tubeuf Mongazon.	B	Ce type de phénomène se retrouve dans l'accidentologie étudiée et peut toucher ce type d'installation.

Tableau 8 : analyse préliminaire des risques

Remarque 1 : Aucun camion ne se mettra à quai devant les cellules 1 et 2 après transformation, devant les PAC ou devant les EGHA. Ce constat diminue le nombre de causes potentielles d'un incendie de cellule et donc la probabilité d'un incendie. Les cellules concernées sont uniquement les cellules 3 à 8.

Remarque 2 : la chaufferie de la phase autorisée ne sera plus localisée en façade de la cellule 3 mais en façade de la cellule 5. Ceci étant, ce local conserve les mêmes caractéristiques et les rayons de surpression en cas d'explosion seront identiques, avec les mêmes conséquences (rupture de la paroi en façade et possibilité d'incendie dans la cellule mitoyenne). Nous ne réévaluons donc pas les dangers de la chaufferie initiale.

L'APR a mis en évidence les phénomènes dangereux suivants :

PhD 1 : Incendie d'un camion

PhD 2 : Incendie d'une cellule de stockage

PhD 3 : Explosion de la nouvelle chaufferie

Ces phénomènes dangereux sont classés dans la grille de criticité :

Gravité	5 Désastreux					
	4 Catastrophique					
	3 Important				PhD 2 PhD 3	
	2 Sérieux					
	1 Modéré				PhD 1	
		E	D	C	B	A
		Probabilité				

Cette analyse met en évidence deux phénomènes à étudier à travers l'analyse détaillée des risques :

PhD 2 : incendie d'une cellule

PhD 3 : explosion de gaz dans la nouvelle chaufferie

4-4) ANALYSE DETAILLEE DES RISQUES :

L'analyse détaillée des risques a pour but d'évaluer la gravité, la probabilité et la cinétique des

phénomènes retenus comme inacceptables après l'analyse préliminaire :

- Incendie d'une cellule, qui peut entraîner des effets thermiques, une dispersion atmosphérique des gaz de combustion et une dispersion des eaux d'incendie polluées ;
- Explosion de gaz, qui entraîne des effets de surpression.

Pour évaluer ces risques, l'analyse menée se réfère à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005,

relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des ICPE soumises à autorisation.

70

4-4-1) Evaluation de l'intensité des effets :

La modélisation de chaque effet a été présentée sous forme d'une fiche qui définit le ou les scénarios retenus (incendie d'une ou plusieurs cellules, d'un EGHA, effet domino, explosion de la chaufferie gaz,...), les hypothèses de calcul et les résultats de la modélisation sous forme de tableaux ou graphiques.

Les mesures compensatoires, qui ont pu être proposées, afin de réduire les zones de dangers, sont détaillées dans la fiche, et de nouvelles zones de dangers ont été ensuite calculées.

Les zones de danger ont été reportées sur des supports graphiques (cartes ou plans) adéquats. Si les résultats des modélisations montraient qu'un effet domino était possible à partir d'un scénario initial, un nouveau scénario a été envisagé.

Dans ces modélisations, ont également été étudiés les mesures de maîtrise des risques (poteaux incendie, réserves d'eaux, arrosages en toiture, rétentions des eaux polluées)

4-4-2) Evaluation de la gravité des phénomènes étudiés :

La gravité a été évaluée conformément à la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010, relative à la méthodologie de comptage des personnes pour la détermination de la gravité des accidents.

Elle a été calculée pour chaque effet retenu par l'analyse détaillée des risques (incendie d'une ou de plusieurs cellules et explosion de la chaufferie).

Ont été notamment évalués, dans les fiches incendie, les effets des fumées sur les personnes et leur mise à l'abri.

La gravité des différents phénomènes étudiés été cotée de la façon suivante :

Phénomène étudié	Cibles impactées	Niveau de gravité
PhD 2.1 : incendie d'une cellule		
Effets thermiques		
Cellule 1	Terres agricoles. Surface < 100 ha. 0 < Nbre de personnes impactées < 1	2
Cellule 2		2
PAC 1.1	Aucune	1
PAC 1.2		1
PAC 1.1		1
PAC 1.2		1
EGHA 1	Terres agricoles. Surface < 100 ha. 0 < Nbre de personnes impactées < 1	2
EGHA 2		1
EGHA 3		1
EGHA 4		1
EGHA 5		3
EGHA 6		3
EGHA 7		2
EGHA 8		2
EGHA 9		2
EGHA 10		2
PhD 2.2 : incendie d'une cellule		
Dispersion des fumées d'incendie		
Quelle que soit la zone en feu.	Aucune, la SEI et la SEL ne sont pas rencontrées au sol.	1
PhD 2.3 : incendie d'une cellule		
Déversement des eaux d'extinction d'incendie		
Quelle que soit la zone en feu.	Aucune	*
PhD 2.1b : incendie généralisé à plusieurs cellules		
Effets thermiques		
PAC 1.1 vers PAC 1.2.	Terres agricoles. Surface < 100 ha. 0 < Nbre de personnes impactées < 1 Mise à l'abris des personnes en moins de 2 heures	1
PAC 1.2 vers PAC 1.1		
PAC 2.1 vers PAC 2.2		
PAC 2.2 vers PAC 2.1		
PAC 1.2 vers PAC 1.1 et PAC 2.2		
PAC 2.2 vers PAC 1.2 et PAC 2.1		
EGHA 1 vers cellule 2 et EGHA 2		
EGHA 2 vers EGHA 1 et 3		
EGHA 3 vers EGHA 2 et 4		
EGHA 4 vers EGHA 3 et 5		
EGHA 5 vers EGHA 4		
EGHA 6 vers EGHA 7		
EGHA 7 vers EGHA 6 et 8		
EGHA 8 vers EGHA 7 et 9		
EGHA 9 vers EGHA 8 et 10		
EGHA 10 vers EGHA 9		
PhD 3 : explosion de la chaufferie	Pas d'effet Z1 à l'extérieur du terrain. Effet Z2 dépassant de quelques mètres sur des terres agricoles.	1
Effets de surpression		

4-4-3) Evaluation de la probabilité des phénomènes étudiés :

L'évaluation de la probabilité d'occurrence des phénomènes étudiés tient compte des Mesures de Maîtrise de Risques (MMR) mises en place. Une MMR est constituée d'un ensemble d'éléments techniques nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité apte à :

- prévenir ou limiter l'occurrence de l'événement redouté,
- contrôler une situation dégradée en s'opposant à l'enchaînement de la séquence accidentelle.

Les fonctions de sécurité peuvent être assurées par :

- des barrières techniques de sécurité,
- des barrières humaines (barrières organisationnelles).

Une même fonction de sécurité peut être assurée par plusieurs barrières de sécurité. Un dispositif de sécurité peut être **passif** (ne nécessite ni action humaine, ni action d'une mesure technique, ni source d'énergie externe pour remplir sa fonction) ou **actif** (mise en jeu de dispositifs mécaniques pour remplir sa fonction).

Conformément à la circulaire DPPR/SE12/CB-06-0388 du 28/12/2006 (guide d'élaboration et de lecture des études de danger pour les établissements soumis à autorisation avec servitudes), les MMR retenues dans le cadre du projet sont :

- Éviter la propagation de l'incendie de l'ilot à la cellule en détectant, en limitant, ou en supprimant le plus rapidement possible le départ de feu ;
- Contenir l'incendie à une seule cellule ;
- Limiter les effets thermiques ;
- Contenir les eaux d'extinction sur site.

Ces MMR ont été synthétisés dans les tableaux suivants :

4.4.3.1) Incendie d'une cellule de stockage :

- Éviter la propagation de l'incendie de l'ilot à la cellule en détectant, en limitant, ou en supprimant le plus rapidement possible le départ de feu :

Éléments techniques de sécurité		Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Extinction automatique d'incendie	Têtes	Rapide	NF S62-210 et agréé NFPA ou APSAD	- Essais hebdomadaires et entretien annuel des deux groupes moto-pompes redondants - Contrôles des batteries et des niveaux des réserves d'eau et du fioul domestique, - Entretien annuel des postes de contrôles - Entretien triennal des postes et des sources	NC1
	Moto-pompes				
	Réserves d'eau				
				- Intervention d'un organisme agréé	

1) Contenir l'incendie à une seule cellule :

Cette fonction est assurée d'une part par des dispositifs passifs (murs REI), d'autre part par des éléments actifs (désenfumage, portes EI), et par l'intervention des pompiers.

Pour que le phénomène dangereux « incendie généralisé d'une cellule » se transforme en phénomène dangereux « propagation de l'incendie aux cellules voisines », il faut que les murs REI 120 s'effondrent en moins de deux heures et que les murs REI 240 s'effondrent en moins de 4 heures, c'est-à-dire :

- d'une part que le système d'extinction automatique soit défaillant,
- d'autre part que les murs REI 240 soient en même temps défaillants et qu'aucune intervention ne se fasse durant plus de 4 heures.

Le maintien de l'incendie dans la cellule est assuré par deux dispositifs de sécurité mis en œuvre de façon concomitante :

- l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- la présence des murs et portes coupe-feu séparatifs.

De plus, le système d'arrosage des parois des cellules au moyen des colonnes montantes et rampes d'aspersion viendra aider les dites parois à résister le plus longtemps possible.

Éléments techniques de sécurité		Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Intervention des services de secours (SDIS) < 2h00	Donner l'alerte	Alerte : 1 à 5 min	Présence humaine (personnel + gardien) Télésurveillance complémentaire	Exercices incendies Essai périodique	NC2
	Intervention des services de secours	Intervention des secours : entre 30 et 60 minutes	Professionnels formés au risque incendie		
	Poteaux incendie	1 à 3 minutes	NF S 62-200	Essais périodiques Exercices incendies	NC2
	Réserve d'eau incendie 600 m ³ + aires d'aspiration	1 à 3 minutes	Norme pompier	Essais périodiques Contrôle Exercices incendies	NC2
	Colonnes en toiture Canons fixes en toiture des EGHA pour arroser la toiture des PAC	1 à 3 minutes 15 à 20 minutes après arrivée des pompiers sur site	Norme APSAD	Essais périodiques Contrôle des colonnes et des canons Exercices incendie	NC2

Éléments techniques de sécurité		Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Système de désenfumage		Immédiat	Réglementation	- Tests de déclenchement - Vérification annuelle des cartouches et de l'ouverture par canton	NC2
Compartimentage	Murs séparatifs REI 120 et REI 240	Non concerné	APSAD R15	- Contrôles visuels de l'intégrité des murs et des portes - Vérifications périodiques des portes et des ouvrants - Procédure de vérification périodique - Sprinkler testé hebdomadairement (cf. ci-avant)	NC1
	Portes et ouvrants EI2 120 C (doublées dans les murs REI 240)	Rapide	APSAD R16		
	Détection incendie assurée par le sprinkler	Rapide	NF S62-210 et agréé NFPA ou APSAD		

Nota : D'après la fiche n°7 de la circulaire du 10 mai 2010 sur les « Mesures de maîtrise des risques fondées sur une intervention humaine », le niveau de confiance maximal de ces mesures (compartimentage, écrans thermiques, colonnes montantes et rampes d'aspersion) est de 1.

2) Limitier les effets thermiques :

Cette fonction est assurée par les parois REI 240 en façades des cellules 1 et 2, par l'écran thermique de 5 mètres de haut et de 18 mètres de long construit sur la façade nord-est de PAC 2.2, pour ne pas impacter les aires de stationnement pompiers de la réserve incendie n°2, et enfin par le système de brumisation d'eau de 15 à 20 mètres de hauteur au moyen de perches sises en limite de propriété.

Éléments techniques de sécurité		Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Écrans thermiques		Non concerné	PV de réception	- Contrôles visuels de l'intégrité des écrans - Procédure de vérification périodique - Intervention d'un organisme agréé	NC1
Système de brumisation d'eau	Ceintures fusibles sur les parois des EGHA	Rapide : activation manuelle ou immédiate après rupture d'une ceinture fusible	agréé APSAD	- Essais hebdomadaires et entretien annuel du groupe motopompe - Contrôles de la batterie et des niveaux des réserves d'eau et du fioul domestique - Entretien triennal des sources - Intervention d'un organisme agréé	NC1
	Motopompe				
	Réserves d'eau de 800 m ³				

3) Contenir les eaux d'extinction sur site :

Cette fonction est assurée par la présence de capacités de rétention suffisantes (éléments passifs) et par le déclenchement automatique de la vanne située à la sortie du bassin étanche (élément actif).

Éléments techniques composants la MMR	Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Rétention des eaux d'extinction incendie	Non concerné	Rétention dimensionnée pour les besoins en eaux incendie selon le guide pratique D9A	- Contrôle visuel de l'intégrité et de l'étanchéité des rétentions : membrane du bassin étanche, dalle de l'entrepôt autorisé, des PAC et des EGHA, sol des cours camions	NC2
Vanne d'isolement automatique et manuelle du réseau pluvial	Rapide	Vanne conforme à la réglementation en vigueur	- Contrôle hebdomadaire du fonctionnement de la vanne lors des essais sprinkler - Vérification périodique de la vanne par un organisme agréé	NC1

75

4.4.3.2) Explosion de la nouvelle chaufferie :

Outre les éléments de prévention prévus (éviter les chocs sur les canalisations, éviter les dysfonctionnements techniques et limiter l'usure par un entretien régulier), la Mesure de Maîtrise des Risques retenue par l'analyse détaillée des risques pour l'explosion de la nouvelle chaufferie est d'éviter la formation d'un mélange explosible (concentration en gaz est comprise entre la limite inférieure (LIE) et la limite supérieure d'explosivité (LSE)).

Les moyens de prévention visent à éviter que la concentration en gaz atteigne la LIE. Pour cela, l'alimentation en gaz doit être coupée et le local aéré afin de diminuer au plus vite la concentration en gaz.

Éléments techniques composants la MMR		Temps de réponse	Efficacité	Maintenance et testabilité	Niveau confiance
Détecteurs de gaz et pressostat couplés aux deux électrovannes d'alimentation en combustible	Détecteur de gaz	Rapide	Conforme à la réglementation en vigueur et suivant norme NF P 52-203	Vérifications et tests périodiques	NC 2
	Pressostat				
	Transmission du signal				
	Fermeture de l'alimentation de gaz grâce à une des deux électrovannes				
Ouvertures en partie haute et basse assurant l'aération		Non concerné	Dimensionnées en fonction du besoin	Vérifications périodiques	NC 2

4.4.3.3) Conclusions de l'analyse détaillée des risques :

L'analyse détaillée des risques a permis de déterminer la gravité et la probabilité des phénomènes dangereux, et de les situer dans les grilles de criticité qui suivent :

- Incendie d'une cellule :

Gravité	5 Désastreux					
	4 Catastrophique					
	3 Important			PhD 2.1 EGHA 5/6		
	2 Sérieux			PhD 2.1 cellules 1 et 2 EGHA 1/7/8/9/10		
	1 Modéré			PhD 2.1 PAC 1.1/1.2/2.1/2.2 EGHA 2/3/4		
		E	D	C	B	A
		Probabilité				

- Incendie généralisé sur plusieurs cellules :

Gravité	5 Désastreux					
	4 Catastrophique					
	3 Important			EGHA 5 et 6		
	2 Sérieux			Cellules 1 et 2 EGHA 1, 7, 8, 9 et 10		
	1 Modéré			PAC 1.1, 1.2, 2.1 et 2.2 EGHA 2, 3 et 4		
		E	D	C	B	A
		Probabilité				

- Explosion de la chaufferie :

Gravité	5 Désastreux					
	4 Catastrophique					
	3 Important			Entre EGHA et PAC		
	2 Sérieux			Entre EGHA 1 et C2		
	1 Modéré		Entre EGHA Entre PAC			
		E	D	C	B	A
		Probabilité				

4.4.4) Évaluation de la cinétique des phénomènes étudiés :

L'article 8 de l'arrêté du 29/09/2005 (évaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation) précise que la cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées à l'extérieur des installations avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

L'étude de la cinétique des accidents permet de vérifier l'adéquation entre la cinétique et les moyens d'intervention mis en place.

Le tableau ci-dessous fait le bilan de la cinétique des phénomènes dangereux retenus pour le projet :

PhD	Cinétique	Moyens intervention	Délai de mise en œuvre	Délai d'évacuation
PhD 2 : Incendie d'une cellule	Rapide Montée en puissance estimée entre 20 et 40 minutes	Sprinklage RIA –extincteurs Poteaux incendie et réserve incendie Colonnes montantes et rampes d'aspersion et canons à eau Système de brumisation d'eau en limite de propriété pour protéger l'environnement	Immédiat ≈ 1 à 5 min ≈ 30 à 60 min ≈ 30 à 60 min	Moins de 5 min
PhD 3 : Explosion de la nouvelle chaufferie	Très rapide Montée en puissance immédiate	--	--	--

Dans le cas d'un incendie, le délai d'évacuation du personnel est suffisamment rapide pour s'effectuer avant la phase critique de développement du sinistre. De même, l'alerte aux secours extérieurs et aux voisins éventuels est possible avant la montée en puissance de l'incendie.

La propagation d'un incendie entre EGHA interviendra au plus tôt après 120 minutes (boucliers thermiques REI 120 sur les quatre façades + colonnes montantes et rampes d'aspersion d'eau sur les parois). Ce laps de temps permettra à toute personne présente dans l'environnement proche de l'installation de se mettre en sécurité en s'éloignant

.Dans le cas de l'explosion de la chaufferie, le phénomène est instantané et il n'est pas possible d'évacuer les personnes. Cependant, les zones de dangers ne touchent aucune zone occupée par des tiers.

4-5) MESURES PRISES POUR ASSURER LA SECURITE :

4-5-1) Structure, compartimentage:

4-5-1-1) Cellules conventionnelles et PAC :

Les structures seront différentes selon les constructions :

- Structure métallique autoportante dans les EGHA 1 à 10,
- Structure béton R60 dans les cellules 1 et 2 et dans les PAC.

Les murs extérieurs et séparatifs seront tous réalisés en matériaux coupe-feu, et selon leur destination, possédant une **résistance au feu soit de 2 heures (REI 120), soit de 4 heures (REI 240).**

Pour éviter la propagation d'incendie d'une cellule à l'autre, les ouvertures entre cellules pour les nécessités du process, seront constituées de portes à guillottes automatiques.

4-5-1-2) EGHA :

Les EGHA seront isolés les uns des autres par des boucliers thermiques REI 120 sur leurs longs pans, sur leur pignon et au-dessus des murs REI 240 en périphérie des PAC.

4-5-1-3) Écroulement de la structure, risque de ruine en chaîne :

Une étude d'Ingénierie Sécurité Incendie a été effectuée afin de vérifier que les EGHA, en cas d'incendie, s'écroulent bien vers l'intérieur (sur eux-mêmes), et non vers l'extérieur, afin d'éviter toute ruine en chaîne avec l'EGHA ou les EGHA voisins, avec les PAC et avec les cellules 1 et 2 (cas des EGHA 1 et 6).

Cette étude a permis de vérifier que l'écroulement n'ait pas lieu en direction de la voie pompiers.

4-5-1-4) Bureaux et locaux techniques :

L'espace bureaux/locaux sociaux et atelier d'entretien et de stockage dans le PAC 1.2 sera isolé du volume de la PAC par des parois REI 120, et équipées de portes EI 120.

Le plancher haut de l'atelier d'entretien sera REI 120. L'atelier d'entretien dans la cellule 3 (expédition) sera intégralement REI 120 (parois et plancher haut)

La nouvelle chaufferie et le local sprinkler n°2 seront construits avec des murs REI 120. La toiture du local sprinkler sera REI 120 et la toiture de la nouvelle chaufferie sera en bacs acier isolant (BROOF T3).

4-5-2) Détection incendie, alarme anti-intrusion et évacuation :

La détection incendie assurée par le système d'extinction automatique sera reportée en permanence au poste de garde (gardiennage sera permanent). De plus, le signal sera retransmis vers une société de télésurveillance qui prévient immédiatement le service de sécurité du site, présent en même temps que le personnel.

La détection incendie asservira :

- tous les ouvrants à fermeture automatique,
- la vanne d'isolement en sortie du bassin de tamponnement étanche,
- l'alarme générale ordonnant l'évacuation du bâtiment (alarme étant audible dans toutes les cellules et dans tous les bureaux, locaux sociaux et ateliers.

L'évacuation sera possible depuis l'intérieur des cellules par des issues de secours, situées soit à moins de 75 m (cellules 1 et 2, EGHA), soit à moins de 40 (PAC), l'une de l'autre.

L'étude d'Ingénierie Sécurité Incendie étudiera particulièrement les conditions d'évacuation des membres du personnel dans les PAC. Elle aura notamment pour objectif de déterminer un temps d'évacuation maximal, qui sera comparé aux conditions de tenabilité dans la cellule (ruine de la structure métallique et écroulement de la mezzanine, montée en température et envahissement de la cellule par les fumées et gaz chauds produits par l'incendie).

4-5-3) Moyens de lutte incendie :

4-5-3-1) Moyens internes :

Les constructions de la phase extension seront équipées d'un système d'extinction automatique (sprinkler) de type ESFR et conforme à la norme NFPA. Ce système sera alimenté à partir de deux cuves de 800 m³ (une en secours de l'autre).

Le système sera conçu, défini et prévu pour éteindre un incendie et non pour le contenir jusqu'à l'arrivée du service de secours.

Un Réseau Incendie Armé (RIA) équipé de lances sera disponible dans les cellules. Les dispositions seront prises pour que chaque point des PAC puisse être attaqué par deux lances en simultané, à l'exception des cellules 1 et 2 et des EGHA (la configuration du stockage ne permet pas une telle couverture). Dans ces cellules, un RIA sera mis à disposition à proximité de chaque issue de secours.

L'absence de personnel d'exploitation dans ces cellules rend inutile le déploiement de RIA pour que tout point soit attaqué par deux jets de RIA en simultané. De plus, l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précise que « *ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé* ».

Des extincteurs seront répartis dans tous les locaux. Leur nombre et leur nature seront déterminés en fonction des risques selon les règles en vigueur.

4-5-3-2) Moyens externes :

- Réseau incendie:
 - des poteaux incendie seront répartis à l'extérieur, en périphérie des constructions de la phase extension, en respectant la distance de 100 mètres imposée à partir de chaque accès au bâtiment, et une distance de 150 mètres entre deux poteaux.

- ils seront alimentés par un second réseau d'eau incendie interne autonome, le premier étant aménagé pour la phase autorisée, et permettra l'utilisation de 3 poteaux incendie en simultané.
- le débit d'eau sera égal à 660 m³/h durant deux heures,
- le service de secours aura à sa disposition 5 aires de stationnement devant le bassin aérien, chaque aire étant munie d'une canne d'aspiration plongeant dans le bassin.
- à terme, l'ensemble du centre sera doté de 16 poteaux incendie.

- Colonnes montantes et rames d'aspersion en toiture :

Des colonnes montantes avec des rampes d'aspersion seront mises en place sur les parois afin de les refroidir en cas d'incendie à proximité.

Les parois concernées sont :

- toutes les parois des EGHA à l'exception des pignons et des parois nord-est des EGHA 5 et 10 (absence de vis-à-vis),
- toutes les parois des PAC, à l'exception de la façade extérieure nord-est,
- les parois REI 240 entre les cellules 1 et 2 et les PAC 1.1 et 2.1.

Les colonnes montantes et rampes d'aspersion seront installées durant la tranche 1 sur les EGHA1 à 4, sur les PAC 1.1 et 1.2, et sur la paroi séparant C1 et C2 de PAC 1.1.

En tranche 2, les colonnes montantes et rampes d'aspersion mises en place seront sur les EGHA 5 à 10, sur PAC 2.1 et 2.2 et sur la paroi séparative entre la cellule 1 et PAC 2.1.

- Canons en toiture :

Un canon en toiture des EGHA 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 et 9 (soit 8 canons au total) sera installé à terme (tranche 2 de l'extension). Ces canons fixes serviront uniquement en cas d'incendie des PAC.

4-5-3-3) Accès des secours :

Les pompiers auront accès au site par :

- L'entrée des poids lourds,
- Deux accès spécifiques « pompiers ».

Ces voies d'accès répondent aux dimensions exigées par la réglementation (arrêté ministériel du 11/04/2017).

Des aires de stationnement réservées seront également prévues :

- Au pied de chaque paroi d'un EGHA,
- Au pied des parois REI 240 et de la paroi REI 120 des PAC en façade nord-est,
- Au pied de la paroi REI 240 séparant la cellule 1 de PAC 2.1.

4-5-3-3) Rétentions :

Pour éviter toute pollution du milieu naturel par les eaux d'incendie, des bassins de rétentions sont prévus :

- cellules 1 et 2 : pour une capacité de 3 523 m³,
- EGHA : pour 3 356 m³,
- PAC : pour 4 020 m³,

La cuve de fioul du local sprinkler sera soit sur rétention, soit constituée d'une cuve double peau.

4-5-4) Prévention des risques d'explosion:

La nouvelle chaufferie sera ventilée par des grilles en partie basse et haute assurant un renouvellement naturel de l'air dans le local.

Elle sera équipée des systèmes de sécurité adaptés :

- Détection de gaz interrompant le fonctionnement du brûleur et l'alimentation de gaz au moyen de deux électrovannes,
- Pressostat sur la canalisation de gaz à l'intérieur des locaux,
- Vanne manuelle de coupure d'arrivée de gaz à l'extérieur des locaux,
- Vanne manuelle de coupure d'arrivée de gaz devant chaque chaudière,
- Arrêt d'urgence électrique (force et lumière) à l'extérieur de la chaufferie.

4-5-5) Surveillance et gardiennage du site:

Le site sera gardienné en permanence (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7). L'ensemble des systèmes de sécurité sera reporté dans ce local, permettant ainsi au gardien de détecter immédiatement toute anomalie.

4-5-6) Organisation des secours :

Un plan de secours sera établi lors de la mise en exploitation du site. Il intégrera le plan de secours de la phase autorisée et précisera, en fonction des scénarii d'accidents possibles, le rôle de tous les intervenants pressentis.

4-5-7) Méthodes de prévention prises en période transitoire de construction :

La mise en œuvre du projet de JJA se fera par phase (Phase 1 autorisée, phase 2 tranche 1 et phase 2 tranche 2).

Pour chaque séquençage, des mesures adaptées ont été retenues, notamment pour :

- Les plannings de travaux (réalisation des bâtiments, mise en place des réseaux, notamment d'incendie)
- Les accès au site et aires de stationnement,
- La circulation des véhicules (VL et PL) et des engins de chantier,
- Les moyens de défense incendie (réserves d'eau pompier, poteaux incendie, sprinklers, ...),
- La réalisation de la chaufferie.

Avis du MRAe et réponses de JJA
--

Rappel :

La réglementation exige que :

« Pour tout projet soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner un avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public. **Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale** présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur ce dernier. »

Le projet a fait l'objet d'avis délibéré n° 2019-3919, du 17/10/2019, de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) des Hauts de France, qui **recommande** de compléter ou d'explicitier les points suivants :

Demandes MARE	Réponses JJA
<p>Résumé non technique :</p> <p>Explicitier les termes ou abréviations dans un glossaire.</p>	<p>Le glossaire ci-dessous reprend l'ensemble des abréviations utilisées :</p> <p>BROOF T3 : Classe de résistance au feu (définition de l'arrêté du 14/02/2003) pour les toitures garantissant un temps de passage du feu au travers de la toiture et une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes. C'est l'équivalent de l'indice T30-1.</p> <p>ETH (Écran Thermique) : mur stable au feu qui répond en partie aux critères d'étanchéité aux flammes, mais n'a pas d'exigence en terme d'étanchéité vis à vis des fumées</p> <p>EP : Eaux Pluviales</p> <p>EU : Eaux Usées</p> <p>Flux thermique : Rayonnement émis par une source de chaleur, ici un incendie. L'intensité du flux thermique qu'un récepteur (homme, bâtiment...) est à même de supporter dépend de la résistance du récepteur et de la durée d'exposition.</p> <p>ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement</p> <p>IGH : Immeuble de Grande Hauteur</p> <p>LIE (Limite Inférieure d'Explosivité) : concentration limite d'un mélange air / vapeur au-dessus de laquelle les conditions pour que le mélange soit explosif sont remplies.</p>

	LII (Limite Inférieure d'Inflammabilité) : concentration limite d'un mélange air / produit inflammable au-dessus de laquelle les conditions pour que le mélange soit inflammable sont remplies.
--	--

Demandes MARE	Réponses JJA
	<p>LSE (Limite Supérieure d'Explosivité) : concentration limite d'un mélange air / vapeur jusqu'à laquelle les conditions pour que le mélange soit explosif sont remplies.</p> <p>LSI (Limite Supérieure d'Inflammabilité) : concentration limite d'un mélange air / produit inflammable jusqu'à laquelle les conditions pour que le mélange soit inflammable sont remplies.</p> <p>MCF 2h (Mur Coupe-Feu) : mur classé REI 120 c'est à dire stable au feu (R), étanche aux fumées et aux flammes (E) et isolant thermiquement pendant 120 minutes (I).</p> <p>REI 120 : Résistant, Étanche et Isolant au feu pendant 120 minutes (un mur REI 240 le sera durant 240 minutes). Eurocode caractérisant la résistance au feu des structures - voir détail page suivante</p> <p>RIA (Robinet d'Incendie armé) : poste d'arrivée d'eau amenant le débit nécessaire à une première intervention sur un incendie.</p> <p>Rétention : Système constructif étanche et résistant permettant de récupérer les fuites de liquides qui sont entreposés dans l'enceinte. La capacité de rétention peut être directement située sous les produits stockés ou déportée à côté de la zone de stockage à laquelle elle est reliée par un dispositif lui-même étanche.</p> <p>Séparateur d'hydrocarbure (débourbeur-déshuileur) : Dispositif physique constitué de chicanes et de siphons permettant d'épurer une eau contenant des hydrocarbures insolubles, en faible ou grande quantité. En cas d'apport massif excessif, le dispositif se bloque et interdit tout rejet d'eau souillée.</p> <p>Sprinkler : Installation d'extinction automatique d'incendie capable de détecter un incendie, donner l'alarme et libérer de l'eau pulvérisée pour intervenir dans les premiers instants d'un incendie et contenir le feu jusqu'à l'arrivée des pompiers.</p> <p>T30-1 : voir BROOF T3</p> <p>ZSC (Zones Spéciales de Conservation) : zones naturelles proposées dans le cadre de la directive européenne « Habitats faune flore » qui établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leur habitat. Cette directive répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection.</p>

ZPS (Zones de Protection Spéciale) : zones naturelles proposées dans le cadre de la directive européenne « Oiseaux » pour assurer la conservation à long terme des espèces d'oiseaux.

Demandes MARE	Réponses JJA
<p><u>Scénarios et justification des choix retenus</u></p>	<p>« L'étude d'impact (page 49) mentionne 4 scénarios de substitution à la localisation du projet envisagés sur les communes de Croixrault, Le Bosquel, Saint-Sauveur et Amiens (zone industrielle Nord). Les justifications proposées (page 65 de l'étude d'impact) mentionnent le fait que le terrain choisi est accolé à celui qui accueille la plateforme logistique déjà présente. Le site est en zone d'activités existante et bien desservi par le réseau routier. Elle évoque (page 65) des enjeux de dessertes en transport, en dénivelé du terrain, d'emprise foncière insuffisante sur les autres sites envisagés.</p> <p>L'étude (chapitre 5.2 choix techniques) présente un choix technique de bâtiment de 46 mètres de hauteur, qui permet d'économiser l'emprise foncière (page 50). Il n'y a pas d'analyse de variantes du plan masse sur les deux phases du projet démontrant que l'option finale est celle qui est la plus économe du point de vue de l'utilisation de l'espace. » (Extrait avis MRAE).</p> <p>Ce point est repris au II.4.1. <u>II.4.1 Consommation d'espace</u></p>
<p><u>Consommation d'espace :</u></p> <p>Détailler l'usage des 48,6 hectares d'emprise et de démontrer que la conception du plan masse est celle qui minimise l'impact sur l'artificialisation des sols.</p>	<p>Les 48,6 hectares seront répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19,3 hectares de bâtiment • 7,75 hectares de parking et voirie • 1,5 hectare de bassin étanche • 20,05 hectares d'espaces verts et de bassins d'infiltration. <p>L'analyse des besoins effectuée en préalable par la société JJA a eu pour objectif d'optimiser les choix d'aménagement et de gestion des espaces de stockage. Le plan masse a été optimisé en tenant compte des besoins de JJA et en intégrant les contraintes issues de la réglementation au titre de l'urbanisme et des installations classées (ICPE). Consciente de la consommation de terres agricoles liée au développement du projet, la société JJA a imaginé et conçu un stockage vertical de marchandises permettant l'évitement de l'aménagement de plusieurs dizaines d'hectares supplémentaires. Nous pouvons estimer que la surface foncière nécessaire dans le cadre de la réalisation d'une plateforme conventionnelle, soit à 13 m de hauteur, aurait été de l'ordre de 100 à 120 hectares. L'hypothèse de réaliser plusieurs bâtiments de 96.000 m² (à l'identique des dimensions du bâtiment réalisé en première phase) aurait pour effet d'accroître très sensiblement la</p>

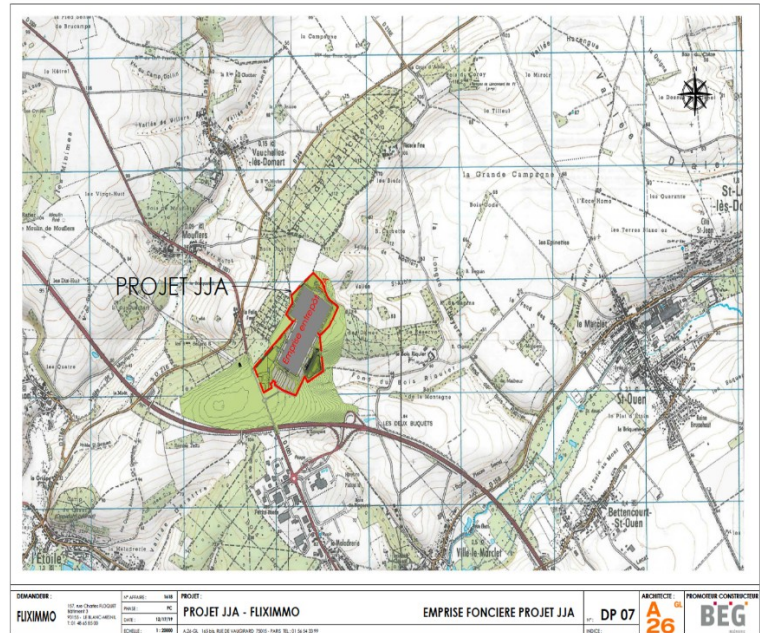
	<p>consommation foncière, d'augmenter les surfaces en voirie et donc une imperméabilisation accrue, ainsi que des conditions d'utilisation des sites consommateurs d'énergies et défavorables aux conditions de travail des salariés.</p> <p>Les deux cartes ci-dessous ont pour but de comparer et mettre en évidence les surfaces foncières consommées selon le choix de construction.</p>
--	--

Demandes MARE	Réponses JJA
---------------	--------------

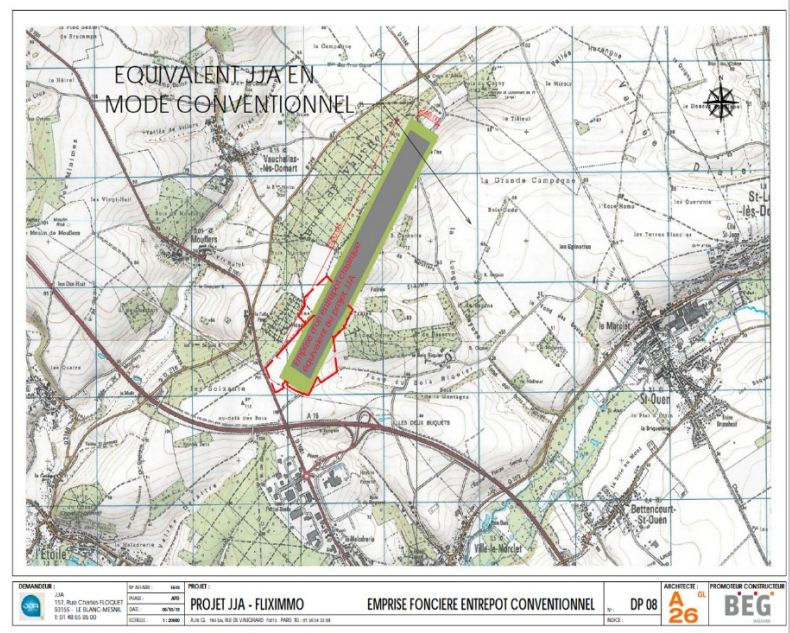
La première carte (carte 1) présente l'emprise foncière du projet de la société JJA qui a fait le choix d'une construction de bâtiments en hauteur permettant ainsi d'économiser une surface importante de terres agricoles.


La seconde carte (Carte 2) présente l'emprise foncière nécessaire si le choix de construction avait été de conserver un bâtiment conventionnel à 13 mètres de haut. L'impact foncier est beaucoup plus important puisque le bâtiment hors aménagement de voirie, de bassins, de voirie, d'espaces verts etc... fait une longueur d'environ 2,5 kilomètres !

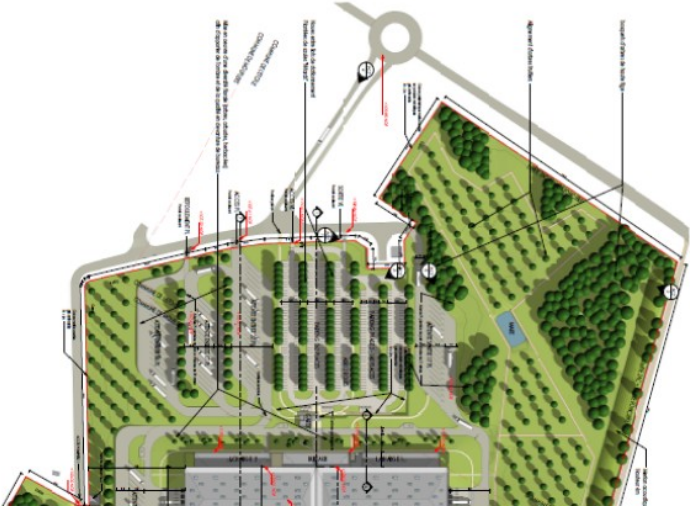
Carte 1



Carte 2



Demandes MARE	Réponses JJA
<p><u>Paysage :</u></p> <p>Le projet est à environ 1,5 kilomètres du domaine du château de Vauchelles-les-Domart, classé monument historique.</p>	<p>Le château situé sur la commune de Vauchelles-les Domart (au Nord-Ouest du Parc d'activités) est situé à environ 1400 mètres de la limite du bois Mélan (constitué d'arbres de hautes tailles), qui longe le projet industriel, et à environ 1600 mètres de l'emprise du projet JJA. Par ailleurs, le château est situé à une altitude entre 45 et 50 mètres. Le projet de plateforme est positionné à une altitude 110 mètres soit un dénivelé d'environ 60 mètres entre les deux édifices. Le bâtiment industriel est visuellement situé à la perpendiculaire du château et n'est donc pas directement visible de l'axe principal du jardin. Seuls deux bâtiments sur dix, situés en extrémité, pourront être rendus en partie visibles.</p> <p>Le complément d'étude paysagère propose un aménagement paysager constitué d'arbres à hautes tiges aux abords du mur d'enceinte de l'orangerie du château de Vauchelles-les-Domart. Le calcul de perspective permet de penser qu'une haie végétale constituée d'arbres d'une hauteur de 6 à 10 mètres masquera la vue sur les bâtiments hauts du projet industriel.</p> <p>Il est à noter que seul le Château de Vauchelles-les-Domart, parmi les autres bâtiments présentant un intérêt patrimonial et situés sur le territoire de Flixecourt, Mouflers, l'Etoile est potentiellement impacté par le projet.</p>
<p>La plate-forme sera visible depuis la route départementale 1001, qui est l'un des principaux accès pour découvrir le territoire du futur parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime. La plateforme s'inscrit en surplomb de deux vallées sèches qui offrent des vues de grande qualité. Il serait nécessaire, pour une meilleure prise en compte du paysage, de renforcer les aménagements paysagers visant à masquer l'entrepôt et ses parkings (par exemple par la plantation d'arbres de haute tige, en doublant de végétation la clôture, en utilisant une teinte claire pour les bâtiments).</p> <p>L'autorité environnementale recommande de compléter les mesures d'insertion paysagère du projet afin de mieux l'intégrer dans le grand paysage visible depuis la route départementale 1001. »</p>	<p>Les aménagements paysagers qui existent le long de la RD 1001 ont été exécutés par l'aménageur de la ZAC, le Syndicat Mixte des Hauts Plateaux. Ils offrent une diversité arbustière sur 20 mètres de profondeur constituée il y a plus de 5 ans le long de la RD entre le pont de l'A.16, le rond-point d'accès à la ZAC et le bois Mélan. Le passage le long de la RD 1001 n'est constitué que de véhicules puisqu'il n'existe pas d'aménagement piétonnier entre le rond-point d'accès à la ZAC et le Bois Mélan.</p> 

Demandes MARE	Réponses JJA
	<p>Le projet JJA (cf. document et cartes figurant dans le permis de construire) présente un projet paysager de qualité offrant volontairement deux cônes visuels travaillés en direction des bureaux et structurés par ces aménagements paysagers au sein de l'enceinte de la société. La structure paysagère visible de la RD1001 est constituée de prés fruitiers et de prés fleuris. La clôture métallique d'enceinte, normée, sera enveloppée de haies, d'arbustes et d'épineux. L'aménagement le long de la RD 1001 et sur la totalité de la surface foncière est d'une grande qualité paysagère et présente une diversité favorisant l'émergence d'un biotope original. Outre le choix de végétaux adaptés et hétérogènes, l'aménagement de mares est aussi prévu en ce sens. Le parti pris de cet aménagement paysager est intimement lié au choix de la société de JJA de favoriser un entretien de ces espaces par un éco-pâturage basé sur une grande diversité animale assurant lui-même l'émergence d'un nouveau biotope.</p> <p>Schéma des aménagements paysagers situés en façade du projet et le long de la RD 1001 entre le rond-point d'accès à la ZAC et le Bois Mélan.</p> 
<p><u>Milieux naturels, biodiversité et zones « Natura 2000 »</u></p> <p>Prendre en compte les espèces observées sur ou à proximité immédiate du site afin d'en déduire les impacts et de proposer des mesures visant à éviter, ou sinon réduire et compenser les impacts du projet sur ces espèces.</p>	<p>Comme indiqué par L'autorité environnementale, le site d'implantation du projet est situé en dehors de tout zonage naturel réglementaire ou d'inventaire. Cependant, il est bordé de boisements et de quatre zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ainsi que de sites Natura 2000 présents à 20 km et plus de l'implantation du projet. En outre, et comme nous l'avions observé préalablement, la base de données environnementale de l'association Picardie Nature signale la présence de plusieurs espèces protégées d'oiseaux tels que le Busard cendré, l'Édicnème criard ainsi que de batraciens.</p> <p>Au cours de trois études faunistiques et floristiques réalisées ces dernières années sur le territoire, diverses espèces ont été identifiées et d'autres suspectées d'être présentes sur le territoire n'ont pas été vues sur le site et tout particulièrement l'Édicnème Criard.</p>

Demandes MARE	Réponses JJA

Compléter l'analyse de la continuité écologique présente sur le site du projet et proposer des mesures visant à éviter, réduire et compenser, les impacts sur cette continuité

Parmi les espèces citées par la MRAE, le Busard Saint-Martin et la Bondrée Apivore ont été observés aux alentours du projet. Il est important de noter que le Busard Saint-Martin bénéficiera encore de terrains de chasse très ouverts autour du Bois Melan, du Bois des Dames et du Bois de Vauchelles. La Bondrée apivore pour sa part chasse essentiellement des guêpes et se nourrit également des larves qu'elle va notamment chercher dans les nids sous terre. Au printemps, lors de sa présence (la Bondrée est un oiseau migratoire), elle se nourrit occasionnellement de petits oiseaux, d'œufs, de grenouilles et de petits reptiles. Son terrain de chasse favori est donc l'ensemble de bois et forêts fort présents autour du site plutôt que les champs agricoles.

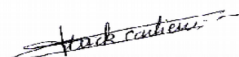
Concernant les espèces végétales patrimoniales et implantées le long du chemin reliant le Bois Melan au Bois des Dames, des pieds de Blacstonie perfoliée seront plantés dans le cadre de la création d'autres chemins agricoles permettant la liaison entre ces deux bois.

Concernant le corridor grands mammifères longeant le terrain et situé à l'ouest, il n'est pas impacté par l'aménagement de notre projet étant donné qu'il est situé hors emprise. Ce corridor correspond à un chemin agricole longeant la lisière du Bois Melan qui pourra être utilisé par les pompiers comme voie d'accès secondaire en cas d'incendie. Cet usage de secours n'affecte pas le rôle du corridor étant entendu que la probabilité de présence de grands mammifères et d'animaux plus petits en cas d'incendie est extrêmement faible et même nulle car la faune cherchera un refuge éloigné. La clôture entre ce corridor et l'enceinte du projet sera largement arborée d'arbustes épineux permettant à de nombreuses espèces de nicher. Bien entendu ladite clôture ne viendra pas entraver ledit corridor.

Le bassin d'infiltration prévu au sud de notre terrain n'est pas destiné à devenir un habitat pour les batraciens du fait des pentes nécessaires à sa fonctionnalité (infiltrer les eaux) et du fait de la probabilité d'absence d'eau par très longues périodes. Par contre, les bassins d'infiltration au pied des EGHA, la noue au nord-est et les mares créées dans la partie sud-ouest seront de potentiels habitats pour les batraciens pour les deux premiers et des sites prisés en ce qui concerne les mares car tel est l'objectif de la création de ces mares. Ces dernières, étanches, seront donc réalisées afin de permettre l'implantation de batraciens ainsi que l'établissement d'une faune intéressante pour la chaîne alimentaire des animaux présents sur le territoire, y compris celles qui ne sont pas identifiées dans la liste des espèces dites sensibles, tel que les chiroptères (chauves-souris), hyménoptères (fourmis, guêpes et les abeilles) et autres variétés d'arthropodes (insectes) et odonates (famille des libellules). Un schéma de ruches sera également implanté sur le territoire et constitué d'abeilles noires de Normandie qui ne représente plus aujourd'hui que 10% de la population des abeilles mellifères en France !

Il est bien évident que compte tenu de choix d'aménagement paysager fait par le maître d'ouvrage et favorisant l'émergence d'un biotope nouveau mesuré régulièrement (annuel ou biannuel) ainsi que le choix d'un entretien par la structuration d'un éco pâturage passant par des structures paysagères adaptées (près vergers et fleuris..) et associant de multiples espèces d'animaux, l'usage de produits phytosanitaires est naturellement proscrit.

Demandes MARE	Réponses JJA
	<p>Concernant les Chênaie-charmaie, le sujet intéresse le Bois Melan (en bordure ouest du site) qui n'est pas particulièrement entretenu et qui est un espace boisé commun comme de nombreux espaces boisés sur le secteur et plantés par l'homme. Le projet ne sera à l'origine d'aucun défrichement et donc d'aucun impact direct sur ce milieu recensé comme étant d'intérêt communautaire au titre des chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i> pas exceptionnels sur le site puisque présents sur la totalité du territoire de la France métropolitaine.</p> <p>La gestion lumineuse du site a fait l'état d'une étude particulière tant en ce qui concerne l'orientation des lumières ainsi que la temporalité automatisée de celle-ci. Potentiellement source de perturbations la nuit pour certains animaux tel que les chauves-souris ou les rapaces que nous souhaitons voir séjourner sur le site et pour cela encourager l'implantation par le biais de nichoir et abris, seuls les éclairages de sécurité seront conservés.</p> <p>Concernant les Chênaie-charmaie, le sujet intéresse le Bois Melan (en bordure ouest du site) qui n'est pas particulièrement entretenu et qui est un espace boisé commun comme de nombreux espaces boisés sur le secteur et plantés par l'homme. Le projet ne sera à l'origine d'aucun défrichement et donc d'aucun impact direct sur ce milieu recensé comme étant d'intérêt communautaire au titre des chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i> pas exceptionnels sur le site puisque présents sur la totalité du territoire de la France métropolitaine.</p> <p>La gestion lumineuse du site a fait l'état d'une étude particulière tant en ce qui concerne l'orientation des lumières ainsi que la temporalité automatisée de celle-ci. Potentiellement source de perturbations la nuit pour certains animaux tel que les chauves-souris ou les rapaces que nous souhaitons voir séjourner sur le site et pour cela encourager l'implantation par le biais de nichoir et abris, seuls les éclairages de sécurité seront conservés.</p> <p>Les points d'éclairages en partie haute des bâtiments de grande hauteur (EGHA) ont pour seule vocation de signaler la présence de bâtiments hauts.</p> <p>La surface foncière et le schéma paysager qui sont présentés au permis de construire permettent de garantir la réalité des engagements du maître d'ouvrage.</p>
<p><u>Ressources en eau et milieux aquatiques</u></p> <p>Mette en cohérence l'étude d'incidence loi sur l'eau avec les informations de l'étude d'impact en ce qui concerne le périmètre de protection du captage d'eau potable de Ville Le Marcelet.</p>	<p>Le dossier loi sur l'eau a été corrigé (information erronée de la page 32).</p> <p>Par ailleurs, l'ARS (Agence Régionale de Santé) a demandé l'avis d'un hydrogéologue agréé sur la faisabilité du projet. Dans la conclusion de son rapport l'hydrogéologue rend un avis favorable sur le projet subordonné au respect de prescriptions détaillées au §4 du rapport.</p>

Demandes MARE	Réponses JJA
<p>Produire un avis complémentaire d'un hydrogéologue agréé, afin de démontrer la compatibilité du projet d'extension avec la protection des captages d'eau potable.</p>	<p>Rapport de l'hydrogéologue, en date du 27/11/2019 :</p> <p>VII. Conclusion</p> <p>Je donne, sur le projet présenté, un avis favorable subordonné au respect des prescriptions détaillées au paragraphe VI de ce rapport. Elles devraient, à mon sens, permettre la coexistence d'activités économiques et d'exploitation d'eau souterraine dans une optique de développement durable.</p> <p>Pour répondre à la prescription de l'ARS, décrite dans son courrier en date du 17/09/2019, il conviendra de mettre en place un procédé de décantation associé aux 10 bassins non étanches de recueil des eaux de toiture.</p> <p>Je précise que la mise en place d'un piézomètre de contrôle de la qualité de la nappe de la craie détaillée au paragraphe VI est un conseil. Si ce dernier n'est pas suivi, ce fait ne remettra pas en cause mon avis favorable. En effet, la prise en compte de l'importante zone non saturée de la craie au droit du projet, ainsi que la distance de ce dernier par rapport aux captages de L'Etoile permettent de considérer un effet dissipateur important sur une pollution hypothétique au droit du site ; effet dissipateur lié à la dispersion naturelle générée par la diffusion moléculaire et la dispersion mécanique ainsi que les phénomènes d'adsorption par la matrice crayeuse et les particules argileuses éventuellement présentes dans la craie. A ces facteurs naturels s'ajoute une sécurité supplémentaire liée à un suivi attentif de la qualité des eaux du site, détaillé au paragraphe VI, avant leur rejet dans le bassin d'infiltration.</p> <p>Capinghem, le 27 novembre 2019 L'Hydrogéologue agréé E. CARLIER</p>  <p>L'hydrogéologue attire l'attention de la société JJA sur la gestion et le recueil des eaux de toiture et d'éventuelles pollutions issues de ces toitures.</p> <p>Ces pollutions peuvent être de deux sources :</p> <ol style="list-style-type: none"> 4) Une première source de pollution potentielle serait liée à la dégradation dans le temps des matériaux utilisés en toiture. Les différents éléments et attaches utilisés pour la réalisation des toitures (bacs acier galvanisés avec étanchéité bicouche élastomère et membranes en alu) garantissent l'absence de dégradation dans le temps et donc l'absence de pollution issue de l'utilisation de ces matériaux. 5) Une seconde source de pollution potentielle viendrait d'une pollution atmosphérique résiduelle externe à l'exploitation du site. Elle concerne toutes les eaux pluviales, quelque soient les surfaces impactées : les toitures du bâtiment ou celles d'autres bâtiments environnants, mais aussi les espaces agricoles et les espaces naturels... <p>Dans le cas des toitures concernées, ces dernières se situent à près de 45 mètres de hauteur en rapport avec la voie de contournement du site. Elles ne sont donc pas directement en contact avec les émanations des véhicules circulant autour du bâtiment. D'autre part, les matériaux qui les constituent ne contiennent pas de plomb. Les eaux captées sur la toiture sont quant à ces dernières acheminées jusqu'aux bassins d'infiltration dans des canalisations PVC et ne sont pas en contact, au cours de leur cheminement, avec des particules, poussières ou projections de boues issues des voiries (eaux pluviales de voiries traitées).</p> <p>Enfin, il convient de rappeler que le niveau statique de la nappe de la craie se situe à -60 mètres par rapport au niveau du projet, facteur dissipateur d'une hypothétique pollution. Pour ces raisons évoquées, il ne sera pas mis en place de bassins décanteurs supplémentaires.</p>

Demandes MARE	Réponses JJA
<p><u>Nuisances sonores, qualité de l'air, consommation énergétique et climat</u></p> <p>Compléter l'étude d'impact par l'étude du bruit généré par le trafic dans les bourgs traversés, en étudiant le cumul avec la phase 1.</p> <p>Evaluer à l'échelle pertinente l'impact du projet sur le volume du trafic poids lourds.</p> <p>Compléter l'étude d'impact d'une analyse détaillée et quantifiée des émissions de polluants atmosphériques du projet global, avec l'ensemble du déplacement estimé des poids lourds et des véhicules légers arrivant et repartant de l'entrepôt.</p>	<p>L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact par l'étude du bruit généré par le trafic dans les bourgs traversés, en étudiant le cumul des différentes phases de construction et par conséquent de mise en exploitation sur les cinq prochaines années.</p> <p>Concernant les nuisances sonores, les Poids Lourds (PL) ne traverseront pas les bourgs et notamment ceux de Flixecourt ou de Mouflers, puisque leur itinéraire logique est d'arriver et de repartir via l'échangeur n°21 sur l'autoroute A16. Afin de garantir cet itinéraire l'exploitant contractualisera avec les sociétés de transports l'obligation d'utiliser l'accès par l'autoroute, ce qui se fera naturellement puisque les produits acheminés sur le site viennent soit du Port du Havre (A29), soit du Port de Dunkerque (A16), soit du Port d'Anvers (A1). Les marchandises seront livrées essentiellement en containers maritimes. Un container maritime contient l'équivalent de 40, voire 42 palettes Europe, alors qu'une semi-remorque contient 30 palettes Europe. En réception, il est donc fait l'économie d'un Poids Lourd par tranche de 3 containers (équivalent de 120 palettes contenues dans 4 Poids-Lourds).</p> <p>Concernant le bruit causé par le trafic de Véhicules Légers (VL), essentiellement celui des salariés, dans les bourgs environnants n'est pas quantifiable car nous ne pouvons connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les itinéraires empruntés par le personnel, • Le type de véhicules utilisés par chaque membre du personnel, • Le nombre de véhicules en transit dans chaque bourg et leur horaire de passage <p>Les hypothèses d'entrée sont donc trop aléatoires pour mener à bien cette étude acoustique. Cependant, l'exploitant souhaite, autant que faire se peut, favoriser le principe du covoiturage auprès des salariés par le biais d'outils d'information et de communication.</p> <p>Concernant la desserte du site et de la ZAC par les Transports en Commun, cette desserte est potentiellement à l'étude par les communautés de communes concernées notamment s'il est constaté une carence du secteur privé en ce domaine.</p> <p>Concernant les émissions de rejets polluants. Les émissions des Poids Lourds ont été quantifiées dans le chapitre des effets sur la santé (page 129 et suivantes). L'exploitant ne dispose pas de flottes de Poids Lourds mais organise les transports avec un réseau de société de transports qui sont pour l'essentiel installées sur le territoire et donc à proximité du site minimisant ainsi les effets des déplacements. Les émissions des Véhicules Légers sont difficilement quantifiables car trop variables selon le type de véhicules utilisés (scooter, moto, voiture de différents gabarits et présentant des motorisations différentes (diesel, sans plomb, superéthanol, hybride,...). De plus, et comme indiqué préalablement, la société JJA s'engage à inciter les membres de son personnel à effectuer du covoiturage mais le succès de cette démarche ne peut être connu à ce jour ; la réduction du nombre de Véhicules Légers obtenue par ce dispositif ne peut donc être appréhendée correctement.</p>

Demandes MARE	Réponses JJA
<p>Etudier des mesures de réduction des émissions de polluants issus du trafic routier, et si nécessaire, des mesures de compensation.</p> <p>Produire des engagements de mise en œuvre des mesures indiquées dans l'étude d'impact des émissions de polluants atmosphériques.</p> <p>Etudier l'usage d'énergies renouvelables pour réduire la consommation d'énergie fossile.</p> <p>Préciser les mesures de réduction des consommations énergétiques.</p> <p>Compléter l'étude d'impact d'une analyse détaillée et quantifiée des émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité du projet, et proposer des mesures de réduction</p>	<p>Les mesures de réduction des émissions atmosphériques et de réduction de consommations d'énergie seront les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitation de la vitesse de circulation sur le site, • Individualisation des postes de chauffage, testée sur notre site d'Argoeuves et ayant montré une diminution de la consommation énergétique, ce qui a pour conséquence de réduire les rejets atmosphériques, • Absence de chauffage dans les EGHA, • Eclairage des EGHA uniquement en cas de présence du personnel de maintenance, • Eclairage à base de LED et de détection de personnel, • Isolation thermique des bureaux et des locaux sociaux (RT 2012). <p>Une réflexion a été menée au sujet d'une production photovoltaïque en toiture. Cette réflexion a conduit à ne pas retenir cette solution pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le poids à supporter en toiture surenchérit le coût de la construction, • Les niveaux d'ensoleillement du secteur géographique sont trop faibles pour permettre l'amortissement de cet investissement compte tenu de la valeur de rachat actuelle. • Le projet est situé dans une zone de vents sales provoquant une importante maintenance et une dégradation rapide des cellules photovoltaïques. <p>Par ailleurs l'utilisation de bois-énergie indiquée par la MARE dans son avis n'a pas été retenue car cette filière crée des points chauds que nous voulons absolument éviter pour des raisons de sécurité incendie évidentes.</p> <p>L'expérience d'exploitation depuis 10 ans d'une plateforme logistique par la société JJA et Easy Logistique sur la ZAC des Bornes du Temps a permis d'identifier les facteurs d'économie d'énergie et de réduction des émissions atmosphériques liés à l'exploitation de la plate-forme. Un bilan carbone a été réalisé par un cabinet indépendant pour le groupe JJA sur l'ensemble de ses activités existantes. Il permet de connaître plus finement les émissions de gaz à effet de serre (CO₂), l'impact de l'organisation et de définir les pistes d'amélioration qui profiteront au futur site. Le rapport établi à ce titre en 2019 montre le caractère performant de la plateforme logistique située sur la ZAC des Bornes en matière d'énergie des bâtiments. Selon l'Observatoire de l'Immobilier Durable, le ratio moyen national en kWh/m² s'élève à 138. Le site JJA Easy Logistique situé sur la ZAC des Bornes du Temps affiche un ratio de 9,56 kWh/m² près de 15 fois moindre que la valeur moyenne nationale. Le projet s'inscrit dans la même démarche vertueuse. Le bilan carbone du projet sera réalisé une fois le site mis en exploitation.</p>

Demandes MARE	Réponses JJA
<p><u>Risques technologiques</u></p> <p>Compléter l'étude des dangers</p>	<p>L'ensemble des éléments de réponse ont été apportés à la demande de compléments émanant de la DREAL UD du département de la Somme. Les scénarii d'incendie ont été examinés avec le SDIS80 qui a rendu un avis favorable sur le projet.</p> <p>Concernant la propagation des fumées d'incendies et sous l'effet de la chaleur, les dites fumées prendront tout d'abord un ascendant vertical et seront portées par les vents. Concernant la direction prise, nous ne pouvons-nous référer qu'à la rose des vents connue sur le site. Concernant les effets d'un incendie sur les axes de circulation, nous pouvons considérer que compte tenu de l'élévation des fumées sous l'effet de la chaleur et le sens majeur des vents l'autoroute ne sera pas perturbée en termes d'opacité tout comme la D1001.</p> <p>Concernant les risques liés à la proximité du Bois Melan, et après concertation avec le SDIS80 et le Capitaine Dupuis, chef du service prévision, il nous confirme <i>« que les feux de bois ou de forêt ne sont pas des risques existants à l'heure actuelle sur le département de la Somme. Sur les 5 dernières années, nous n'en avons eu aucun sur l'ensemble du département.</i></p> <p><i>Le risque qui existe pour les feux d'espaces naturels est un risque de feu de récolte, dont les plus dimensionnant sont les feux de récoltes sur pieds ».</i></p> <p>L'organisation paysagère en limite du site et aux abords des espaces cultivés intègre une végétation qui freinera considérablement les effets d'un incendie de récolte en direction du site.</p>

Nota : L'avis de la MRAe, ainsi que la réponse de JJA ont été joints au présent rapport, (annexes n° 1 et 2).

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LE DOSSIER

Le dossier fourni par le demandeur constitue un document complet pour l'étude du projet. Très détaillé, notamment dans ses "Etude d'impact" et « Etude des Dangers », et comportant de

nombreuses illustrations (plans cartes, photomontages et tableaux), il reste, bien que très technique, lisible et explicite pour le public. Une lecture complète de ce dossier, pour l'assimiler correctement, nécessite néanmoins de nombreuses heures de lecture.

Ce document a été établi suite aux analyses réglementaires multicritères, en prenant en compte notamment :

- l'ensemble des réglementations attachées à la mise en œuvre d'un centre logistique ;
- la détermination d'un site favorable compatible avec les contraintes physiques, techniques et les servitudes locales ;
- une adéquation la plus juste possible avec le contexte paysager et les milieux naturels environnants ;
- distances réglementaires d'éloignement des zones habitées ;

Le dossier reprend l'ensemble de la problématique liée à la réalisation de l'extension, et à terme de l'exploitation du centre logistique, en y abordant aussi bien les avantages que les impacts négatifs, définitifs ou temporaires, qu'induirait la mise en œuvre du projet. Pour éviter ces impacts, ou pour les compenser ou les minimiser le plus possible, le demandeur a prévu des mesures :

- d'évitement : choix d'implantation, études géotechniques, consultation des concessionnaires de réseaux locaux (électricité, gaz, ...) ...;
- de réduction et de compensation : gestion du chantier et gestion de la phase d'exploitation (maintenance, déchets...), accès au site, plantations paysagères, ...

Dans ses dossiers complémentaires des 20 janvier et 10 juillet 2020, le porteur du projet a répondu au relevé des insuffisances établi par le service instructeur, suite au dépôt de la demande d'autorisation, en modifiant ou complétant son dossier, et/ou en justifiant ses positions au regard des textes légaux ou réglementaires, ou des données disponibles, notamment pour les volets incendie.

Dans sa réponse aux avis exprimés dans le rapport de la MRAe (2019-3919), JJA a avalisé les demandes de correctifs techniques (glossaire), explicité et justifié ses choix, et proposé des mesures nouvelles (insertion paysagère), en adéquation avec les souhaits exprimés par la MRAe.

5) DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

5-1) DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Par décision n° E20000071/80 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens, en date du 05/08/2020, j'ai été désigné en qualité de commissaire enquêteur en vue de conduire la présente enquête publique, suite à la demande d'autorisation environnementale, en vue de procéder à l'extension d'un centre logistique situé sur le territoire de la commune de Mouflers et de l'Etoile, présentée par la société JJA.

5-2) MODALITES DE L'ENQUÊTE

Le 15 octobre 2020, je me suis déplacé à la préfecture d'Amiens pour prendre possession du dossier et parapher le registre d'enquête.

En accord avec Mme Cécile Fache, du Bureau de l'Environnement et de l'Utilité publique de la préfecture d'Amiens, la durée de l'enquête a été fixée à 32 jours consécutifs, du mardi 03 novembre au vendredi 04 décembre 2020. Les permanences, qui se tiendront en mairie de Mouflers, siège de l'enquête, et de l'Etoile, ont été arrêtées comme suit :

- en mairie de Mouflers :
 - mardi 03 novembre 2020,de 09h00 à 12h00,
 - lundi 09 novembre 2020, de 09h00 à 12h00,
 - samedi 28 novembre 2020, de 09h00 à 12h00,
 - vendredi 04 décembre 2020, de 14h00 à 17h00.

- en mairie de l'Etoile :
 - mardi 17 novembre 2020 de 15h00 à 17h00.

Par son arrêté du 09 octobre 2020, Madame la préfète de la Somme avalisait les décisions prises, et en précisait les modalités règlementaires.

(cf. annexe n°3 : décision du TA d'Amiens et arrêté préfectoral du 09/10/2020)

Afin de régler les modalités d'accueil pour le public lors de la tenue des permanences (règles sanitaires nécessitées par la Covid), j'ai rencontré les maires des communes concernées :

- le 19/10/2020, Mr Yves Crepy, maire de Mouflers ;
- le 23 octobre, Mr Ghislain Tirmarche, maire de l'Etoile.

Le 23 octobre 2020, je me suis également rendu sur le site JJA de Mouflers, afin de rencontrer :

- Mr Xavier Chonik, directeur financier vde JJA, en charge de l'extension du site,
- Mr Jean Bernard Grubis, de l'AMO (assistance d'ouvrage),

pour une réunion d'information sur le projet. Lors de cette réunion, les intéressés ont présenté la genèse du projet, son historique et les justifications des choix retenus.

5-3) INFORMATION DU PUBLIC

L'arrêté municipal du 09 octobre 2020, reprenant les modalités de l'enquête publique a été affiché en mairies de Mouflers et de L'Etoile, ainsi qu'aux abords de la zone prévue pour le projet.

Un avis d'ouverture d'enquête a été publié dans les annonces légales de deux journaux paraissant localement, quinze jours avant le début de l'enquête, avec un rappel dans la première semaine de son déroulement :

- **"Courrier Picard"**éditions des 14 octobre et 04 novembre 2020;
- **" Picardie La Gazette"**..... éditions des 14 au 20 octobre, et du 04 au 10 novembre 2020.

L'intégralité du dossier de demande environnementale pouvait également être consultée par le public sur le site Internet de la préfecture de la Somme :

[somme.gouv.fr/Environnement/Rubrique installations classées pour la protection de l'environnement /Enquêtes-publiques](http://somme.gouv.fr/Environnement/Rubrique_installations_classées_pour_la_protection_de_l'environnement/Enquêtes-publiques), ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne.

Le dossier de demande de permis de construire a été déposé en mairies de Mouflers et de L'Etoile, et a été consultable sur le site :

<http://www.ponthieu-marquenterre.fr/index.php/urbanisme-logement-plh>

Durant tout le temps de l'enquête, un dossier complet, ainsi qu'un registre d'enquête, a été laissé à disposition du public en mairie de Mouflers et de L'Etoile.

Pendant cette même période, les observations ou propositions du public ont pu :

- être consignées dans le registre d'enquête déposé en mairie;
- être transmises par courrier au commissaire-enquêteur;
- être transmise par courrier électronique sur le site Internet de la préfecture d'Amiens (pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr), en précisant l'intitulé de l'enquête. Les observations parvenues sur ce site étaient consultables sur le site [somme.gouv.fr/Environnement/Rubrique installations classées pour la protection de l'environnement /Enquêtes-publiques/Observations et propositions du public-courriels](http://somme.gouv.fr/Environnement/Rubrique_installations_classées_pour_la_protection_de_l'environnement/Enquêtes-publiques/Observations_et_propositions_du_public-courriels)

5-4) PERMANENCES ET CLIMAT DE L'ENQUÊTE

Les permanences se sont déroulées aux horaires et dates prévues. Afin de faciliter l'accueil du public pour la consultation du dossier, une permanence a été tenue un samedi.

Les conditions d'accueil et les moyens mis à disposition se sont révélés tout à fait satisfaisants. Le dossier d'enquête et le registre d'enquête étaient à la disposition du public en mairies de Mouflers et de L'Etoile.

Aucun incident n'est intervenu en cours d'enquête, qui s'est déroulée dans un bon climat.

5-5) CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique et les registres ont été clos le 04 décembre 2020, à 17 h 00, par moi-même. Les deux registres sont annexés au présent rapport (cf. annexe n°4 – Registres)

Un procès-verbal reprenant les observations recueillies dans les registres et une copie des documents reçus ont été remis le 08 décembre 2020 au demandeur, en lui demandant de faire part, dans les quinze jours, de ses remarques éventuelles.

(cf. annexe n° 5- P.V des observations et courriers recueillis)

En raison des délais nécessaires pour le traitement des courriels et du week-end des 5 et 6 décembre, certains d'entre eux n'ont été accessibles que le 08 décembre 2020. Un P.V complémentaire a donc été adressé au demandeur le 09 décembre 2020. (cf. annexe n° 6 – Complément au P.V des observations et courriers)

Le 21 décembre 2020, Mr Xavier Chonik, directeur financier de JJA, m'adressait son mémoire en réponse aux observations et courriers recueillis (cf. annexe n°7 - mémoire en réponse de JJA).

5-6) OBSERVATIONS RECUEILLIES ET COURRIERS RECUS

5-6-1) Analyse quantitative :

Observations et courriers en mairies :

Dates	Lieux	Personnes rencontrées	Observations			
			Inscrites	Notes ou courriers	Orales	Total
03/11/2020	Mouflers	0	0	0	0	0
09/11/2020	Mouflers	0	0	0	0	0
17/11/2020	L'Etoile	2	0	2	2	6
28/11/2020	Mouflers	9	0	0	9	9
04/12/2020	Mouflers	6	4	1	2	6

Hors permanences, il a été déposé :

- en mairie de Mouflers :
 - 2 observations favorables (Mr **Crepy** Yves, maire de Mouflers , et Mme **Brunel** Lucie, adjointe au maire de cette commune) ;
- en mairie de L'Etoile :
 - une pétition, au nom de l'ADSP de Domart-en-Ponthieu,

- un ensemble de 15 coupures d'articles de journaux déposés par Mme Solange **Maison**, présidente de l'ADSP, et concernant JJA ou Mme Pompili, ainsi qu'un document de 7 pages s'opposant aux extensions de plateformes logistiques.

Courriels transmis sur le site dédié en préfecture d'Amiens :

24 courriels, comportant de nombreuses pièces jointes, ont été relevés sur le site de la préfecture d'Amiens (pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr).

Courriers d'élus :

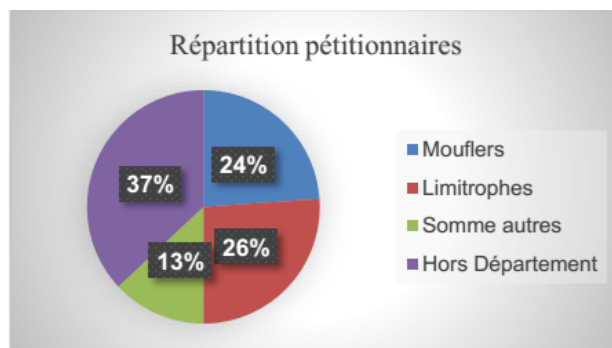
5 courriers émanant d'élus locaux (communautés de communes, conseil départemental,...) ont été remis en mairie ou transmis au site internet préfectoral.

Chaque observation portée aux registres, ainsi que chaque courrier ou document reçu, s'est vu attribuer une référence, suivant le tableau ci-dessous :

Références	Définition	Développement - Lieu de recueil
OEM	Observation écrite sur le registre	Registre de Mouflers
OEE		Registre de l'Etoile
OOM	Observation orale recueillie lors du passage d'une personne	Registre de Mouflers
OOE		Registre de l'Etoile
CRMM	Courrier remis en mairie	Registre de Mouflers
CRME		Registre de l'Etoile
CPosteM	Courrier postal	Reçu en mairie de Mouflers
CPosteE		Reçu en mairie de l'Etoile
C@	Courriel	Reçu sur le site préfectoral dédié
Pet.M	Pétition	Remise en mairie de Mouflers
Pet.E		Remise en mairie de l'Etoile

Remarques :

- 1) Mme Maison Solange, présidente de l'ASDP, est à l'origine de **63 %** des observations et courriels reçus au cours de l'enquête.
- 2) La liste des signataires de la pétition déposée par Mme Maison est identique à la liste des membres de l'ASDP, déposée lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 17/08 au 17/09/2020, pour la **déclaration de projet emportant mise en comptabilité du P.L.U de Mouflers (80)**. La répartition géographique des personnes signataires de la pétition est donc similaire à celle relevée lors de cette enquête :



5-6-2) Relevé des observations et courriers :

- Registre de Mouflers

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
OOM 1	Mr René LOGNON Président de la Communauté de Communes de Nièvre Somme.	<p>Mr René LOGNON, président de la communauté de communes Nièvre et Somme, confirme le souhait de la Communauté de Communes de voir aboutir positivement la procédure devant permettre la réalisation de la seconde phase du projet d'implantation de la société JJA sur la ZAC des Hauts Plateaux.</p> <p>Cette implantation revêt un enjeu important pour le territoire par les créations d'emplois attendues, mais également par les retombées économiques directes ou indirectes que générera le projet. Il confirme les termes de la lettre qu'il a remise lors de l'enquête réalisée pour la déclaration de projet de la phase 2 de JJA (août-septembre 2020), notamment qu'il convient de rappeler que, dans un contexte socio-économique difficile, de politiques publiques contraintes, la réalisation de la 2ème phase de la société JJA constitue une opportunité pour la <i>communauté de communautés Nièvre et Somme afin de développer de nouveaux services à la population, de favoriser l'accès à l'emploi et de pérenniser le tissu entrepreneurial.</i></p>

OOM2	Déclarations d'élus locaux, favorables au projet.	<p>Mr Patrick GAILLARD, maire de Flixecourt,</p> <p>Mr Maurice FORESTIER, maire de Nouvion en Ponthieu,</p> <p>Mr Daniel MARCASSIN, maire de Yaucourt-Bussus,</p> <p>Mr René CAT, maire de Buigny-l'Abbé,</p> <p>Mme Murielle DULARY, maire de Maison-Roland,</p> <p>Mme Jocelyne MARTIN, maire de St Riquier,</p> <p>Mr Marcel GAMARD, maire de Brucamps,</p> <p>Mr Philippe PIERRIN, maire de Mesnil-Domqueur,</p> <p>Mr Joël FARCY, 1^{er} adjoint au maire de St Riquier,</p> <p>Mr Yves CREPY, maire de la commune de Mouflers,</p> <p>Mme Line BRUNEL, adlointe au maire de Mouflers,</p> <p>Mr Daniel DUBOIS, délégué du SMHP,</p> <p>Mr Claude HERTAULT, président de la communauté de communes du Ponthieu-Marquenterre,</p> <p>Mr Antoine BERTHE, maire de Ailly-le-Haut Clocher,</p> <p>Mr Jean-Claude PRUVOT, maire de Gorenflos.</p>
------	---	--

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
		<p>se sont déclaré(e)s très favorables au projet, en raison notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>des emplois attendus, dans un territoire déjà fortement éprouvé par la disparition d'activités traditionnelles de la vallée de la Nièvre ;</i> • <i>des retombées financières pour les territoires concernés</i> • de l'emploi par JJA d'entreprises locales (JJA a fait appel à des entreprises locales pour équiper ses bureaux) ; • de la nécessité de s'adapter aux conséquences de la mondialisation. <p>Mr Patrick Gaillard demande que, lors des travaux de réalisation du projet, les camions qui évacueront les déblais évitent de traverser Flixecourt, en raison des nuisances qui en résulteront (boues et poussières, générateurs d'éventuels accidents possibles). Concernant le trafic poids lourds, il renforcera la signalétique interdisant la traversée de sa commune aux poids lourds, et sollicitera à nouveau la Gendarmerie pour la mise en place de contrôles.</p>

OOM3	Mr Daniel DUBOIS, Ex-sénateur de la Somme.	Mr Daniel DUBOIS indique que cette opération est un bel exemple de solidarité territoriale entre 2 communautés de communes et la Région Picardie. La ZAC créée en 2009 a connu la crise économique. Aujourd'hui, la possibilité de créer A terme 550 emplois sur la vallée de la Nièvre et le Ponthieu est une très belle opportunité pour le territoire et les habitants.
OOM4 CRMM1	Mr Claude HERTAULT, Président de la Communauté de communes du Ponthieu-Marquenterre	<p>Mr Claude HERTAULT, président de la communauté de communes du Ponthieu-Marquenterre remet un communiqué d'élus du Ponthieu Marquenterre, qui affirment leurs soutiens au projet de JJA, qui contribuera au rayonnement et à l'attractivité du territoire. Outre Mr Hertault, ce communiqué est signé des vice-présidentes et vice-présidents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jacky THUEUX - Claude PATTE, - Joël FARCY, - Yves NONIN, - Philippe EVARD, - Eric KRAEMER, - Patrice POUPART, - Antoine BERTHE, - Maurice FORESTIER, - Dominique DELANNOY - Pierre DELCOURT, - Eric MOUTON, - Isabelle ALEXANDRE, - Mathieu DOYER, - Patrick BEST, - Franck BOUCHEZ. <p>Nota : Copie de ce communiqué est jointe au PV de relevé des observations (annexe n° 1)</p>

OEM5	Mrs Etienne et Jacques VIGNON	<p>Mr Etienne VIGNON, agriculteur et maire de Bouchon, déplore que la profession agricole perd à nouveau une emprise de 16,80 Ha de terres labourables pour la tranche JJA 2, en impactant plusieurs exploitations agricoles.</p> <p>Les acteurs territoriaux agricoles (SAFER, Chambre d'Agriculture, syndicats) ne défendent pas suffisamment les enjeux agricoles. Les conventions signées avec les différents autres partenaires ne sont pas assez contraignantes pour le respect de ces engagements, notamment pour compenser les expropriations à valeur égale de surface.</p> <p>On ne peut que déplorer, pour la seconde fois, l'utilisation de beaucoup de foncier pour une construction de moindre étendue de surface au sol.</p> <p>Il serait appréciable que les chiffres d'emploi annoncés puissent être en corrélation avec les infrastructures.</p> <p>Il ne faudrait pas que la main d'œuvre disponible du secteur soit mise à l'écart de ces nouvelles structures de développement.</p> <p>La révision du PLU de Mouflers doit pouvoir profiter au citoyen qui serait en mesure d'amener de nouvelles constructions sur le territoire de la commune (agricoles, maisons individuelles, entreprises ...)</p>
-------------	--------------------------------------	---

		<p>Le projet de JJA 2 n'aura de sens que s'il concilie l'ensemble des acteurs économiques du territoire (Mouflers et la communauté de communes du Ponthieu-Marquenterre), l'agriculture étant un acteur direct de la vie locale.</p> <p>Mr Jacques VIGNON se déclare d'accord avec les remarques précédentes.</p>
--	--	--

• Registre de l'Etoile :

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
OOE1 CRME1	Mme Valérie et Mr Ghislain De Lassus de Saint-Genies	<p>Passage de Mr et Mme De Lassus Saint-Genies, qui se déclarent totalement opposés au projet, et qui remettent une lettre explicitant les motifs de leur opposition, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Préservation de l'environnement naturel</u> : Artificialisation outrancière des campagnes ; massacre du paysage notamment de la vallée de la Nièvre, alors que l'Office du Tourisme se bat pour attirer les touristes. - <u>Préservation du patrimoine picard</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Le projet de JJA impactera le cône de visibilité du château de Vauchelles, datant du 17^{ème} et classé au titre des Monuments Historiques, mettant en péril les actions de préservation déployées par les propriétaires de ce monument classé, ainsi que le foncier du château de Vauchelles. - <u>L'emploi</u> : <ul style="list-style-type: none"> • JJA ne prend aucun engagement écrit sur la réalité des 550 emplois annoncés. Ces emplois seront majoritairement à faible valeur ajoutée. Le type d'implantation prévu de nouveaux emplois sur les localités avoisinantes (petits commerces), tout en créant des emplois en Chine.

Dossier E20000071/80

Demande d'autorisation environnementale en vue de procéder à l'extension d'un centre logistique situé sur le territoire des communes de Mouflers et de L'Etoile, présentée par la société JJA.

T.A d'Amiens

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
		<ul style="list-style-type: none"> - <u>Le bilan énergétique</u> : Le bilan carbone est en réalité catastrophique : <ul style="list-style-type: none"> • Produits stockés fabriqués en Chine et transportés par porte-containers ; • Acheminement sur le site, et réexpédition ensuite, par poids lourds. • Aucun bilan carbone n'est fourni par JJA. Le projet vient en contradiction avec le moratoire souhaité par Mme Pompili, ministre de l'Environnement, pour l'interdiction d'ouverture des entrepôts de logistique en France. - <u>Circulation non maîtrisable des poids lourds</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Contrairement à ce qu'affirme JJA, qui indique que le trafic routier supplémentaire sera exclusivement en provenance ou à destination de l'A 16, et concentré entre deux ronds-points, le MRAe écrit dans son avis : « l'étude de trafic indique qu'environ la moitié du trafic ne passe pas par l'A16, mais par les bourgs environnants ». Dans ce même avis, cet organisme alerte sur l'augmentation de

OOE1	Mme Valérie et Mr Ghislain De Lassus de Saint-Genies	<p>trafic qui nécessitera une adaptation de l'infrastructure routière.</p> <ul style="list-style-type: none"> La population locale devra supporter un trafic incessant de poids lourds entre 05.00 et 22.00, sur l'échangeur de l'A16, la D1001 en provenance ou à destination d'Amiens et d'Abbeville, ainsi que la D1001 puis la D216, en provenance ou à destination de Domart-en-Ponthieu et d'Arras. <p>- <u>Risque Incendie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le procès-verbal d'étude au feu du laboratoire Effectis France n'est plus valable, sa validité étant terminée depuis le 20 février 2013 ; Au regard des stockages prévus (336 000 tonnes), et de la nature de certains produits (aérosols inflammables, produits chlorés,...), il n'est prévu que des systèmes d'extinction à eau (sprinklers), valable pour les feux de classe A et B, mais pas contre ceux de classe C, D et E, nécessitant des extincteurs à poudre ou à gaz ; Le réseau d'eau potable est nettement insuffisant pour arroser les structures en feu (360 m³/h), nécessitant le recours à des sources d'eau complémentaires ; Le site se situe juste sous le seuil du classement Seveso (0,92635 points) ; L'étude réalisée par INERIS (mai 2020), indique l'intervention des services de secours est déconseillée au-delà de l'apparition d'un phénomène de flash over, soit 11 minutes après le départ de feu. Cette même étude conclut que les structures des types de construction retenus ne sont stables au feu que durant 15 minutes. Dès lors, les pompiers n'auraient que 4 minutes pour circonscrire le feu ; JJA a sollicité une dérogation aux normes nationales sur la tenue au feu des bâtiments, notamment pour des cellules de grande hauteur. Aucune réponse n'est consultable aujourd'hui ; <p>- <u>Pollution sonore</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> La conclusion de l'étude acoustique menée par le cabinet VENATECH, pour pallier aux bruits émergents au niveau de la ZER A, propose la construction d'un merlon de terre de 4 m de hauteur. Cette construction n'est pas prévue dans le permis de construire ;
------	--	---

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
OOE1	Mme Valérie et Mr Ghislain De Lassus de Saint-Genies	<p>- <u>Risque pour la santé</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le stockage de produits dangereux impactera fortement la population environnante en cas d'incendie des cellules, ou d'explosion de la chaufferie ; La comparaison avec l'entrepôt d'Argoeuvres, site de JJA nettement plus petit, qui n'a connu aucun incident depuis une dizaine d'années, n'est pas recevable ; Il est insensé de permettre la réalisation du Projet JJA sur un site avoisinant celui d'un méthaniseur en cours de construction, équipement connu pour générer des dangers potentiels pour l'environnement et la population ; <p>- <u>Déni de démocratie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'enquête publique est lancée en pleine période de confinement.

		<ul style="list-style-type: none"> La réunion publique organisée le 08 septembre 2020 à Ailly-le-Haut-Clocher était une mascarade ; - <u>Promesses et approximation</u> : <ul style="list-style-type: none"> Il n'y a pas d'accord avec les propriétaires du château de Vauchelles sur des mesures de réduction d'impact pour l'atteinte au cône de visibilité du château ; JJA n'a pas effectué de photomontages sur l'impact visuel des tours à partir du château, contrairement à ses promesses d'octobre et de décembre 2019 ; La MARE a demandé que JJA produise des engagements de mise en œuvre des mesures pour pallier les émissions de polluants atmosphériques. Aucun engagements n'accompagne le permis de construire et ses annexes ; La MRAe recommande d'améliorer les mesures d'insertion paysagères du projet depuis la D 1001. Aucune mesure n'est envisagée. <p>Une copie de la lettre remise par Mr et Mme Valérie et Ghislain de Lassus Saint-Genies est annexée au PV de relevé des observations (annexe n° 2)</p>
OOE2 CRME2	Mr Jean Garbez, de Ville-le-Marclet	<p>Mr Garbez, qui a déjà remis, en janvier 2019, lors de l'enquête publique menée du 18/12/2018 au 18/01/2019, un courrier détaillant les motifs de son opposition à l'implantation de la plate-forme JJA sur Mouflers, dépose une copie de ce courrier, en y ajoutant une actualisation de ses griefs.</p> <p>Cette personne se positionne contre l'extension de JJA, pour les motifs résumés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Environnement</u> : abandon par JJA de la végétalisation des toitures ; étude hydrogéologique non réalisée depuis 2018 ; forage de la ZAC cité dans le rapport mais non situé ; étude de la capacité de traitement du surplus des eaux usées amenées par le projet dans la station d'épuration du syndicat intercommunal non réalisée ; saturation possible de cette dernière. - <u>Circulation des poids lourds</u> : problème du trafic routier mal appréhendé ; nécessité d'une étude prévisionnelle ; danger du passage de poids lourds dans les centre villes (cotes importantes source d'incident, non-respect des consignes par les transporteurs ou chauffeurs, notamment pour les itinéraires) ; pollution de l'air et pollution sonore. <p>Il y a nécessité de faire réaliser des études par des cabinets indépendants (trafic et pollution)</p>

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
OOE2 CRME2	Mr Jean Garbez, de Ville-le-Marclet	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Incendie</u> : Danger accru en cas d'incendie des 10 tours dont la hauteur accroît le risque incendie ; la stabilité au feu des structures ne répondent pas aux exigences réglementaires, et nécessite l'obtention d'une dérogation ; pas d'avis de la commission départementale d'incendie, ni des pompiers de Flixecourt. - <u>Emploi</u> : les chiffres de création d'emploi annoncés par JJA sont fantaisistes ; la robotisation réduira le personnel nécessaire au stockage (20 personnes pour 10 tours) et ne générera pas d'embauche supplémentaire ; les emplois futurs requièrent une qualification qui ne correspond pas au bassin local d'emploi ; le projet induira la création d'emploi en Chine, mais sera plutôt destructeur chez nous ; mieux vaudrait accueillir des entreprises plus petites, créatrices d'emploi, et sans massacre de la vallée de la Nièvre. <p>La copie du courrier déposée par Mr Garbez le 09/01/2019 dans le registre d'enquête</p>

		<p>publique pour le projet de plate-forme JJA, reprend les mêmes thèmes que ci-dessus, en y reprenant en outre un paragraphe sur la disparition de la biodiversité suite aux travaux.</p> <p>Une copie des courriers de Mr Garbez est jointe au PV de relevé des observations (annexe n° 3)</p>
OOE3 CRME3	Mme Solange Maison, présidente de l'ADSP de Domart-en-Ponthieu	<p>Mme Maison Solange, présidente de l'ADSP de Domart-en-Ponthieu, a collé dans le registre un ensemble de documents (articles de journaux, communiqués divers) axés notamment sur l'opposition aux activités d'Amazon et à l'installation de centres logistiques sur le territoire :</p> <p><u>Articles du Courrier Picard</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article (vraisemblablement de février dernier), sur le futur parc naturel régional Baie de Somme-Picardie Maritime ; Article intitulé « Paris sans masque », non daté et sans indication de provenance ; Trois articles : <ul style="list-style-type: none"> - Un article du 10/10/2020, « Les chefs d'entreprises broient du noir », - Un article du 22/08/2020, « La visite d'Amazon supprimée », Un article du 03/11/2020, sur le soutien au petit commerce de la Chambre de commerce et de l'Industrie ; Deux articles : <ul style="list-style-type: none"> - Du 10/11/2020, « Une taxe sur les ventes d'Amazon ? », - Du 17/11/2020, « Consommateurs ? ». Article du 02/08/2020, « Barbara Pompili : « On passe à la vitesse supérieure » ; Article du 05/11/2020, « 75 € à dépenser localement » ; Article de juin 2020, « Barbara Pompili s'attaque au géant Amazon » ; Une photographie parue le 17/11/2020, dans l'édition Spécial Confinement du quotidien « Encore debout, demain à genoux ». <p><u>Articles d'autres sources</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un article « Continuer à consommer sans être contraints de ne recourir qu'au e-commerce », émanant de la CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises).

Index	Coordonnées du déposant	Enoncé/résumé de l'observation ou du courrier
		<p><u>Autres documents</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux dessins (relevés topographiques) réalisés par elle-même, et relatif à l'impact visuel de la future extension depuis le bourg de Vauchelles, ainsi qu'une carte extraite du dossier d'enquête, pour les points de repères ; Deux photomontages réalisés par elle-même, l'un pour la vue depuis le château, l'autre pour une vue du haut de Mouflers (intersection RN1 et RD185) ; <p>Mme Maison a également joint au registre les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une tribune d'un collectif d'élus et d'acteurs associatifs, du 22/06/2020, parue

		<p>dans « Libération », pour l'adoption d'un moratoire sur les projets d'entrepôts et de méga-centres de tri du e-commerce ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux articulets, non datés, concernant l'entreprise Google et la prévision de mise en place en France du service Google Shopping Actions. <p>Sur plusieurs de ces documents, Mme maison indique qu'elle n'a pas réussi à transmettre ses courriels sur le site dédié de la préfecture d'Amiens (sans autre précision)</p> <p>Les documents transmis par Mme Maison sont annexés au procès-verbal (annexe n° 4)</p>
OOE4	Mr Ghislain TIRMARCHE, Maire de l'Etoile.	<p>Mr Tirmarche déplore que l'extension prévue de JJA prive la commune de l'Etoile de 16 Ha de terrain constructible communal (et des taxes qui pouvaient en découler pour la municipalité).</p> <p>Sur cette parcelle qui a été enlevée, il était possible d'accueillir JJA 1 et 2, voire d'autres entreprises ou commerces, qui auraient également assuré l'emploi.</p> <p>Mr Tirmarche indique que pour l'emploi, il lui est impossible de se situer contre le projet, mais qu'il attend une légitime compensation financière pour sa commune.</p>

5-6-3) Courriels transmis sur le site dédié de la préfecture d'Amiens :

-

Durant le temps de l'enquête, **24 courriels** ont été transmis sur le site dédié de la préfecture d'Amiens, dont **17 (71 %) émanant de la présidente de l'ADSP** de Domart-en-Ponthieu, Mme Solange Maison.

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@1	Anonyme	<p>Transmis le 04/11/2020, faisant état des observations et propositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant l'emploi : <ul style="list-style-type: none"> les emplois prévus ne bénéficieront pas qu'à des demandeurs d'emploi des territoires proches concernés par le projet. C'est probablement de la métropole amiénoise, proche, que proviendront, ou que s'installeront les nouvelles recrues ; le projet, qui consiste à importer notamment des meubles fabriqués en Chine, contribuera à long terme à compromettre la possibilité de relocaliser nos entreprises, alors que la Somme et la vallée de la Domart ont hébergé dans le passé de grands fabricants ; les incidences environnementales du projet et sa consommation d'espaces devraient être mesurées au regard de l'impact global sur l'emploi. Concernant le bilan énergétique :

		<ul style="list-style-type: none"> - Le projet ne comptabilise que les émissions engendrées par les chaufferies et les véhicules présents sur le site. Il conviendrait d'y ajouter l'intégralité des émissions CO² générées par les activités de JJA (transport depuis la Chine, prise en compte du bilan énergétique des centrales charbon fournissant l'électricité aux usines chinoises, ...) • Concernant la consommation d'espaces : <ul style="list-style-type: none"> - Le projet vient en contradiction avec l'objectif de zéro artificialisation nette décidé dans le plan « Biodiversité » de juillet 2018 ; - Le projet permet de contourner les restrictions légales encadrant le développement des surfaces commerciales ; • Concernant le refus d'exploiter les surfaces de toitures pour y implanter des panneaux photovoltaïques : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant justifie son refus en raison d'un doublement du coût d'installation, mais sans quantifier le retour sur investissement. Quel serait, même sans atteindre la rentabilité, l'écart entre cette dernière et le surcoût à l'installation, que l'exploitant pourrait supporter afin de compenser son emprise de terrain ? Exploiter les surfaces de toitures de projets consommables d'espaces devrait être un minimum imposé. • Concernant les corridors écologiques : <ul style="list-style-type: none"> - Le demandeur pourrait proposer une clôture à grandes mailles pour permettre à minima le passage de la petite faune, sans quoi la coût de la clôture ne devrait pas figurer parmi les mesures prise en faveur de l'environnement, clôturer le site constituant un élément défavorable. • Concernant la prise en compte des observations faites lors des enquêtes publiques : <ul style="list-style-type: none"> - Les réponses apportées par le pétitionnaire aux observations du public sont souvent exhaustives, à défaut d'être toujours pertinentes. Les pétitionnaires répondent, légitimement, à leur avantage, quitte à éluder des sujets gênants. Une exhaustivité apparente dans les réponses peut influencer un avis favorable du commissaire enquêteur, indépendamment du fond, alors que ce dernier n'est pas un expert et que son appréciation des réponses apportées par le pétitionnaire ne saurait acter une prise en considération effective et argumentée du fond des observations et propositions du public. La prise en compte du seul avis du commissaire enquêteur par l'autorité compétente ne saurait constituer une prise en considération effective des propositions et observations émises lors de l'enquête.
--	--	---

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>L'enquête publique amène peu de réelles prises en considération des observations et propositions du public se traduisant par des modifications des projets présentés. Il pourrait y avoir un second avis de la MRAe, portant sur le fond des réponses apportées par le pétitionnaire, et détaillant les réserves à mettre en conclusion d'enquête.</p> <p>Nota : Ce courriel comporte, en page 5, la liste des sources utilisées par le rédacteur.</p>

		Une copie du courriel reçu figure en annexe n° 5 au PV de relevé des observations, joint au présent rapport.
C@2	Anonyme	<p>Transmis le 30/11/2020, s’opposant au projet en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du trafic et des nuisances et incidents qu’il générera ; • Du stockage de matières dangereuses ; • De l’inconnu des dispositions prises par l’exploitant pour prévenir la population en cas d’incident grave. <p>Une copie du courriel reçu figure en annexe n° 6 au PV de relevé des observations, joint au présent rapport</p>
C@3	Mme MAISON Solange, présidente de l’ASDP.	<p>Transmis le 01/12/2020, émanant de Mme Maison, conseillère municipale de Domart-en-Ponthieu, et présidente de l’ADSP.</p> <p>Cette personne a transmis 4 documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie d’une lettre adressée aux élu(e)s de la communauté de commune de Nièvre Somme ; • Copie d’un communiqué de presse, établi par l’ADSP (Amiens, le 26 novembre 2020) • Une copie d’un article intitulé « Paradoxe pour JJA Flixecourt » <u>Nota</u> : cet article est paru dans la rubrique Courrier des lecteurs, du « Courrier Picard » du 30/11/2020. • Une copie de la lettre de Mr et Mme de Lassus Saint-Genies remise lors de la permanence du 17/11/2020 <p>Une copie du courriel et des documents reçus figurent en annexe n° 7 au PV de relevé des observations, joint au présent rapport.</p>

N° d’ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@4	Mr René LOGNON, Président de la Communauté de Communes Nièvre et Somme	Courriels transmis le 02/12/2020 :

Monsieur le Commissaire-enquêteur
Enquête publique JJA

Le lundi 30 novembre 2020

Objet : Observation formulée dans le cadre de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur la ZAC des Hauts Plateaux – à joindre au registre

M. Le Commissaire-enquêteur,

Dans le cadre de la procédure d'enquête publique sur la demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique de la société JJA, je vous informe que les élus du syndicat mixte des Hauts Plateaux émettent un avis favorable à cette deuxième phase d'implantation de cette société sur la ZAC des Hauts Plateaux.

En effet, cette ZAC intercommunautaire dont la Région des Hauts de France est un des membres fondateurs a été créée afin de permettre l'implantation d'activités économiques dans un bassin d'emplois durement affecté par le chômage et les problématiques de mobilité professionnelle de la population. La disponibilité foncière, la localisation géographique et la proximité avec le site exploité par cette même société sur la ZAC des bornes du temps sont autant d'arguments qui ont retenu l'attention de la société JJA pour ce nouveau site logistique.

Les services de l'Etat et les collectivités locales se sont toujours investis afin de faciliter et d'accompagner la société JJA dans ce projet créateur de près de 500 emplois à terme et représentant un investissement de plus 150 millions d'euros.

Cette implantation d'entreprise revêt une importance capitale pour le territoire et concourra dans les années futures à son dynamisme et son développement. Elle concrétise les efforts humains et financiers développés par le Syndicat Mixte des Hauts Plateaux depuis sa création.

Dans un contexte socio-économique difficile, de politiques publiques contraintes, de crise sanitaire dont les effets négatifs risquent de se multiplier en 2021, la réalisation de la 2^{ème} phase de la société JJA constitue une opportunité pour la communauté de communes Nièvre et Somme afin de développer de nouveaux services à sa population, de favoriser l'accès à l'emploi et de pérenniser le tissu entrepreneuriale.

Conscient des enjeux d'un tel projet en matière de protection de l'environnement, je vous confirme que la Communauté de communes investit déjà énormément par la protection des milieux aquatiques (études de bassin versant, restauration de la continuité écologiques des cours d'eau, schéma directeur de gestion des eaux pluviales dans les PLUI) par la valorisation de son patrimoine architectural (préservation et aménagement d'un ancien prieuré à Moréaucourt, visite publique commentée des principaux sites architecturaux du territoire), respect des réglementations

C@4

Mr René LOGNON,
Président de la
Communauté de
Communes Nièvre et
Somme

SMHP

SYNDICAT MIXTE DES HAUTS PLATEAUX

111


environnementales dans chaque dossier présenté (étude d'impact, loi sur l'eau, mesures de compensations collectives agricoles, neutralisation des consommations foncières agricoles dans le cadre de cette procédure avec dézonage de terres aujourd'hui constructibles).


C'est pour ces raisons, mais plus généralement, pour le développement de la Communauté de Communes et de sa population, que je souhaite voir cette procédure aboutir.


Je vous remercie de l'intérêt que vous consacrerez à ce courrier, et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'expression de mes meilleurs sentiments.


Le président
Du Syndicat Mixte des Hauts Plateaux
René LOGNON



N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@5	Mr René LOGNON, Président de la Communauté de Communes Nièvre et Somme	<p>Sujet : [INTERNET] enquête publique: installations classées pour la protection de l'environnement - société JJA - Communes de l'Etoile et Mouflers</p> <p>De</p> <p>Date : 02/12/2020 14:29</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr></p> <p>Madame la Préfète,</p> <p>Je vous prie de trouver ci-joint la motion prise par les élus de la Communauté de Communes Nièvre et Somme le 1^{er} décembre 2020 ainsi que le courrier de M.LOGNON, Président de la CC Nièvre et Somme, en ce qui concerne le PC et le dossier ICPE déposés par la société JJA sur les communes de l'Etoile et Mouflers.</p> <p>Vous en souhaitant bonne réception,</p> <p>Sincères salutations :</p> <div data-bbox="478 504 821 638"> <p>LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</p>  <p>Un territoire à Découvrir</p> </div> <p>COMMUNAUTE DE COMMUNES NIEVRE ET SOMME</p> <p>MOTION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE</p> <p>REUNI EN SEANCE DU 1^{ER} DECEMBRE 2020</p> <p>Objet : Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur la zac des Hauts Plateaux</p> <p>EXPOSE DES MOTIFS</p> <p>La Communauté de Communes du Val de Nièvre et Environs, devenue Nièvre et Somme depuis la fusion avec la Communauté de Communes Ouest et Amiénois au 1er janvier 2017, s'est toujours fortement mobilisée en faveur du développement économique eu égard à son histoire industrielle, à ses pertes d'emplois considérables sur plusieurs décennies et à son indispensable reconversion territoriale.</p> <p>Le développement des zones d'activités des hauts du Val de Nièvre (aujourd'hui entièrement commercialisées), des ZAC des Bornes du Temps 1 & 2 (disponibilités foncières se réduisant rapidement) ont permis à notre territoire d'enrayer le déclin économique et de permettre l'émergence de nouvelles potentialités économiques depuis le début des années 2000.</p> <p>Dans un contexte de raréfaction du foncier disponible sur les zones d'activités, les élus de la communauté de communes Nièvre et Somme se sont associés avec leurs homologues de la Communauté de communes du Ponthieu Marquenterre afin de développer un nouvel espace d'accueil des entreprises, dans un bassin d'emplois toujours fortement touché par le chômage ainsi que les problématiques d'insertion socio-économiques et de mobilité professionnelle malgré les efforts entrepris.</p> <p><u>La zone d'activités des Hauts Plateaux</u> est née de cette coopération territoriale, soutenue par la Région des Hauts de France, soucieuse de mutualiser les engagements financiers d'une telle opération mais également dans une volonté de partager les retombées économiques et les emplois sur un territoire élargi.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@5	Mr René LOGNON, Président de la Communauté de Communes Nièvre et Somme	<p>Cette approche « intercommunautaire » concrétisée par la création du <u>SYNDICAT MIXTE DE HAUTS PLATEAUX</u>, évite les concurrences locales, la multiplication des zones d'activités (dans un contexte de limitation des emprises sur les terres agricoles) et optimise l'efficacité dans la gestion des finances publiques.</p> <p>ENJEUX</p> <p>Les services de l'Etat et les collectivités locales se sont toujours investis afin de faciliter et d'accompagner la société JJA LOGISTIQUE dans son projet d'implantation sur la zac des hauts plateaux ; projet créateur de près de 500 emplois à terme et représentant un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros.</p> <p>Cette implantation, <u>vitale pour notre territoire</u>, permet de concrétiser les efforts engagés depuis de nombreuses années maintenant et conforter les orientations stratégiques décidées par l'ensemble des élus de notre intercommunalité qui réitèrent leurs engagements à accompagner l'entreprise dans son choix d'implantation.</p> <p>Ce projet, dans sa deuxième phase, constitue également un choix fort dans <u>une période socio-économique troublée</u> par la crise sanitaire et laisse entrevoir des opportunités positives en termes de <u>créations d'emplois et d'activités économiques</u> en 2021.</p> <p>Les engagements formulés par la société JJA (orientation du trafic routier vers l'autoroute A16, création d'emplois, travaux confiés en grande partie à des entreprises locales, effets induits pendant la phase travaux) ont été à chaque fois respectés et confirment les relations partenariales tissées avec cette société qui souhaite aujourd'hui poursuivre son développement.</p> <p>En plus des enjeux socio-économiques susmentionnés, les élus, membres du Conseil communautaire, sont également conscients des enjeux environnementaux nécessairement liés à un tel projet d'implantation.</p> <p>Ils tiennent ici à rappeler la politique environnementale très forte développée par l'EPCI en termes de protection des milieux aquatiques : études et travaux sur bassins versants, restauration de la continuité hydro-écologique des cours d'eau, schéma directeur de gestion des eaux pluviales dans les PLUI, plans de gestions annuels des rivières...</p> <p>La CCNS est également engagée dans la valorisation de son patrimoine architectural : préservation et aménagement d'un ancien prieuré à Moréaucourt, visites publiques commentées des principaux sites architecturaux du territoire...</p> <p>Bien entendu, elle veille et continuera à veiller au respect scrupuleux des réglementations environnementales dans chaque dossier présenté : études d'impacts, loi sur l'eau, mesures de compensations collectives agricoles, neutralisation des consommations foncières agricoles dans le cadre de cette procédure avec dézonage de terres aujourd'hui constructibles.</p> <p>DECISION</p> <p>Au regard de ce qui précède, le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, réuni en séance du 1^{er} décembre 2020, par</p> <p>49 VOIX POUR 0 VOIX CONTRE 1 ABSTENTION</p> <p>EMET UN AVIS TRES FAVORABLE AU PROJET D'IMPLANTATION DE LA SOCIETE JJA LOGISTIQUE - PHASE 2 – SUR LA ZAC DES HAUTS PLATEAUX</p> <p>SOLLICITE QUE CETTE MOTION SOIT PRISE EN COMPTE DANS LE CADRE DES PROCEDURES REGLEMENTAIRES EN COURS SE RAPPORTANT A CE PROJET VITAL POUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES NIEVRE ET SOMME</p> <p>FAIT POUR VALOIR CE QUE DE DROIT</p> <p>A FLIXECOURT</p> <p>LE 1^{ER} DECEMBRE 2020</p> <p>LE PRESIDENT, RENÉ LOGNON</p> 

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@6	Mr René LOGNON, Président de la Communauté de Communes Nièvre et Somme	<p>  </p> <p style="text-align: right;"> Monsieur le Commissaire-enquêteur Enquête publique JJA Le lundi 30 novembre 2020 </p> <p> Objet : Observation formulée dans le cadre de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur la zac des Hauts Plateaux – à joindre au registre </p> <p>M. Le Commissaire-enquêteur,</p> <p>La Communauté de Communes du Val de Nièvre et Environs, devenu Nièvre et Somme depuis la fusion avec la Communauté de Communes Ouest et Amiénois au 1^{er} janvier 2017, s'est toujours fortement mobilisée en faveur du développement économique eu égard à son histoire industrielle et à sa reconversion territoriale.</p> <p>Le développement des zones d'activités des hauts du Val de Nièvre (aujourd'hui entièrement commercialisée) , des ZAC des Bornes du Temps 1 & 2 (disponibilités foncières se réduisant rapidement) ont permis à notre territoire d'enrayer le déclin économique et de permettre l'émergence de nouvelles potentialités économiques depuis le début des années 2000.</p> <p>Dans un contexte de raréfaction du foncier disponible sur les zones d'activités, les élus de la communauté de communes Nièvre et Somme se sont associés avec leurs homologues de la Communauté de communes du Ponthieu Marquenterre afin de développer un nouvel espace d'accueil des entreprises.</p> <p>La zone d'activités des Hauts Plateaux est née de cette coopération territoriale, soutenue par la Région des Hauts de France, soucieuse de mutualiser les engagements financiers d'une telle opération mais également dans une volonté de partager les retombées économiques et les emplois sur un territoire élargi.</p> <p>Cette approche « Inter-communautaire » évite les concurrences locales, la multiplication des zones d'activités (dans un contexte de limitation des emprises sur les terres agricoles) et optimise l'efficience dans la gestion des finances publiques.</p> <p>L'implantation de la société JJA permet de concrétiser les efforts engagés et conforter les orientations stratégiques décidées par l'ensemble des élus de notre intercommunalité qui réitèrent leurs engagements à accompagner l'entreprise dans son choix d'implantation.</p> <p>Cette 2^{ème} étape de leur projet d'implantation sur la zac des Hauts Plateaux constitue également un choix fort dans une période socio-économique troublée par la crise sanitaire et laisse entrevoir des opportunités positive en création d'emplois et d'activités économique en 2021.</p> <p>Les engagement formulées par la société JJA (orientation du trafic routier vers l'autoroute A16, création d'emplois, travaux confiés en grande partie à des entreprises locales, effets induits pendant la phase travaux) ont été à chaque fois respectés et confirment les relations partenariales tissées avec cette société.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@6	Mr René LOGNON, Président de la Communauté de Communes Nièvre et Somme	<p data-bbox="459 145 802 275"> <small>LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</small> Nièvre & Somme <small>Un territoire à Découvrir</small> </p> <p data-bbox="486 421 1385 479">Je vous remercie de bien vouloir prendre en considération ce courrier dans le cadre de l'enquête que vous conduisez.</p> <p data-bbox="486 499 1434 557">Je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire-enquêteur, l'assurance de ma considération distinguée.</p> <p data-bbox="1038 580 1375 712"> Le président De la Communauté de Communes Nièvre et Somme René LOGNON </p>  <p data-bbox="448 987 1505 1059">Les copies des courriels de Mr Lognon sont annexées au complément au PV d'observations transmis le 09/12/2020 au pétitionnaire (annexes 1 et 2).</p>
C@7	Anonyme	<p data-bbox="459 1144 962 1317"> Sujet : [INTERNET] enquête publique Mouflers - L'Etoile De : Date : 03/12/2020 10:04 Pour : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr </p> <p data-bbox="459 1368 1501 1709"> Bonjour, je suis une habitante de Domart en Ponthieu. Je m'interroge sur l'implantation d'un énorme entrepôt sur le territoire de Mouflers qui agrandira la 1ère phase de JJA. - Pourquoi avoir pris des terres agricoles pour les bétonner afin d'y mettre un bâtiment d'une telle ampleur avec des tours dépassant la hauteur des arbres. (Les séquoias mettent 220 ans pour atteindre 45 mètres de haut...). La biodiversité va être détruite . - Il n'y aura pas d'emplois significatifs car les robots se chargeront de préparer les commandes alors que plusieurs ateliers d'artisans peuvent faire travailler plus de monde et sur des échelles de grandeur moindre. - La nuisances des transports par voie routière seront d'ordre auditive, olfactive et visuelle vu le nombre de camions arrivent et repartant pour les livraisons sur une fourchette horaire large. De plus une petite précision, une crèche est en construction à Domart en plein milieu du virage d'entrée du village juxtaposant la départementale qui sera utilisée par ces transports. - Les produits contenus dans cet entrepôt sont pour la plupart inflammables et seront à côté d'un méthaniseur (source quelque peu dangereuse...). A vous de voir les soucis que l'accumulation de bâtiments à type "dangereux" peut entraîner dans cette vallée en cas d'incendie. </p> <p data-bbox="448 1727 1505 1798">La copie de ce courriel est annexée au complément au PV d'observations transmis le 09/12/2020 au pétitionnaire (annexe 3).</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@8	Courriel de Mr Garbez Jean, de Viile-le-Marclet	<p>Sujet : [INTERNET] Projet extension J.J.A. plateforme logistique à Flixecourt</p> <p>De :</p> <p>Date : 03/12/2020 12:21</p> <p>Pour : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr</p> <p>Madame la Préfète,</p> <p>J'ai l'honneur de vous adresser en pièce jointe, la copie des observations que j'ai déposées en mairie de L'Etoile, auprès du Commissaire enquêteur, concernant le dossier référencé.</p> <p>J'ajoute que je ne comprends pas qu'avant la clôture d'une enquête réalisée dans les conditions difficiles d'un confinement, les Communautés de Communes puissent influencer l'avis du public par une motion favorable au projet, et largement diffusée.</p> <p>Avec mes sentiments respectueux</p> <p>Ville Le Marclet</p> <p>Nota : Les pièces jointes par Mr Garbez à son courriel figurent en annexe n° 3 dans le PV de relevé des observations transmis au pétitionnaire le mardi 08 décembre 2020 (Lettre de Mr Garbez).</p>
C@9	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m3b Enquêtes publiques installation classée pour la protection de l'environnement-commune de l'étoile et Mouflers</p> <p>De :</p> <p>Date : 03/12/2020 23:28</p> <p>Pour : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr</p> <p>M3b</p> <p>Bonjour Monsieur Deboevre n'</p> <p>Comme indiqué dans le précédent mail, je précise à nouveau que nous sommes, en tant qu'association, totalement opposé au projet d'extension de JJA sur la ZAC des hauts plateaux.</p> <p>Les pièces jointes qui suivent issues du document du PLU de Mouflers après mise en compatibilité, notifient en pièce 1 que la zone 1AUa comporter des exigences en termes de hauteur maximale de construction et qu'à présent la zone 1AUB ne comporte plus de clause sur ce sujet (Pièce 2)</p> <p>La pièce 3 rappelle l'origine de ces documents extraits.</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Nota : Les pièces jointes (3 extraits du PLU de Mouflers) figurent en annexe n° 5 dans le complément au PV de relevé des observations transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@10	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m3c Enquêtes publiques- établissement classé pour la protection de l'environnement- commune de l'Etoile et Mouflers</p> <p>De :</p> <p>Date : 03/12/2020 23:52</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>,'</p> <p>-</p> <p>mail 3c la chambre d'Agriculture et les préconisations en matière de transferts de zonages.</p> <p>Monsieur Deboevre, enquêteur public,</p> <p>L'ADSP réitère son opposition farouche à l'extension du centre logistique JJA sur la ZAC des hauts plateaux aux motifs de non-respect de la clause concernant la consommation foncière induite et le non-respect de l'engagement de JJA dans la démarche de compensation collective agricole pour reconstituer le potentiel agricole définitivement perdu par l'extension de cette plate-forme !</p> <p>Dans le rapport de présentation, il était prévu d'ajouter une zone 1AUB ayant des contraintes différente de la zone 1AUA. Les conditions de l'échange de zonages n'ayant pas été effectué et la compensation collective agricole n'ayant pas été respectée dans le cadre de l'approbation du PLU de la CCNS le 25 février 2020, nous ne pouvons que déplorer la perte définitive du potentiel agricole local et global, le manque de respect des engagements.</p> <p>Que ça veut dire des autres engagements oraux relatif à la circulation des poids lourds, de l'emploi pérenne... Dès lors où les engagements écrit ne sont pas tenus !</p> <p>Il s'agit pourtant d'une clause qui n'était pas incontournable !</p> <p>Le fait que la préfecture réclame également en vain qu'une clause indiquant la hauteur maximale sur la zone 1AUB ne soit pas prise en considération ne laisse rien présumer de bon pour de futurs éventuels projets faramineux !</p> <p>Pour toutes ces raisons, la question de confiance se pose !</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Nota : La pièce jointe par Mme Maison (lettre du 19/02/2020 de la Chambre d'Agriculture de la Somme) figure en annexe n° 6 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@11	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m3d Enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement-Communes de l'Etoile et Mouflers</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 00:10</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>,'</p> <p>Monsieur Deboevre, enquêteur public,</p> <p>En l'absence de Scott sur la communauté de Communes du Ponthieu Marquenterre, une demande de dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation d'un certain nombre d'hectares a été demandé par la CCPM et des observations de la CCPM sur la décision préfectorale suite à l'arrêté du 6 avril 2020.</p> <p>Dans l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2020 cette demande de dérogation a été quelque peu modifiée et les réserves reformulées mais nous comprenant que la préfète confirme son feu vert quand au fait que" les terres agricoles en bordure de la ZAC des hauts plateaux soient urbanisées pour la réalisation du projet JJA phase 2 dans la mesure où 16,8 hectares de terres à urbaniser sur la même zone seront rendus à l'agriculture sur la communauté CCNS, ainsi autorisé à modifier en conséquence le PLU de la commune de Moufflers.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Le rapport de la MRAE numéro 2019-4093 page 3 fourni en pièce jointe stipule que" en mesure compensatoire, la partie de la zone d'aménagement concertée des hauts plateaux située à l'ouest de la route départementale 1001 soient 38 hectares ne devrait plus être ciblée dans le potentiel foncier à vocation économique du territoire et serait rendue à l'agriculture dans le cadre de la révision du SCOT du Grand amiénois engagé en 2019. L'autorité environnementale demande de garantir cette mesure de compensation".</p> <p>Nous sommes passés d'une superficie de 38 hectares de compensation à 16,8 ha proposés par la Préfecture soit plus de la moitié qui a disparue en terme de compensation !</p> <p>De plus il s'avère que le PLUI approuvé par la CCNS le 25 février 2020 n'a pas tenu compte de cette réserve en aucun cas. Et que c'est 16,8 hectares non pas été placés en zone agricole sur le territoire appartenant à l'Etoile à l'ouest de la ZAC des hauts plateaux et de la route départementale 1001 !</p> <p>La proposition de refaire des chemins agricoles à cause de la disparition d'un certain nombre d'autres chemins agricoles sur la zone potentiellement impactée n'a pas non plus été mise en œuvre sur le territoire de Ville le Marcllet dans le cadre du PLUI approuvé le 25 février 2020 ! Malgré les propositions faites par la CCPM elle-même (document 23 du dossier) !</p> <p>La mise en compatibilité consiste à créer une zone d'urbanisation future 1AUB de 24,1 hectares avec un règlement écrit autorisant les entrepôts logistiques de grande hauteur ! Au passage, la clause de limitation de hauteur a disparu alors même que la préfecture la réclamait !.</p> <p>Pour créer cette zone 16,8 hectares d'espaces actuellement de la zone agricole seront définitivement voués à l'urbanisation.</p> <p>Les mesures de compensation ne sont nullement prises en compte par les communautés de communes parties prenantes, ni par le syndicat mixte des hauts plateaux qui en est une émanation !</p> <p>Les conditions qui avaient été maintenues n'ont pas été respectées dans le cadre du PLUI CCNS ni pour le moment en terme écologique et environnemental !</p> <ul style="list-style-type: none"> -il s'agit de maintenir un corridor entre le bois Melan et le bois des dames permettant la circulation des espèces -il s'agit de soigner l'insertion paysagère des constructions situées dans la zone 1AUB - il s'agit de faciliter le franchissement de la clôture pour les petits animaux rampants grâce aux ouvertures en bas de clôture permettant le passage des amphibiens et des petits mammifères. <p>Sur ce point effectivement les grands mammifères ayant déjà fui le site à cause des bruits de construction et de la luminosité permanente ont été sacrifié sur l'autel de la mondialisation des transports et du commerce !</p> <ul style="list-style-type: none"> -il s'agit de privilégier une végétation spontanée en fond de bassin d'infiltration des eaux pluviales et sur les berges, dans les noues de temporisation et d'infiltration des eaux pluviales. - il s'agit de mentionner une hauteur maximale de bâtiment dans l'orientation d'aménagement et de programmation produite sur la zone 1AUB. - parmi les préconisations nous avons vu que l'engagement de compensation du volume de consommation foncière de 16,8 hectares n'a pas été tenue dans le cadre du PLUI de la CCNS ! <p>Pour ce qui concerne la seconde préconisation de favoriser un échange politique entre les différentes collectivités porteuses de documents de planification et d'urbanisme, sur la rétrocession à l'agriculture d'une zone à urbaniser de 16,8 hectares sur le territoire de la commune de l'Etoile ... Tout ceci n'est resté qu'un vœu pieux dans la mesure où il n'est pas une obligation mais une simple préconisation, contraire aux principes nouveaux de 0 % de nouvelles imperméabilisations de terres agricoles sans compensation !</p> <p>Pour toutes ces raisons parmi tant d'autres, nous nous opposons de façon farouche à l'extension de JJA phase 2 , centre logistique entièrement automatisé avec 10 tours EGHA + 4 rehaussées et automatisées sur la ZAC des hauts plateaux!</p> <p>Présidente ASDP Association de défense et de sauvegarde du patrimoine</p> <p>Nota : Les documents joints par Mme Maison (lettre de la préfète de la Somme du 01/07/2020 au président de la communauté de communes du Ponthieu -Marquenterre, et arrêté préfectoral du 01/07/2020) figure en annexe n° 7 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>

C@13	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m4b Enquête publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement-commune de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 00:56</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>, l</p> <p>m4b</p> <p>Monsieur Deboevre,</p> <p>Lors de la réunion d'informations publique, le mardi 8 septembre 2020, qui s'est tenue à Ailly-le-Haut-Clocher, monsieur Chonik, représentant JJA, s'est engagé à ce que les véhicules poids lourds et fourgons dans l'exercice de JJA phase 1 empruntent l'autoroute à l'aller et au retour. Nous demandons en tant qu'association à ce que cet engagement soit pris par écrit et qu'il soit joint à l'enquête publique, de telle manière à ce que ces engagements soient respectés et puissent faire l'objet de contradictions en cas de non respect et au cas où nous serions amenés à nous retrouver au tribunal administratif avec ce permis de construire JJA 2.</p> <p>Il est évident que lorsque JJA phase 1 va démarrer, nous serons comptables sur l'évolution de ce trafic et sur les itinéraires empruntés. Cette phase JJA 1 va donc servir de cobaye! Tout en espérant que ce cobaye n'en soit pas un et qu'il n'y ait pas de phase 2!</p> <p>Les paroles s'envolent alors que les écrits restent. Nous espérons que JJA tienne ses engagements sur la phase 1 et que l'on ne parle plus de phase 1 ni 2 mais simplement de JJA.</p> <p>D'autant que la page 31 du résumé non technique fourni lors de l'enquête publique pour l'extension de JJA ne prend pas cet engagement bien au contraire !</p> <p>Un JJA, ça va ! Deux JJA, bonjour les dégâts !</p> <p>!</p> <p>Présidente ASDP</p> <p>Nota : Les 2 pièces jointes à ce courriel (extrait du dossier JJA : 3-2-6-4 – Voies de circulation, et un article du « Courrier Picard » : « Environnement ou emploi, il faut choisir ») figurent en annexe n° 9 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@14	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m5b Enquêtes publiques- établissement classé pour la protection de l'environnement- Commune de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 01:21</p> <p>Pour :</p> <p>enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr></p> <p>M5b demande engagement écrit pour l'emploi pérenne</p> <p>Monsieur Deboevre,</p> <p>Lors de la réunion publique d'informations le 8 septembre, monsieur Chonik, représentant JJA, a précisé que 42 emplois étaient prévus initialement pour JJA phase 1 avec à l'horizon 2027 environ 200 à 250 emplois à durée indéterminée.</p> <p>Nous demandons à ce que cet engagement soit écrit et fourni à l'enquête publique JJA phase 2 de manière à en être comptable si la phase 2 à l'étude devait continuer son chemin au-delà dans le temps.</p> <p>Comme précédemment, les paroles s'envolent mais les écrits restent et permettent de tenir les engagements, conformément aux valeurs de JJA, comme monsieur Chonik nous a certifié.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
------------	---------	----------------------------

Ces emplois seront, selon ses dires, tous à temps plein. C'est assez surprenant car certaines employées pourrait souhaiter travailler à 80 % mais n'en n'auront pas forcément la possibilité ?!

Des aménagements seraient prévus de manière à permettre l'embauche de femmes et non pas seulement d'hommes pour déplacer des colis d'une vingtaine de kilos à longueur de journée!

Bien des femmes sont capables de déplacer des colis de 20 kg à longueur de journée et cet aspect développé par Monsieur Chonik m'avait quelques peu interpellée et il faut bien le dire déplu !

Quoi qu'il en soit, déplacer des colis d'une vingtaine de kilos à longueur de journée implique forcément des fatigues dorsales et des souffrances musculo-squelettiques, qui expliquent que la politique de l'entreprise est davantage d'employer des personnes en mission intérimaire, quitte à répéter trois ou quatre fois la mission, et ensuite ne plus reprendre les personnes plus fragilisées qui restent chez elles en attendant que le téléphone sonne! J'ai rencontré quelques employés en intérimaires à JJA argües lors des boîtages pour informer de l'enquête publique concernant la modification du PLU. Je n'invente rien.

Ce volet sur l'embauche en contrat à durée indéterminée est vraiment un volet crucial à nos yeux et l'on ne saurait prétendre embaucher en contrat à durée indéterminée sans procéder comme tel, sous peine de devoir en rendre compte lors du suivi de l'étude éventuelle de JJA phase 2. À présent il n'est plus question ni d'intérim, ni d'embaucher des femmes !

Il est juste question dans les dossiers fournis par JJA pour l'enquête publique actuelle d'automatisation complète sauf 2 tours de l'actuelle JJA, puisque les quatre autres vont être réhaussées à 23 m et entièrement automatisées. Il y est précisé que c'est EGHA strictement interdite au personnel à l'exception du binôme en charge de la surveillance !

Etant moi-même diplômée en ressources humaines, je ne suis pas dupe des stratégies et des politiques en matière d'emploi ! D'ailleurs, tous les riverains interpellés sur cette question sont d'avis qu'il n'y aura pas d'embauche si ce n'est au compte-goutte !

Présidente ADSP

Nota : Les 2 pièces jointes à ce courriel (plaquette de présentation JJA, et article du « Courrier Picard » : « Environnement ou emploi, il faut choisir ») figurent en **annexe n° 10 dans le complément** au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.

C@15

Mme
Solange
MAISON
Présidente
de l'ASDP
de
Domart-en-
Ponthieu

Sujet : [INTERNET] m4c trafic

De :

Date : 04/12/2020 02:25

Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>, l

M4c trafic

Bonjour Monsieur Deboevre

La pièce jointe issue du journal d'Abbeville du 15 juillet titre "Solange Maison veut barrer la route aux camions de JJA" a été repris dans la pièce jointe suivante par le maire de Flixecourt Monsieur Patrick Gaillard dans le journal d'Abbeville du 5 août 2020 avec tout ce qu'il faut de démagogie puisque cet arrêté date de plus de 20 ans et que pour le moment ils sont encore à sa recherche et la municipalité n'a jamais cherché à stopper ce flux permanent de camions de 7000 véhicules par jour sur cette route 2001 comme l'article l'indique!

Depuis cet article, rien n'a changé ! La gendarmerie nationale n'a pas été sollicitée. En tous cas, chaque fois que je vais à Flixecourt, je vois toujours autant de camions, avant même la mise en service de JJA phase 1. Lorsque je distribuais des tracts dans le village ou des affiches sur les vitrines pour appeler la population à se prononcer sur la modification du PLU de Mouflers et notamment la circulation dans le bourg limitrophe, les personnes que je rencontrais me disaient toutes que la circulation est infernale et que c'est comme ça depuis toujours ! J'ai passé des heures à distribuer des tracts dans les boîtes aux lettres et je n'ai pas vu l'ombre d'un képi à la ronde !

Monsieur le Maire, Patrick gaillard, sentant que la grinche commence à monter de la part de certains habitants doit présumer qu'il vaut mieux communiquer sur cette interdiction aux camions de plus de 7 tonnes 5 de traverser la ville sans pour autant modifier quoi que ce soit jusqu'à présent ! Je note que le titre ressemble fort à celui qui me concernait dans l'article du 15 juillet et j'en suis quelque peu valorisée...

Je préférerais que ce soit suivi d'effets même si cela doit se répercuter sur notre village de Domart qui en assumerait des conséquences avec un report de circulation !

Sachez que la commune de Saint-Riquier a aussi pris un arrêté municipal interdisant la circulation des poids lourds au sein du village il y a quelques semaines.

Je fournis donc à nouveau le document du résumé non technique page 31 concernant le trafic routier dont une grande partiesera canaliser par la route départementale 1000 un pour être ensuite distribué vers l'agglomération de Flixecourt en restant sur la départementale 1001 en direction du sud !

Pourquoi diable JJA n'a-t-il pas modifié son résumé non technique déposé le 3 novembre 2020 en mairie de Mouflers est en mairie de l'étoile ainsi que sur le site de la préfecture, dans le cadre de l'enquête publique pour l'extension de JJA ?

La réponse est probablement parce qu'il n'y a pas de respect des résidents riverains !

Peut-être ne méritons nous même pas que l'on se donne la peine de nous mentir ?

Présidente ADSP

Nota : Les 4 pièces jointes à ce courriel :

- 3 articles du « Courrier Picard » : « Solange Maison veut couper la route aux camions de JJA », « La communauté de communes du côté de JJA », « Le maire cherche comment faire stopper les camions » ;
 - 1 article du « Journal d'Abbeville » : Flixecourt-Le maire cherche comment stopper les camions ;
 - un extrait du dossier JJA : « 3-2-6-4 – Voies de circulation »
- figurent en annexe n° 11 **dans le complément** au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.

C@16

Mme
Solange
MAISON
Présidente
de l'ASDP
de
Domart-en-
Ponthieu

Sujet : [INTERNET] M8 Enquêtes publiques- établissement classé pour la protection de l'environnement- Commune de Mouflers et l'Etoile

De : <[mailto:Solange.Maison@domart-en-ponthieu.fr]>

Date : 04/12/2020 03:09

Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr> ,

m8 permis de construire du méthaniseur et absence d'étude d'impact

Bonjour Monsieur Deboevre,

L'absence d'étude d'impact sur le projet de méthaniseur et donc l'absence d'étude des risques potentiels sur JJA phase 1 et sur le projet de JJA2 phase 2 est pour le moins surprenante !

Pour compléter, j'envoie l'arrêté d'enregistrement préfectoral en date du 19 mai 2020.

En effet, le dossier JJA déposé dans le cadre de l'enquête regorge dans le classeur 3 de l'étude

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>concernant les dangers liés à l'entrepôt des marchandises au sein du centre logistique et offre un catalogue impressionnant d'accidents intervenus dans différentes structures.</p> <p>Si l'on avait cumulé lors d'une étude d'impact l'accidentologie lié au méthaniseur, et au risque cumulé du site Seveso seuil bas BEAURAIN GAZ, pré-existant au sein de la ZAC des hauts plateaux, on aurait une somme globale de risques défilant toute concurrence. Four à gaz et un centre de production et de distribution de gaz butane et propane situé dans la ZAC des hauts plateaux du Val de Nièvre à 1,25 km au sud de JJA. Cette information se trouve dans le résumé non technique page 28.</p> <p>Un site, même seul, comporte des risques.</p> <p>Deux sites multiplient les risques au minimum par 2. Cumulé un 3e site, en l'occurrence le méthaniseur agrio bio, sans étude d'impact, l'équation est alors sans nul doute multipliée par 3.</p> <p>Si l'on ajoute ses 3 sites à risques, le risque global devient exponentiel!</p> <p>Présidente ASDP</p> <p>Nota : Les 3 pièces jointes à ce courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté de la préfète de la Somme, du 06/11/2019 (décision de dispense d'étude d'impacts pour projet Agri Bio Energies de Mouflers) ; - arrêté de la préfète de la Somme, du 19/05/2020 (arrêté d'enregistrement d'Agri Bio Energies) ; - un extrait du dossier JJA (résumé non technique, établissement proches du site du projet) <p>figurent en annexe n° 12 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@17	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en-Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m7b Enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement- Comm de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De : ...</p> <p>Date : 04/12/2020 03:16</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr> ,</p> <p>m7b faut-il avoir peur de JJA ?</p> <p>Nota : Les 3 pièces jointes à ce courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article du « Courrier Picard » : Faut-il avoir peur de JJA ?; - une carte « Repérage PC 6 » du dossier JJA ; - 2 photomontages (vue du projet depuis le château de Vauchelles, et vue du haut de Mouflers-Intersection RN 1 et RD 185, <p>figurent en annexe n° 13 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@18	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m8 Enquêtes publiques- établissement classée pour la protection de l'environnement-Communes de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 03:27</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>, "</p> <p>m8 relevé topographique, photo montage enduite</p> <p>Bonjour Monsieur Deboevre</p> <p>Les deux relevés topographiques depuis la carte topographique fournie par JJA dans le cadre de l'enquête permettent, géographiquement, de se rendre compte du dénivelé et de la vue sur les 10 tours EGHA de 46 m de haut et les quatre tours de JJA phase 1 réhaussées à 24 m</p> <p>Il s'agit des deux traits bleu et rose qui sont surajoutés sur la carte topographique avec le projet d'implantation JJA 1 et JJA2. Pièce 2</p> <p>C'est deux relevés effectués à peu de distance l'un de l'autre indiquent tous les deux un départ à 60 m d'altitude et donc sont très intéressants du fait de cette même altitude. Ils permettent donc d'utiliser la photomontage du PC6-6 fournie par BEG et de dénoncer cette photo montage comme étant mensongère.</p> <p>Le relevé topographique1 (trait bleu),</p> <p>indique à partir de ce triangle noir correspondant à la photomontage PC 6 /8. 6 qu'il y a un dépassement visuel de 25 mètres par rapport à la cime des arbres situés à l'altitude de 100 mètres, sur la ligne d'horizon.</p> <p>Nous pouvons donc nous permettre très honnêtement et scientifiquement de rectifier le dépassement des EGHA 3 à partir du photo montage initial qui est indiquait un léger affleurement des EGHA!</p> <p>Les deux bâtiments mesurent au total une longueur de 800 mètres de long.</p> <p>Là aussi, il n'a pas été facile de trouver cette longueur ni de la calculer car nulle part il n' en fait état. Il a fallu que je consulte le plan de masse à l'échelle 1 millième.</p> <p>La pièce 4 et une photo montage fournie par BEG intitulée PC6-4 est beaucoup plus honnête</p> <p>Et elle a le mérite d'être prise depuis la route à l'angle de la RN1 qui mène sur les hauteurs de Mouflers et la RD185 en face de la Vivrière jusqu'au château vers Vauchelles.</p> <p>Il est donc inutile de le prouver puisque cela figure sur la carte topographique.</p> <p>Sur cette même carte topographique on relève que la route longe la courbe de niveau d'altitude 60 mètres. C'est donc formidable!</p> <p>L'angle de prise de vue s'intitule PC6/8.4</p> <p>À moins d'un kilomètre de cette prise de vue, en allant vers le Nord- Est, et à cette même altitude de 60 m, la vue du dépassement visuel détour ressemble davantage à celle qui est proposé sur le document PC6-4, intitulée "Vue du haut de Mouflers".</p> <p>Un peu d'honnêteté intellectuelle ne peut nuire !</p> <p>La MRAE avait pourtant demandé à ce qu'une photo montage soit effectué depuis le château de Vauchelles.</p> <p>JJA n'a pas daigné respecter cette requête et a préféré prendre une photo du milieu des champs, la même altitude à quelques centaines de mètres du château.</p> <p>Par contre la photo montage qui a été fourni dans le cadre de l'enquête publique et absolument irrecevable.</p> <p>Prise comme base, elle permet de réaliser une véritable photo montage, avec l'honnêteté qui s'ensuit. Le dépassement détour d'une hauteur de 25 m au-delà de la cime des arbres du haut plateau sera visible à des kilomètres à la ronde.</p> <p>Nota : Les 4 pièces jointes à ce courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une carte « Repérage PC 6 » du dossier JJA ; - 1 croquis de relevé topographique de la situation des EGHA ; - 2 photomontages (vue du projet depuis le château de Vauchelles, et vue du haut de Mouflers-Intersection RN 1 et RD 185, <p>figurent en annexe n° 14 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
C@19	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m8b Enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement- Communes de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 03:39</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>,"</p> <p>m8b recommandations de l'autorité environnementale</p> <p>Bonjour Monsieur Deboevre</p> <p>En complément du mail 8, je vous envoie une information relative à la topographie du site, récupérée dans le résumé non technique fourni par JJA dans le cadre de l'enquête publique.</p> <p>La pièce 2 et la preuve que la MRAE, en septembre 2020, réclame encore que les Victor de la ZAC soit rendue à l'agriculture en mesure de compensation ainsi que l'obligation de créer un nouveau corridor écologique pour la faune sauvage.</p> <p>Plus précisément encore, la MRAE recommande de réaliser des photos montage depuis la cour du château de Vauchelles, classé monument historique!</p> <p>Tout ceci pour preuve que cela n'a pas été réalisé pour préparer les dossiers de JJA dans le cadre de l'enquête publique !</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Nota : Les 3 pièces jointes à ce courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article du « Courrier Picard » : Faut-il avoir peur de JJA ?; - un extrait du dossier JJA (résumé non technique – 3.2.5 Environnement physique), <p>figurent en annexe n° 15 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@20	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] M10 Enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement- Communes de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De : ...</p> <p>Date : 04/12/2020 04:42</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>,"</p> <p>M10. Classement au titre des ICPE</p> <p>Bonjour Monsieur Deboevre</p> <p>Étant donné que les 10 EGHA (entrepôts de grande hauteur automatisés) oronte une hauteur de 46 m au faitage. La stabilité au feu de ces EGHA est assurée par une structure autoportante métallique qui ne dépasse pas 9 minutes et 30 secondes en cas d'incendie.</p> <p>Ceci est indiqué page 3 dans la demande d'un justement. Le volume des matières maximum susceptibles d'être stockées dépassant les 600000 mètres cubes, le pétitionnaire demande une adaptation de l'arrêté préfectoral compte tenu que la capacité de stockage de l'ensemble de l'entrepôt de ces seuls 10 EGHA dépassant le million de mètres cubes.</p> <p>La pièce jointe numéro 2, relative à la demande d'ajustement indique que parmi les matériaux stockés, figure euro des matériaux combustible de toutes sortes mais également un stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères(matière plastique, caoutchouc,, résine et adhésif synthétique) pour un volume global de plus d'un million de tonnes. Ce descriptif du tableau de synthèse des ICPE est hallucinant!</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>Rappelons que la stabilité globale de la structure n'est que de 9 minutes et 30 secondes, comme indiquer page 3 de la demande d'ajustement.</p> <p>Le centre de secours de pompiers de Flixecourt ne pouvant arriver que dans un délai de 5 minutes, le rôle des pompiers se cantonne à contribuer d'extraire les quelques personnes de l'enceinte des bâtiments et à surveiller que l'incendie ne se propage pas au bois Meulan voisin ou n'impacte le méthaniseur agribio situé à côté de JJA, de l'autre côté de l'allée des tilleuls, par lequel accède les poids lourds. La référence au tableau de synthèse des ICPE nous permet d'aborder la question la destruction des emplois des entreprises comme Bridgestone dans le Pas-de-Calais ou Goodyear Dunlop Amiens.</p> <p>En effet, l'importation de pneumatiques à bas prix de Chine pose la question dumping social et tu confirmera une fois de plus que pour un emploi créé à terme, c'est la disparition de deux emplois. Ceci vaut pour l'exemple des pneumatiques stockés dans cet entrepôt de taille XXL, et du fait que ses pneus matic sont importés pour être vendus en Europe. Puisque tu allais l'ambition de JJA2 d'inonder le marché européen de toutes sortes de produits combustibles, comme énumérés dans le tableau de synthèse. Il en va de même pour d'autres filières...</p> <p>Comment être d'accord avec le doublement d'une telle entreprise ?</p> <p>La plantation de JJA dans la Somme fait de nous la porte d'entrée vers une désertification à terme de notre tissu économique de PME.</p> <p>Porter une telle responsabilité ne va pas de soi ! Accepter ce genre d'entreprise mastodonte dans le but est d'écraser toute forme de concurrence est quasiment criminelle !</p> <p>Je ne trouve plus les mots...</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Nota : Les 2 pièces jointes à ce courriel, extraites du dossier JJA de demande d'ajustement (objet de la demande et tableau de synthèse des ICPE) figurent en annexe n° 16 dans le complément au PV de relevé de observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@21	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] mSc Enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement-commune de l'Etoile et Mouflers</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 12:44</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr></p> <p>mSc Emploi pérenne ? Fragilité des espaces agricoles. Bonjour Monsieur Deboevre</p> <p>J'ai repris les termes évoqués par l'article du courrier Picard en date du jeudi 10 septembre 2020, suite à la réunion publique d'informations et il apparaît que les engagements oraux pris par JJA pour ce qui concerne la phase 1 ne sont pas suffisamment précis au niveau de ce compte-rendu en matière d'emploi. Juste une ligne "nous nous engageons à employer principalement en CDI." Et d'événements chercher dans les dossiers fourni par JJ y a dans le cadre de l'enquête pour l'extension du centre Logistique.</p> <p>Le terme " principalement" me laisse vraiment perplexe ! Nous avons besoin d'un engagement fort et écrit ! Il n'en n'est nullement question dans les dossiers GIA concernant l'autorisation environnementale unique !</p> <p>En matière de circulation, JJA s'engage dans l'article du journal à changer de sous-traitants en cas de non-respect de la consigne de passer par l'autoroute. Mais là encore rien du tout pas une ligne dans les énormes dossier relatif à l'autorisation environnementale unique actuellement en cours !</p> <p>Comment pourront-ils contraindre des sous-traitants à passer par l'autoroute pour se rendre à Poix de Picardie via Salouel par exemple ?</p> <p>Comment JJA pourra-t-il contraindre des sous-traitants à passer par Péronne pour se rendre à Doullens et Arras?</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>Nous demandons que lors de cette enquête publique qui se termine demain 4 décembre 2020 à 17h, il soit demandé au conseil départemental de poser des lignes de comptage de véhicules sur les principaux axes départementale 1001, départementale 216, en direction de Domart et l'Etoile, départementale 32 en direction de Saint Riquier.</p> <p>L'appui de la Préfecture sera bienvenu dans le cadre de cette étude comparative qui nécessite d'être mise en place à partir de maintenant et ensuite à l'issue de JJA phase 1 en plein état de fonctionnement. Nous avons déjà demandé sans obtenir de succès car ces demandes doivent être émises par les maires qui en l'occurrence ne font pas la démarche car inféodés au président de la communauté de commune CCNS ou CCPM.</p> <p>La question des intérêts particuliers s'oppose très souvent à l'intérêt collectif dans l'optique des élections futures cantonales, alors même que les enjeux sont d'ordre humains, financiers, environnementaux, (pollutions),développement durable, et à l'aube d'un tournant historique pour le devenir de notre vallée de la Nièvre.</p> <p>La taxe sur le foncier bâti n'es pas la seule clé qui doit être déterminante dans cette affaire car d'autres petites entreprises pourraient aussi être pourvoyeuses d'emplois durables et rapporter des taxes sur le bâti, sans pour autant avoir autant d'impacts négatifs pour les communes environnantes et les communautés de communes CCNS et CCPM.</p> <p>La solution de facilité n'est pas forcément au rendez-vous au sens où la communication entre ces deux communautés de communes n'est pas chose aisée, même à travers le syndicat mixte de la ZAC des hauts plateaux, car lors de la réélection des membres du lundi 14 septembre, à la CCNS, monsieur Tirmarche, maire de l'Etoile, membre de droit du syndicat mixte de la ZAC n'a pas eu le droit de s'exprimer alors même qu'il a fait savoir à la CCNS qu'il envisageait quitter la CCNS à défaut d'être entendu.</p> <p>Un déni complet de démocratie locale et un refus d'entendre les besoins de cette commune totalement piétinée !</p> <p>L'échange des 16,8 hectares détruits pour être imperméabilisés devait l'être avec la commune de l'Etoile selon le procédé mis en place par l'ancien maire Monsieur Delohen, est s'en trouve compromis pas le nouveau conseil municipal qui s'offusque de la suppression de ses terres communales constructibles et le fort manque à gagner que cela représente pour la commune de l'Etoile, qui avec 1200 habitants, ne dispose d'aucune infrastructure pour sa population, que ce soit pour les jeunes, les actifs, les retraités ! De plus, la fragilité des terrains agricoles à occasionné 2 inondations au mois d'août et des coulées de boue, ce qui n'en courage guerre les plus anciens à rester dans des conditions précaires. L'article du 16 novembre 2020, Piece 4,stipule que "les aménagements de protection avec été promis juste après les coulées de boue. On parlait de replanter des haies,vmdc creuser des fossés, de faire pousser des cultures spécifiques... Le Maire, Ghislain Tirmarchea rencontré la président de la chambre d'Agriculture est le président du département pour en discuter.Mais les projets se sont embourbés aucune décision n'a été tranchée.ce qu'il faut, c'est que l'on travaille sur un vrai projet d'aménagement". Ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'un perméabiliser impunément 10 hectares de plus sans se poser des questions sur l'empreinte agricole, les écoulements des eaux en cas d'orage violent, la fragilité des sols en forte déclivité comme c'est le cas sur le haut plateau ! Il y a peu c'était l'Etoile, Fontaine, Bouchon... Et demain? Ce peut-être autour de ville le Marcelet ou de Mouflers...</p> <p>L'Etoile est à la recherche d'un nouveau médecin et la pharmacie elle-même se trouve, de ce fait, en situation précaire également pour l'avenir...</p> <p>Respectueusement</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Les 3 pièces jointes à ce courriel (articles de journaux relatifs aux coulées de boues sur la commune de l'Etoile, figurent en annexe n° 17 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>
C@22	Associations ADEPOMA et ADENIS	<p>Date : 04/12/2020 15:25</p> <p>Pour : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr</p> <p>Objet : enquête publique du 3 novembre au 4 décembre 2019</p> <p>dossier de l'enquête environnementale unique</p> <p>entrepôt logistique porté par la société JJA Easy logistique</p> <p>Monsieur le Commissaire enquêteur,</p> <p>Je vous prie de trouver ci attachée la contribution de mes deux associations à l'enquête publique en objet.</p> <p>En vous en souhaitant bonne réception je vous prie d'agréer Monsieur le Commissaire Enquêteur l'expression de ma considération distinguée.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p style="text-align: right;">Le 4 décembre 2020</p> <p>Associations ADEPOMA et ADENIS</p> <p style="text-align: right;">Communauté de communes Ponthieu Marquenterre A l'attention de Monsieur le Commissaire enquêteur</p> <p>ADEPOMA : association de Défense de l'Environnement Ponthieu Marquenterre</p> <p style="text-align: right;">80 Ailly le Haut Clocher</p> <p style="text-align: right;">pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr</p> <p>Objet : enquête publique du 3 novembre au 4 décembre 2019</p> <p>dossier de l'enquête environnementale unique entrepôt logistique porté par la société JJA Easy logistique</p> <p>Monsieur le commissaire enquêteur,</p> <p>Dans la mesure où votre décision à l'issue de cette enquête va impacter l'avenir non seulement du territoire des communautés de communes Ponthieu Marquenterre et Nièvre -Somme, mais aussi des Hauts de France, ainsi que la vie de très nombreux riverains sur les 20 années à venir, nous vous remercions de bien vouloir prendre le temps de lire les éléments ci-dessous concernant le projet d'extension de la plate forme logistique actuelle JJA sur la ZAC des Hauts Plateaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Combien d'élus (parmi ceux ayant émis un avis favorable au projet d'extension JJA phase 2) et de technocrates d'Amiens métropole ont lu dans ces dossiers JJA qu'il y aura plusieurs milliers de tonnes de stockage de pneumatiques, donc de polymères, venues de Chine? - Quel est l'horizon pour Bridgestone, dans le Pas-de-Calais ? Avant d'émettre un avis favorable à ce projet, les élus et les technocrates ont-ils pensé aux employés de Bridgestone. - Que deviendront-ils demain si ce n'est voués à grossir le rang des demandeurs d'emploi ? - Les élus et les autorités locales du département savent- ils que la France subit des représailles économiques de la part des GAFA (Google, Amazon, Facebook, Alibaba...) dès lors qu'elle veut les imposer fiscalement comme toute autre entreprise ? - Ces pratiques ne s'appellent elles pas de la concurrence déloyale vis-à-vis des PME ? (il convient de rappeler que le tissu socioéconomique et industriel de la France est composé de PME (moins de 250 personnes), qui emploient plus de 90 % des salariés de France. - Face à ce type de concurrence déloyale que deviendront nos PME qui sont le socle et le gros de l'iceberg de nos réserves d'emploi ? - Que deviendra le village de l'Etoile si ce projet d'extension se réalise ? - Une partie des terrains nécessaires au projet JJA 2 sont situés sur le territoire de la commune de l'Etoile. Cela fera autant d'hectares rendus indisponibles pour cette commune, qu'il s'agisse d'espaces verts ou de terrains qui pourraient être utilisés par la commune pour ses besoins propres. - Le maire de l'Etoile avait prévu l'installation de nouveaux commerces dans sa commune, une maison de retraite, un terrain de sport etc.. - Tous ces projets de la commune de l'Etoile, sources d'emploi, ne pourront voir le jour si l'extension JJA phase 2 est autorisée. - Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent! Comment les élus peuvent ils croire encore aux promesses de JJA qui promettait 200 emplois pour la phase 1 ? <p>Lors de la réunion publique fin août 2020, monsieur Chonic, représentant JJA, annonçait que JJA Phase</p> <p style="text-align: right;">1</p> <p>Préfecture de la Somme: décision le 11 mai 2018 de reconnaître d'intérêt général l'Association de Défense de l'Environnement Nièvre Somme(ADENIS) N° enregistrement W802014253</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>1 en septembre 2020 employait 60 personnes dont une grande partie en intérimaires. Monsieur François Gourguechon, maire d' Argœuves, était également très fier de pouvoir annoncer que JJA, installé depuis 10 ans à Argœuves, employait 6 personnes de sa commune. Les membres de la communauté de Communes du Ponthieu Marquenterre présents peuvent en témoigner ! Il y eut un grand silence !</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les élus de la CCNS qui ont approuvé l'extension de la phase 2 de JJA ont-ils seulement lu les cahiers de charges du plan local d'urbanisme de leur communauté de communes ? - Savent ils que la population dont ils sont sensés défendre les intérêts et les emplois sont décrits comme une population « <i>vieillissante et modeste</i> » dans le PADD de la CCNS (page 22) voir ci-dessous) ? - Les autorités locales (conseil général, chambre de Commerce, Pôle métropolitain du Grand Amiénois, syndicat mixte Baie de Somme 3 vallées,...) sont elles conscientes que nombre de dispositions du PADD du Grand Amiénois sont applicables sur le territoire de la CCNS ? Savent elles seulement que l'un des objectifs du PADD du Grand Amiénois est de lutter contre le vieillissement de la population en « <i>accueillant des populations nouvelles, notamment des jeunes pour contribuer au maintien de la natalité</i> » (page 13 du PADD du Grand Amiénois) ? - Les élus de la CCNS se réjouissent naïvement des promesses de JA2, sans doute pour essayer de se donner bonne conscience suite au PLUI catastrophique en matière d'emploi local qu'ils ont approuvé le 25 février 2020. Ce PLUI les engage en effet à accueillir : « <i>1100 nouveaux logements X 2,3 pers / log X 0,33 = 835 personnes supplémentaires au titre de l'accueil de populations nouvelles</i> » (page 13 du PAAD Grand Amiénois). Quel résorption du chômage peuvent ils escompter dans ces conditions ? - Le taux de chômage dans la CCNS figure au palmarès de la Somme ; le département se trouve lui-même la lanterne rouge des départements les plus touchés par le chômage en France.Cette situation va s'aggraver considérablement si la phase 2 de JJA est acceptée. - Pourquoi l'ancien secrétaire d'État au numérique Mounir Mahjoubi a-t-il déclaré que les entrepôts logistiques détruisaient deux fois plus d'emplois dans le commerce traditionnel (y compris les grandes surfaces) qu'il n'en emploie ? - Pourquoi ce député LREM de Paris, dans une <u>analyse</u> publiée le 21 novembre 2019, a-t-il déclaré que les activités de ces entrepôts ont conduit à la destruction de 20.200 emplois dans le commerce en France en 2018 (dont 10.400 du fait de ses ventes en propre et 9.800 du fait de sa "marketplace") ? - Peut il être contesté que le solde entre les embauches d'Amazon et les destructions d'emploi ont conduit à un déficit de 7.900 postes en 2018 ? - Avec 1.500 emplois perdus depuis dix ans dans les librairies indépendantes, soit 10% de l'effectif de la profession, le Syndicat de la librairie française (SLF) en'est il pas en droit de s'inquiéter des dégâts d'Amazon et des autres acteurs de l' e commerce sur les librairies indépendantes ? - N'est il pas vrai qu'à chiffre d'affaires équivalent, les librairies indépendantes génèrent 18 fois plus d'emplois qu'Amazon" ? (source ; communiqué du SLF du 25 novembre 2019, se basant sur les chiffres de la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (Fevad). - Pourquoi le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, réuni en séance plénière le 3 juillet 2020 a-t-il émis un avis défavorable sur le projet de plateforme logistique de Belin-Beliet, situé dans le bassin de la Leyre ? - Pourquoi ce même Conseil Régional s'est il prononcé « <i>pour un moratoire général sur ce type de projets de plateformes des géants du e-commerce et pourquoi demande t-il à l'Etat de ne pas accorder les autorisations nécessaires aux nouvelles implantations en Nouvelle Aquitaine ?</i> » - Pourquoi les pouvoirs publics ici dans la Somme ne suivent ils pas l'exemple de la Nouvelle-Aquitaine ? <p>Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Schéma de Cohérence et d'Orientation du Grand Amiénois a précisé ses principales orientations, qui sont notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impulser un développement économique équilibré sur le territoire et offrir la possibilité à chacun d'en bénéficier (page 24 du PADD) <p>Préfecture de la Somme: décision le 11 mai 2018 de reconnaître d'intérêt général l'Association de Défense de l'Environnement Nièvre Somme(ADENIS) N° enregistrement W802014253</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'attractivité du territoire • Conforter le potentiel agricole du territoire (page 72 du PADD) • Contribuer à l'émergence de débouchés locaux (page 72) • Préserver les capacités foncières nécessaires au maintien d'une agriculture durable (page 72) • Diversifier les activités (page 73 du PADD) • Préserver les espaces naturels • Promouvoir la valeur patrimoniale et touristique du Grand Amiénois • Améliorer le cadre de vie des habitants • Conforter l'identité du Grand Amiénois <p>Or ces objectifs nous paraissent incompatibles avec le projet d'extension de JJA2.</p> <p>Le président Macron a récemment exprimé sa volonté de limiter l'expansion des centres commerciaux et entrepôts géants et de nombreux députés ont demandé aussi un moratoire pour arrêter cette expansion.</p> <p>Les pouvoirs publics et les Elus locaux se doivent donc d'être extrêmement vigilants sur toutes les atteintes à un développement économique équilibré sur le territoire et à la qualité de vie des riverains.</p> <p>Des promesses de création de centaines d'emplois à court terme qui s'avèrent à l'arrivée bien moindre et en réalité ne sont qu'un leurre, une extension qui va entraîner la destruction à moyen terme de centaines voire de milliers d'autres emplois sur le territoire, destruction insidieuse et masquée car diffuse dans l'espace et dans le temps (ce que les élus ne voient pas), un dumping généralisé sur les prix (en général 20% moins chers), une fraude sur la TVA (le manque à gagner pour l'Etat serait à ce jour de 1 Md€), une productivité très élevée des salariés de ces entrepôts que certains qualifient même d'une forme d'esclavage moderne, une baisse de la qualité de vie, de graves problèmes d'acceptabilité des riverains, un projet de concurrence déloyale qui coûte très cher à la collectivité, de graves répercussions sur l'économie, le tourisme, le foncier, et donc sur les revenus des communes. Tout cela devrait vous amener à reconsidérer l'extension de l'entrepôt logistique de JJA easy logistique là où elle n'a visiblement pas sa place. Et la région Picardie à envisager de manière globale sa politique d'emploi dans une perspective à moyen et long terme, dans le respect des habitants. Le fait que les chiffres du chômage soient très élevés et préoccupants ne doit pas servir de prétexte pour aggraver cette situation.</p> <p>En conclusion il nous apparaît primordial de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdire la concurrence déloyale • Mettre l'accent sur la préservation des emplois existants, que ce soit dans le domaine agricole ou dans le secteur des petites entreprises locales, les commerces, les PME • Mettre l'accent sur la qualité de vie pour les habitants. • Favoriser d'abord la création d'activités productives locales • Cesser de mépriser la population (« <i>population modeste et vieillissante</i> » ; voir ci-dessus) • Prévoir d'associer les populations aux processus décisionnels et d'entendre en séance plénière des communautés de communes et des conseils municipaux les associations de défense des riverains. Ce afin d'éviter des recours interminables auprès des tribunaux, tant pour les habitants que pour les promoteurs.... • Les associations ADENIS et ADEPOMA ont consulté une partie représentative des habitants et ont pu constater que l'immense majorité refusait l'entrepôt logistique JJA et en particulier son projet d'extension. Les habitants des territoires concernés par ce projet d'extension n'ont pu se déplacer à <p>Préfecture de la Somme: décision le 11 mai 2018 de reconnaître d'intérêt général l'Association de Défense de l'Environnement Nièvre Somme(ADENIS) N° enregistrement W802014253</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>l'enquête publique parce que, dans l'immense majorité des cas, ils ne sont pas au courant de l'enquête ni même de l'existence de ce projet.</p> <p>Ce projet d'extension d'entrepôt logistique sur les territoires des communes de l'Etoile et de Mouflers constitue un bouleversement considérable pour les habitants et l'environnement socio-économique de notre région et une rupture brutale par rapport à l'histoire de la région.</p> <p>Votre avis entraînera des conséquences très importantes pour l'ensemble de la population.</p> <p>Vous remerciant très chaleureusement d'avoir bien voulu prendre connaissance de ce dossier et espérant un avis de votre part permettant de préserver un environnement social et économique auquel vos concitoyens sont tant attachés, et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'assurance de nos respectueuses salutations.</p> <p>Président Association ADENIS et ADEPOMA</p> <p>Une copie de ce courriel est jointe au complément au PV de relevé des observations, transmis au demandeur le 19/12/2020 (annexe n° 18)</p>
C@23	Mme DENIS Blandine, Mme Marion LEPRESLE, conseillères départementales	<p>Sujet : [INTERNET] Observations Enquête Publique - Installation classée pour la protection de l'environnement - Société JJA Easy Logistique à Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 15:33</p> <p>Pour : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr</p> <p>Copie à :</p> <p>Monsieur le commissaire-enquêteur,</p> <p>Veuillez trouver, ci-joint, les observations des conseillères départementales, Mmes. Blandine Denis et Marion Lepresle, dans le cadre de l'enquête publique liée à l'Installation classée pour la protection de l'environnement la société JJA Easy Logistique à Mouflers et l'Etoile.</p> <p>Cordialement,</p> <p>--</p> <p>Conseil départemental de la Somme Tel. : 03.60.03.92.39 - Twitter : @Ecolosensomme - Facebook : @EcolosEnSomme - www.ecolosensomme.o</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p style="text-align: center;">Observations dans le cadre de l'enquête publique « Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) - Société JJA Easy Logistique à Mouflers et l'Etoile »</p> <p>Vous trouverez ci-dessous, nos observations concernant l'implantation de la Société JJA Easy Logistique dans le cadre de l'enquête publique unique sur la demande d'autorisation environnementale et du permis de construire.</p> <p>1. L'impact sur la pollution atmosphérique</p> <p>L'étude d'impact présentée semble minimiser les conséquences sur le long terme de la pollution atmosphérique liée aux 1872 mouvements de véhicules (500 poids lourds, 436 véhicules légers) sur le site par jour. Il est à noter d'emblée que les mesures de la qualité de l'air reprises dans cette étude concernent la commune de Salouël, située à plus de 20 km de Mouflers et de l'Etoile. Il est ainsi difficile de dire que la qualité de l'air supposée "bonne" à Salouël soit la même que sur la ZAC des Hauts-Plateaux plus fréquentée par les automobilistes. De même, les mesures ne prennent en compte que les poids lourds et non les véhicules légers pourtant polluant.</p> <p>Comme indiqué dans l'enquête publique et lors de la réunion publique d'information qui a eu lieu le mardi 8 Septembre 2020, selon les mots mêmes de l'entreprise JJA, la phase 2 du projet augmenterait de 10% le trafic routier sur les deux communautés de communes Ponthieu Marquenterre et Nièvre Somme. Ce qui accentuerait l'augmentation structurelle des Gaz à Effet de Serre (GES), ne contribuerait pas à l'objectif national de réduction de 40% des GES en 2030 et, donc, ne permettrait pas de respecter la loi Énergie Climat¹</p> <p>De plus, les études faites sur les émissions de NOx et de PM des poids lourds (p.132 de l'étude d'impact) ne concernent que les émissions sur le site soit sur 3,5 km à 10 km/h ce qui est une infime partie du trajet de ces véhicules traversant les voiries à proximité. Ainsi, les 28 kg de NOx émis par jour sont sous-estimés. Si l'on reprend les calculs de l'enquête publique, en transposant cette situation à 500 poids lourds, sur 10 km à 70 km/h, en situation hors du site, on pourrait atteindre 560 kg de NOx émis par jour.</p> <p>Enfin, aucun suivi n'est prévu pour le trafic routier et la pollution de l'air mis à part un contrôle technique régulier des véhicules, une obligation légale à la charge du transporteur, donc difficilement vérifiable tout comme le renouvellement supposé des poids-lourds entrant et sortant de l'entreprise. À cette hausse des émissions de gaz à effets de serre s'ajoute une perte de terres agricoles, capteurs de ces mêmes émissions.</p> <p><small>¹ Cf. Ministère de l'Environnement, <i>Les émissions de gaz à effet de serre</i>, https://ree.developpement-durable.gouv.fr/themes/defis-environnementaux/changement-climatique/emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-des-transport</small></p> <p style="text-align: center;">1</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>2. La compensation agricole</p> <p>La loi n°2014-1170 du 13 oct 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, a introduit les études préalables agricoles à tout projet susceptible de générer des conséquences négatives pour l'agriculture, ainsi que l'obligation d'éviter, réduire, compenser ces impacts.</p> <p>Ainsi dans le présent projet, les mesures compensatoires liées à la disparition de terres agricoles devraient prévoir une compensation économique et collective. Or, dans le dossier de l'étude d'impact, il est indiqué page 163, la mise en place d'espaces verts permanents (pelouses, arbustes, arbres) sur 21 hectares et la création de 2 chemins pour compenser la création du centre JJA sur plus de 48 hectares. Cela ne nous paraît pas compenser la perte économique des surfaces agricoles ni non plus compenser la perte de tous les hectares agricoles. D'ailleurs, dans le dossier de l'étude d'impact, page 176, il est aussi dit que « les modalités de compensation ne sont pas encore connues ». Il ne nous semble pas normal que l'ensemble des compensations agricoles ne figurent pas dans le dossier d'étude d'impact à ce jour.</p> <p>3. La pollution lumineuse</p> <p>La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages appuie sur la nécessaire effectivité des mesures « éviter, réduire, compenser » (ERC) des études d'impact environnemental, et sur les modalités de suivi.</p> <p>Dans l'étude d'impact des sources lumineuses page 41 il est indiqué que « les éclairages seront orientés vers le sol et éloignés des zones habitées et que les utilisateurs des axes de circulation proches du site ne percevront pas ces sources lumineuses ». Or, l'étude oublie que ce ne sont pas seulement les utilisateurs des axes de circulation qui peuvent être impactés par les sources lumineuses mais aussi les animaux qui se trouvent sur le secteur. De plus, il y a aura aussi un impact des sources lumineuses sur les animaux à cause des mouvements des camions qui rouleront aussi la nuit surtout en hiver. La faune et le petit gibier des bois et forêts à proximité du site ont déjà fui durant les travaux de la phase 1, nous ne pouvons que redouter de l'impact des sources lumineuses lorsque l'entreprise sera en pleine exploitation. Or, rien n'est dit à ce sujet dans l'étude d'impact.</p> <p>Enfin, les compensations écologiques apportées semblent incohérentes. Nous émettons des doutes sur la cohabitation d'un éco-pâturage d'animaux à proximité de plusieurs centaines de poids lourds tout comme la mise en place de ruches au milieu de polluants atmosphériques.</p> <p style="text-align: center;">2</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
		<p>4. Conclusion</p> <p>Il nous semble ainsi que l'étude d'impact se révèle peu fiable sur certains points qui nous semblent pourtant essentiels. A l'heure où le gouvernement fait en sorte de réduire l'artificialisation des sols, il nous semble aberrant de constater la bétonisation de 19,8 ha de terres arables. Ce projet, concourt à la perte de la biodiversité de notre territoire et à l'augmentation de la pollution atmosphérique déjà responsable de 790000 morts en Europe².</p> <p>De cette étude, il ressort que le projet de la société JJA ne respecte pas la loi Énergie Climat de novembre 2019 et ne tient pas compte des nouvelles études européennes sur les effets sur la santé de la pollution atmosphérique. Alors même que selon Atmo Hauts-de-France, la région est marquée tous les mois par près d'une semaine de mauvaise qualité de l'air. Ce projet ne semble pas non plus en adéquation avec les recommandations en termes de préservation des espèces animales aux vues de l'impact des sources lumineuses sur la faune environnante.</p> <p>La vitalité économique d'un territoire doit pouvoir aussi signifier la bonne santé des personnes, et la préservation de la biodiversité. C'est pourquoi nous demandons que cette phase 2 du projet soit annulée afin de préserver la santé publique et l'environnement des habitants de Mouflers et l'Étoile.</p> <p>_____</p> <p>²Joe Lillieveld, Cardiovascular disease burden from ambient air pollution in Europe reassessed using novel hazard ratio functions, https://academic.oup.com/eurheartj/article/40/20/1590/5372326, 2019</p> <p>3</p> <p>Cette lettre figure en annexe n° 19 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.</p>

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
------------	---------	----------------------------

C@24	Mme Solange MAISON Présidente de l'ASDP de Domart-en- Ponthieu	<p>Sujet : [INTERNET] m9 Enquêtes publiques- établissement classé pour la protection de l'environnement-Commune de Mouflers et l'Etoile</p> <p>De :</p> <p>Date : 04/12/2020 17:20</p> <p>Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr></p> <p>8m9 pollution atmosphérique et sonore</p> <p>Bonjour Monsieur Deboevre</p> <p>Les pièce jointe 5 et 6 issues de l'étude d'impact fourni par JJA dans le cadre de l'enquête publique prouve, s'il en était besoin, une pollution atmosphérique et une pollution sonore sont évidentes et rejoignent les éléments fournis au préalable dans le cadre des pièces jointes 1 2 et 3, extraits de la source ATMO.</p> <p>Cette pollution atmosphérique et sonore ne se cantonnera pas aux abords du site mais se prolongera tout au long des axes routiers majeurs au départ du site JJA.</p> <p>La pièce 5 a beau indiquer que la direction de JJA incitera à la pratique de covoiturage de même que des modes de déplacement doux tel que le vélo pour les potentiels employés des communes avoisinantes, qui pourrait prendre le risque de traverser le carrefour de la ferme de la folie qui est un danger permanent, avec une circulation roulant à 80 km/heure autorisée !</p> <p>Sans oublier que d'un côté comme de l'autre la pente est de 7,5 %!</p> <p>Un site tel que JJA n'est prévu peut-être desservi que par des véhicules légers et des poids lourds.</p> <p>Les axes routiers aux abords ne sont nullement aménagés pour un accès autre.</p> <p>Il n'y a aucun transport en commun non plus !</p> <p>L'étude des dangers pour la santé ainsi que pour la sécurité routière est alarmante.</p> <p>Nous ne pouvons que réitérer notre position farouche à l'extension du centre logistique JJA.</p> <p>Nous infrastructures routières ne sont nullement adapté à un doublement du trafic routier.</p> <p>Présidente ADSP</p> <p>Nota : Les 4 pièces jointes à ce courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 notes sur : <ul style="list-style-type: none"> • les effets de la pollution de l'air sur la santé, • les dangers des pollutions sonores. - 2 extraits du dossier d'étude d'impact de JJA (7.3-Rejets atmosphériques, et 7.3.1-Emission des véhicules): figurent en annexe n° 21 dans le complément au PV de relevé des observations, transmis au pétitionnaire le mardi 09 décembre 2020.
------	---	---

5-6-4) Pétition déposée en mairie :

N° d'ordre	Origine	Enoncé /résumé du courriel
Pet.E	Pétition déposée par Mme MAISON Solange, présidente de l'ASDP.	Le 12/11/2020, Mme Maison, présidente de l'ASDP de Domart-en-Ponthieu, déposait au registre de l'Etoile la liste de 115 personnes membres du « Collectif contre l'extension de (phase II du projet logistique JJA) », qui sont opposés au projet. Une copie de la pétition a été jointe au procès-verbal de relevé des observations (annexe n°8), transmis le 08/12/2020 au pétitionnaire.

5-6-5) Analyse qualitative des observations et courriers :

L'analyse des différentes observations et courriers reçus a permis de cataloguer les principaux thèmes abordés au cours de l'enquête. Ces thèmes ont été repris, après classement par objet, dans le tableau ci-dessous (liste non exhaustive).

- En faveur du projet :

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Emploi	Enjeu important pour le territoire par les créations d'emplois attendues, dans un secteur déjà durement éprouvé par les disparitions d'emploi. Implantation vitale pour les territoires, qui concrétise les efforts humains et financiers développés par le Syndicat mixte des Hauts Plateaux depuis sa création.	OOM1 OOM2 OOM3 OOM4 CRMM1 C@4 C@ C@6
Retombées financières	L'implantation du projet est gage de recettes fiscales directes et indirectes conséquentes pour les territoires concernés. Recettes qui permettront une meilleure offre de service aux habitants. Implantation attendues de nouvelles entreprises (restauration, services,...)	OOM1 OOM2 C@4 C@5
Engagements de JJA	Depuis son implantation, les engagements pris par JJA ont toujours été respectés (trafic vers A 16, créations d'emploi, travaux confiés à des entreprises locales, ...).	C@5

- Opposés au projet :

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Bilan énergétique	Le bilan carbone est catastrophique : <ul style="list-style-type: none"> • Produits stockés fabriqués en Chine et transportés par porte-containers ; • Acheminement sur le site, et réexpédition ensuite, par poids lourds. • Aucun bilan carbone n'est fourni par JJA. Le projet vient en contradiction avec le moratoire souhaité par Mme Pompili, ministre de l'Environnement, pour l'interdiction d'ouverture des entrepôts de logistique en France. • Le projet ne comptabilise que les émissions engendrées par les chaufferies et les véhicules présents sur le site. Il conviendrait d'y ajouter l'intégralité des émissions CO² générées par les activités de JJA (transport depuis la Chine, prise en compte du bilan énergétique des centrales charbon fournissant l'électricité aux usines chinoises, ...) 	OOM1 CRME1 C@1

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> JJA ne prend aucun engagement écrit sur la réalité des 550 emplois annoncés, qui seront majoritairement à faible valeur ajoutée. Le type d'implantation prévu détruira des emplois sur les localités avoisinantes (petits commerces), tout en créant des emplois en Chine. la robotisation réduira le personnel nécessaire au stockage (20 personnes pour 10 tours) et ne générera pas d'embauche supplémentaire. les emplois futurs requièrent une qualification qui ne correspond pas au bassin local d'emploi. Les emplois prévus ne bénéficieront pas qu'à des demandeurs d'emploi des territoires proches concernés par le projet. C'est probablement de la métropole amiénoise, proche, que proviendront, ou que s'installeront les nouvelles recrues. le projet, qui consiste à importer notamment des meubles fabriqués en Chine, contribuera à long terme à compromettre la possibilité de relocaliser nos entreprises, alors que la Somme et la vallée de la Domart ont hébergé dans le passé de grands fabricants ; les incidences environnementales du projet et sa consommation d'espaces devraient être mesurées au regard de l'impact global sur l'emploi. Le projet concurrencera le commerce traditionnel, une analyse de 2018 démontrant que 20.000 emplois ont été détruits par la mise en œuvre d'entrepôts logistiques. « Amazon » présente un solde négatif de 7.900 emplois, entre les embauches et les disparitions d'emplois générées. L'extension va induire la disparition de milliers d'emplois, va générer un dumping généralisé sur les prix, permettre une fraude à la TVA. L'importation de pneumatiques à bas prix fabriqués en Chine va générer des fermetures d'usines en France (exemple de Bridgestone). Il serait appréciable que les chiffres d'emploi annoncés puissent être en corrélation avec les infrastructures. Il ne faudrait pas que la main d'œuvre disponible du secteur soit mise à l'écart de ces nouvelles structures de développement. 	OOE1, OOE2, OOE3 OOE5 CRME3 CRME1 C@1 C@7 C@8 C@14 C@20 C@22
Retombées financières	<p>Le transfert de constructibilité de la commune de Mouflers vers l'Etoile entrainera une perte importante pour cette commune alors qu'elle a une population nettement plus importante, et un déficit d'équipements publics.</p> <p>Le développement se fait sur la communauté de communes du Ponthieu, et non sur celle de Nièvre et Somme.</p>	OOE4
Préservation du patrimoine picard	<ul style="list-style-type: none"> Le projet de JJA impactera le cône de visibilité du château de Vauchelles, datant du 17^{ème} et classé au titre des Monuments Historiques, mettant en péril les activités déployées par les propriétaires de ce monument classé, ainsi que le foncier du village de Vauchelles. Promesse non tenue de JJA : aucun photomontage réalisé depuis l'intérieur de l'enceinte du château. 	OOM1 OOE3 CRME1 CRME3 C@17 C@18 C@19
Déni de démocratie	<ul style="list-style-type: none"> L'enquête publique est lancée en pleine période de confinement. La réunion publique organisée le 08 septembre 2020 à Ailly-le-Haut-Clocher était une mascarade. 	OOE1 CRME1

	<ul style="list-style-type: none"> • Effet des gaz d'échappement sur les habitants de Flixecourt ey Ville-le-Marclet. • Stockage de matières dangereuses, risquant d'impacter les populations en cas d'incendie (substances nocives, fumées,...). 	OOE2 CRME2 C@7 C@8 C@2 C@7
--	---	---

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Trafic routier	<p><u>Circulation non maitrisable des poids lourds :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrairement à ce qu'affirme JJA, qui indique que le trafic routier supplémentaire sera exclusivement en provenance ou à destination de l'A 16, et concentré entre deux ronds- points, le MRAe écrit dans son avis : « l'étude de trafic indique qu'environ la moitié du trafic ne passe pas par l'A16, mais par les bourgs environnants ». Dans ce même avis, cet organisme alerte sur l'augmentation de trafic qui nécessitera une adaptation de l'infrastructure routière. • La population locale devra supporter un trafic incessant de poids lourds entre 05.00 et 22.00, sur l'échangeur de l'A16, la D1001 en provenance ou à destination d'Amiens et d'Abbeville, ainsi que la D1001 puis la D216, en provenance ou à destination de Domart-en-Ponthieu et d'Arras. 	OOE1 CRME1
	<ul style="list-style-type: none"> • trafic routier mal appréhendé : nécessité d'une étude prévisionnelle, • danger du passage de poids lourds dans les centres villes (cotes importantes sources d'incident), • non-respect des consignes par les transporteurs ou chauffeurs, notamment pour les itinéraires ; • Il y a nécessité de faire réaliser des études par des cabinets indépendants (trafic et pollution). 	OOE2 CRME2
	<ul style="list-style-type: none"> • Vitesse des camions excessive, génératrice d'accidents. • Le doublement du trafic, pour la phase 2, est inadmissible. 	C@2
	<ul style="list-style-type: none"> • Les transports généreront des nuisances auditives, olfactives et visuelles, sur une large fourchette horaire. 	C@7
	<ul style="list-style-type: none"> • La phase JJA1 prévoyait une augmentation de trafic de 1000 mouvements et de 872 camionnettes/jour. La phase 2 envisage un doublement de ce trafic. JJA ne donne aucune information sur cette prévision. Les seules informations disponibles dans le dossier se trouvent dans la page 2 du dossier non technique, indiquant que tout le trafic sera canalisé par la D 1001 pour être ensuite distribué : <ul style="list-style-type: none"> - sur l'A 16, - vers Flixecourt, par la D1001, en direction du sud, - vers Mouflers, par la D 1001, en direction du nord. 	C@12
	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'engagement écrit de JJA, pour l'obligation faite aux poids lourds d'emprunter l'autoroute. 	C@13 C@21
	<ul style="list-style-type: none"> • Le maire de Flixecourt est incapable de faire respecter les interdictions de traversée de sa commune par les poids lourds de plus de 7,5 T. La Gendarmerie n'exerce pas de contrôle. 	C@15
Sécurité des populations	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'information sur des dispositions prises par l'exploitant pour prévenir la population en cas d'incident grave. • Pas d'étude de cumul d'accidentalité avec le site proche du méthaniseur, ni de cumul avec le site classé Seveso de Beaurain Gaz, situé à 1,25 km du projet. 	C@2 C@16

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir un corridor entre le bois Mélan et le bois des Dames, permettant la circulation des espèces, • Faciliter le franchissement de la clôture pour les petits animaux grâce à des ouvertures en bas de clôture permettant le passage d'amphibiens et de petits mammifères. • Les grands mammifères ont déjà fui le site en raison des bruits de construction de JJA1 et de la luminosité permanente. • Les sources lumineuses (éclairage du site, phares des camions en hiver) impacteront les animaux se trouvant sur le secteur. Rien n'est dit dans l'étude d'impact sur l'étendue des impacts des sources lumineuses sur le petit gibier des bois et forêts, qui ont déjà quitté le site pendant les des travaux de JJA1. • Les compensations écologiques prévues semblent incohérentes (cohabitation d'un éco-pâturage d'animaux à proximité de plusieurs centaines de poids lourds, mise en place de ruchers au milieu de polluants atmosphériques). 	<p>C@11</p> <p>C@23</p>
Pollution sonore	<ul style="list-style-type: none"> • La conclusion de l'étude acoustique menée par le cabinet VENATECH, pour pallier aux bruits émergents au niveau de la ZER A, propose la construction d'un merlon de terre de 4 m de hauteur. Cette construction n'est pas prévue dans le permis de construire. • Pollution sonore dès 5 h du matin. • Le bruit engendré par le trafic poids lourds induira une pollution sonore non seulement sur le site et ses abords, mais également sur l'ensemble des riverains des voies empruntées par les camions. 	<p>OOE1 CRME1</p> <p>C@2</p> <p>C@24</p>
Pollution atmosphérique	<ul style="list-style-type: none"> • Le trafic poids lourds dégradera la qualité de l'air dans le secteur, avec des répercussions sur la santé des personnes. • Les gaz d'échappement des poids lourds circulant sur la ZAC seront poussés par les vents dominants sur Flixecourt et Ville le Marcelet. • JJA présente des documents de mesure de la qualité de l'air, ou de trafic de véhicules, réalisés avant implantation, sans prospective pour « l'après ». • L'étude d'impact minimise les conséquences à long terme de la pollution atmosphérique résultant des 1872 mouvements de véhicules/jour. • La qualité de l'air est mesurée sur Salouel, et ne correspond pas à celle du site. • L'augmentation prévue de 10 % du trafic routier augmentera la quantité structurelle des gaz à effet de serre (GES), à contrario des objectifs de réduction de 40 % des GES en 2030, prévus par la Loi Energie-Climat. • Les études sur les émissions de NOx et des PM des poids lourds ne concernent que les émissions sur le site. La quantité de NOx émise par jour est sous-estimée. Hors site, cette quantité est estimée 20 fois supérieure. • Aucun suivi n'est prévu pour le trafic routier et la pollution de l'air, hormis l'obligation légale du contrôle technique du véhicule. • La pollution atmosphérique engendre de graves dangers de santé. 	<p>C@2</p> <p>C@8</p> <p>C@23</p> <p>C@24</p>

THEME	DEVELOPPEMENT	REFERENCE
Pollution atmosphérique	<ul style="list-style-type: none"> Le projet ne respecte pas la loi Energie Climat de novembre 2019, et ne tient pas compte des nouvelles études européennes concernant les effets sur la santé de la pollution atmosphérique. 	C@23
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> Refus d'installation de panneaux photovoltaïques en toiture, en raison du doublement du coût d'installation, mais sans quantifier le retour sur investissement. Quel serait, même sans atteindre la rentabilité, l'écart entre cette dernière et le surcoût à l'installation, que l'exploitant pourrait supporter afin de compenser son emprise de terrain ? Abandon par JJA de la végétalisation des toitures. Pollution possible par les eaux de ruissellement des zones de captage du réseau d'eau potable alimentant la ZAC. La station d'épuration a-t-elle une capacité suffisante pour traiter le surplus d'eaux usées suite à l'extension. L'imperméabilisation des terrains requis pour la réalisation du projet risque d'aggraver les ruissellements d'eau, qui ont déjà provoqué inondations et coulées de boues sur la commune de L'Etoile. 	C@1 OOE2 CRME2 C@8 C@21
Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Le procès-verbal d'étude au feu du laboratoire Effectis France n'est plus valable (validité jusqu'au 20 février 2013) ; Au regard des stockages prévus (336 000 tonnes), et de la nature de certains produits (aérosols inflammables, produits chlorés,...), il n'est prévu que des systèmes d'extinction à eau (sprinklers), valable pour les feux de classe A et B, mais pas contre ceux de classe C, D et E, nécessitant des extincteurs à poudre ou à gaz ; Le réseau d'eau potable est nettement insuffisant pour arroser les structures en feu (360 m³/h), nécessitant le recours à des sources d'eau complémentaires ; Le site se situe juste sous le seuil du classement Seveso (0,92635 points) ; L'étude réalisée par INERIS (mai 2020), indique l'intervention des services de secours est déconseillée au-delà de l'apparition d'un phénomène de flash over, soit 11 minutes après le départ de feu. Cette même étude conclut que les structures des types de construction retenus ne sont stables au feu que durant 15 minutes. Dès lors, les pompiers n'auraient que 4 minutes pour circonscrire le feu ; JJA a sollicité une dérogation aux normes nationales sur la tenue au feu des bâtiments, notamment pour des cellules de grande hauteur. Aucune réponse n'est consultable aujourd'hui ; Danger accru en cas d'incendie des 10 tours dont la hauteur accroît le risque incendie ; La stabilité au feu des structures ne répondent pas aux exigences réglementaires, et nécessite l'obtention d'une dérogation ; Pas d'avis de la commission départementale d'incendie, ni des pompiers de Flixecourt. Les pompiers de Flixecourt se borneront à extirper les personnes du site, ou à protéger les abords risquant d'être impactés (méthaniseur proche, bois Meulan). Durée de résistance au feu des structures (9 minutes). 	OOE1 CRME1 OOE2 CRME2 C@21

5-6-6) Réponses de JJA :

Le 21 décembre 2020, Mr Xavier Chonik, directeur financier de JJA, m'adressait son mémoire en réponse aux observations et courriers recueillis. Les commentaires et/ou avis du pétitionnaire sont repris dans le tableau ci-dessous, où ont été insérés, en italique, les commentaires éventuels du commissaire enquêteur.

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Organisation de l'enquête (Déni de démocratie)	<p>L'enquête publique s'est tenue du 03 novembre 2020 au 04 décembre 2020.</p> <p>Préalablement à celle-ci et tout comme pendant sa durée, la société JJA a répondu aux invitations des élus afin de leur présenter le contenu du projet et répondre aux différentes interrogations qu'il pouvait susciter.</p> <p>Dans le cadre de l'enquête publique relative à la déclaration de projet et la mise en comptabilité du PLU de Mouflers ouvrant l'urbanisation du foncier nécessaire pour accueillir le projet d'extension du site JJA situé sur la ZAC des Hauts Plateaux, une réunion publique s'est tenue le 08 novembre 2020 dans la salle polyvalente d'Ailly le Haut Clocher. Comme l'indique le rapport du commissaire enquêteur sur cette enquête publique, <i>aucune personne ne s'est vu refuser l'entrée dans la salle qui disposait d'une grande capacité d'accueil tout en assurant le respect des normes sanitaires en vigueur. Par ailleurs, le temps de présentation et d'échanges initialement annoncé en début de réunion a été allongé d'une heure pour répondre aux attentes des participants.</i></p> <p>A cette occasion la société JJA a présenté son projet et répondu aux interrogations des différents participants. Arguments repris et cités dans certaines contributions de la présente enquête publique.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Plusieurs personnes se sont étonnées de voir se dérouler cette enquête pendant une période de confinement. Concernant les dates de l'enquête, le commissaire enquêteur rappelle que l'arrêté d'enquête de la préfète de la Somme est daté du 09/10/2020, et l'avis d'enquête du 13/10/2020. Le confinement a été mis en œuvre le 15/10/2020.</i></p> <p><i>Le déplacement des personnes pour participer à cette enquête n'étaient pas interdits, les attestations de déplacement prévoyant qu'étaient autorisés les déplacements pour : « se rendre dans un service public », donc dans une mairie.</i></p>	
Règlementation Etude d'impact.	<p>Le projet d'extension de la société JJA relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) et non pas de la réglementation Seveso ou de la réglementation concernant l'urbanisme commercial.</p> <p>La réglementation au titre des I.C.P.E. est une des réglementations les plus contraignantes en Europe. Elle organise l'instruction du dossier par les services de l'Etat sous l'autorité de la DREAL. Processus long et contraignant au cours duquel l'ensemble des services de l'Etat concerné par le projet sont consultés et notamment le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).</p> <p>Dans ce cadre, le pétitionnaire doit produire un certain nombre d'études techniques qui sont réalisées par des cabinets spécialisés indépendants (études d'impact) et par des organismes habilités par l'état (INERIS-étude de danger).</p> <p>Une fois complet et régulier, c'est-à-dire s'il n'appelle pas d'observations particulières ni d'avis défavorable de la part des services de l'état consultés, le dossier est soumis à l'enquête publique.</p> <p>Au cas particulier de la sécurité incendie évoqué par un opposant, le SDIS a émis un avis favorable sur le projet.</p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
	<p>La demande d'aménagement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 propre aux bâtiments de cette nature fait l'objet d'une instruction parallèle, instruction qui intègre l'avis du commissaire enquêteur.</p> <p>Il convient de rappeler qu'aucune installation (centre logistique) relevant de la réglementation I.C.P.E. n'a jamais connu de sinistre.</p> <p>En la circonstance toutes les études réalisées dans le cadre du dossier et sur lesquelles s'appuie un des opposants ont été analysées et validées par les services instructeurs pour la mise à l'enquête publique.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : L'étude d'impact réalisée pour le dossier d'extension de JJA Mouflers a pris en compte, conformément à la réglementation, l'ensemble des éléments requis pour instruire l'étude environnementale, en tenant compte des spécificités du projet.</i></p>	
<p>Emploi,</p> <p>Activités de JJA,</p> <p>Formation.</p>	<p>JJA est un groupe familial qui distribue des produits d'équipement de la maison et de décoration à destination des commerçants au travers de ses différentes marques : Atmosphaera (décoration), Hespéride (mobilier de jardin), 5five (produits utilitaires) et Secret de Gourmet (art de la table).</p> <p>JJA conçoit et structure ses différentes gammes produites pour répondre aux besoins des consommateurs. Le groupe travaille avec plus de 4.900 commerçants essentiellement des magasins indépendants situés à plus de 85 % sur le territoire français.</p> <p>La société fait fabriquer ses produits là où se trouvent les outils industriels de ses fournisseurs : en France, en Europe, en Asie ou en Amérique Centrale.</p> <p>Elle stocke ses produits en France au plus proche de ses clients commerçants, leur permettant ainsi d'offrir la meilleure disponibilité produits pour leurs consommateurs.</p> <p>JJA soutient donc l'activité des commerçants indépendants et notamment ceux situés en centre-ville.</p> <p>A l'issue du projet ce sont 500 emplois plein temps en CDI qui seront créés sur le seul site de JJA Flixecourt. 200 au titre de la phase 1 (opérationnelle depuis début septembre) et 300 au titre du projet d'extension.</p> <p>Au-delà du nombre de postes créés, le projet offrira une typologie d'emplois plus variée qui favorisera l'embauche de personnel féminin.</p> <p>Aux métiers traditionnels de la logistique (manutentionnaires, caristes, préparateurs de commandes, chefs de quai, contrôleurs, gestionnaires de stock) s'ajouteront des nouveaux emplois (opérateurs de production, techniciens de maintenance, ingénieurs) sans oublier les postes à vocation plus administrative (accueil, administration des ventes, service clients).</p> <p>Par ailleurs les créations de postes liées au projet profiteront à l'ensemble du territoire en commençant par les communes avoisinantes. Réserver ces emplois aux seules communes d'implantation du projet n'est pas autorisé par la loi.</p> <p>Il convient de rappeler que l'implantation du site d'Argoeuves/Saint Sauveur a généré la création de 220 emplois plein temps CDI directs, résultat qui se situe au-delà de l'engagement pris à l'époque (150 emplois). Par ailleurs le rythme actuel des embauches sur la phase 1 est en ligne avec l'objectif annoncé (200 emplois courant 2021 une fois le site en pleine exploitation).</p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
	<p>De même l'activité du site recouvre l'ensemble des fonctions logistiques : déchargement, palettisation, stockage automatisé, stockage manuel, préparation de commandes. Elle ne se limite pas à la seule partie de stockage automatisé.</p> <p>Limiter le nombre d'emplois créé à 20 personnes (2 par EGHA) relève d'une mauvaise lecture des documents. C'est confondre les conditions d'intervention de l'équipe de maintenance au sein d'un EGHA (2 personnes) avec le nombre de créations d'emplois du projet.</p> <p>Pour accompagner l'évolution de ces emplois la société a pris attache avec les organisations qui pilotent la formation professionnelle sur Flixecourt afin d'envisager une réflexion favorisant la formation technique de professionnels de la logistique et de l'automatisation.</p> <p>Par ailleurs, la société JJA a engagé des réflexions visant à réduire l'impact carbone des déplacements Domicile – Travail, à diminuer le trafic VL et à favoriser un accès à l'emploi pour les personnes ne disposant pas de véhicules. La société souhaite réduire autant que faire se peut le nombre de collaborateurs utilisant leur véhicule.</p> <p>L'objectif de 380 VL à l'horizon du projet semble réaliste.</p> <p>Pour cela l'entreprise compte s'appuyer sur la mise en place d'une plateforme interne de covoiturage, sur le programme de réalisation d'aires de covoiturage par le conseil départemental et sur l'organisation au niveau du territoire d'un transport à la demande à l'initiative et sous la compétence des EPCI.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Le nombre d'emplois prévus, qui couvrent une vaste palette de métiers, représente une réelle opportunité, pour les territoires proches du site d'implantation, d'offrir un nouveau volume d'emploi qui avait sévèrement régressé depuis plusieurs décennies.</i></p> <p><i>Concernant la disparition de commerces et d'emplois locaux, il semble qu'un certain nombre de personnes ait assimilé les activités de JJA avec celles d'un « e-commerce » de masse, tel « Amazon ». JJA ne pratique pas de vente directe, via Internet, aux particuliers, mais approvisionne des magasins de détail à destination du public. Il semble donc qu'il n'entre pas en concurrence avec le commerce de détail, et ne détruise pas d'emploi localement.</i></p>	
Immobilier	<p>Le projet n'entraînera pas de dévaluation des biens immobiliers situés aux alentours. Au contraire. Le projet d'extension impactera positivement sa zone d'implantation en attirant d'autres entreprises et notamment des sous-traitants. C'est aussi le tissu local (restaurant, commerces, etc.) qui doit bénéficier des retombées d'une telle installation, que ce soit pendant la phase chantier avec plusieurs centaines d'emplois générés, ou lors de la phase d'exploitation avec les salariés et les transporteurs en activité sur site. Au-delà d'une dynamisation de l'économie du territoire qui est attendue, c'est aussi son attractivité résidentielle qui sera renforcée. La création nette d'emplois (en CDI) devrait en effet favoriser l'implantation de nouveaux habitants et primo accédant ayant la volonté de résider à proximité de leur lieu de travail, nouvelles implantations gage de valeurs immobilières à la hausse.</p>
Fiscalité	<p>Le projet d'extension se situe sur la commune de Mouflers. Cette dernière bénéficiera de recettes fiscales supplémentaires. Aucune recette n'est supprimée sur la commune de L'Etoile. Elle continuera à bénéficier des recettes fiscales liée à la phase 1 du projet.</p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Consommation des espaces agricoles	<p>Le projet JJA est mené en concertation avec le syndicat mixte des hauts plateaux composé de la communauté de communes Nièvre et Somme, de la communauté de communes du Ponthieu Marquenterre, et du Conseil Régional de Picardie.</p> <p>Le projet n'a pas d'incidence sur les surfaces de terres agricoles puisque l'équivalent de la surface exacte consommée par le projet, soit 16.8 ha, est entièrement rétrocédée par les collectivités au monde agricole et à l'agriculture. En effet, il est prévu de déclasser en zone agricole des terrains de la ZAC des Hauts Plateaux actuellement en zone urbanisable et situés sur la commune de l'Etoile. L'engagement a été pris dans le cadre d'une délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes Nièvre et Somme le 6 Novembre 2019. Il y est précisé que ce déclassement ne pourra intervenir qu'une fois le permis de construire et l'arrêté d'exploitation délivrés.</p> <p>Par ailleurs le choix qui est fait par le groupe JJA de construire en élévation permet, à volume identique de stockage, de diviser par 5 la surface foncière nécessaire à la seule activité de stockage.</p> <p>En intégrant les voiries adjacentes et les autres contraintes administratives du projet, la surface nécessaire au projet dans le cadre de la construction de bâtiments dits conventionnels (14 mètres de haut) aurait été de l'ordre de 150 hectares, soit 3 fois la surface du projet actuel. Le choix technique opéré par la société a donc permis de diviser par trois la surface foncière utilisée.</p> <p>Pour rappel, la surface est entièrement compensée par ailleurs (cf ci-dessus). En parallèle il est utile de rappeler que la société JJA contribuera au titre des compensations collectives agricoles au financement de projets agricoles locaux à hauteur d'environ 350.000 euros. En partenariat avec la Chambre d'Agriculture et les collectivités locales, la société JJA a demandé à la CDPNAF que ces fonds soient utilisés en totalité sur le territoire pour favoriser notamment le développement des circuits courts et de l'éco-pâturage.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Le projet de JJA, en minimisant les surfaces retenues pour réaliser son centre logistique et par la rétrocession de terres agricoles d'une surface équivalente par les collectivités territoriales, s'inscrit dans l'esprit du plan biodiversité », qui définissait l'objectif « zéro artificialisation nette » (ZAN), et recommandait, notamment, de « freiner l'artificialisation brute ».</i></p> <p><i>Dans sa circulaire du 29 juillet 2019, le gouvernement a notamment appelé « au renforcement de la mobilisation de l'État local pour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• porter les enjeux de lutte contre l'artificialisation des sols,</i> <i>• appliquer les dernières mesures législatives prises en la matière,</i> <i>• mobiliser les acteurs locaux ».</i> <p><i>« La convention citoyenne pour le climat a adopté plusieurs propositions afin d'atteindre cet objectif. Sans attendre leur traduction législative et réglementaire, une action déterminée peut être immédiatement menée, plus spécifiquement sur l'aménagement commercial ».</i></p> <p><i>« La lutte contre l'artificialisation des sols est en effet un des objectifs assignés à l'aménagement commercial :</i></p> <p><i>les projets, pour être autorisés, ne doivent pas compromettre cet impératif. Il vous est donc demandé de faire usage des pouvoirs dont vous disposez en la matière pour lutter contre l'artificialisation des sols générée par les équipements commerciaux soumis à autorisation d'exploitation commerciale »</i></p>	


Thème principal	Réponses apportées par JJA
Avis de l'hydrogéologue.	Dans le cadre de l'instruction du dossier, l'ARS (Agence Régionale de Santé) a demandé l'avis d'un hydrogéologue agréé sur la faisabilité du projet. Dans la conclusion de son rapport en date du 29 novembre 2019 l'hydrogéologue rend un avis favorable sur le projet subordonné au respect d'un certain nombre de prescriptions (§VII du rapport). Ces dernières sont intégrées au projet.
Pollution sonore	Le merlon anti-bruit prévu dans l'étude de pollution sonore a déjà été anticipé et réalisé dans le cadre de la phase 1. Les études acoustiques, obligatoires dans le cadre de l'instruction du dossier DAEU et réalisées par un cabinet spécialisé, ont montré que les contributions sonores calculées pendant les périodes diurnes et nocturnes sont conformes aux exigences réglementaires.
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Le pétitionnaire a répondu aux obligations réglementaires en matière d'étude prévisionnelle de bruit, l'analyse effectuée n'ayant détecté aucun dépassement des normes réglementaires en limite de site.</i></p> <p><i>Une seconde étude est prévue après la mise en exploitation totale du projet.</i></p>	



Thème principal	Réponses apportées par JJA
Bilan carbone	Le bilan carbone d'une activité n'est réalisable qu'une fois l'activité opérationnelle. La société JJA a fait réaliser un bilan carbone concernant l'exploitation de sa plateforme logistique des Bornes du Temps. Le ratio observé sur le site est 15 fois inférieur au « ratio » moyen national dans le même domaine d'activité. Le bilan carbone du projet sera réalisé dès sa mise en exploitation. Cette démarche s'inscrit dans la politique RSE (Responsabilité Sociétale et Environnementale) mise en place au sein du Groupe depuis quelques années.
Panneaux photovoltaïques	L'implantation de panneaux photovoltaïques n'est pas possible en toiture d'un bâtiment soumis à la législation sur les installations classées et faisant l'objet d'un arrêté d'exploitation. Au-delà de cet aspect réglementaire l'installation de panneaux en toiture génère, en plus du coût des panneaux eux-mêmes, un surcoût de construction de 30 % en raison de la structure et du poids des panneaux photovoltaïques. En outre, l'étude démontre l'absence de rentabilité d'un dispositif de panneaux sur ce site en raison du faible ensoleillement et des ventes poussiéreux sur le plateau qui viendraient salir les panneaux et réduire d'autant l'efficacité de ces derniers.
Toitures Végétalisées.	Pour des raisons de sécurité, la végétalisation des toitures des bâtiments du projet n'est pas autorisée.

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Ruissellement	<p>La réglementation I.C.P.E. impose l'infiltration sur le site des eaux récupérées sur le terrain. L'ensemble des eaux de pluie et des eaux d'incendie seront entièrement régulées sur le site et ne peuvent en aucun cas avoir d'incidence sur les communes de Bouchon et de L'Etoile qui se situent sur la pente opposée au site.</p> <p>L'assainissement des eaux pluviales est calibré pour une pluie d'occurrence centennale et est prévu sans aucun rejet dans un cours d'eau ou vers le réseau pluvial de la commune.</p> <p>Toutes les eaux pluviales du site seront collectées avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rejet vers un bassin de confinement étanche avant rejet dans le bassin d'infiltration pour les eaux pluviales issues des parkings et des voiries - Un rejet direct vers le bassin d'infiltration pour les eaux pluviales de toiture <p>Le bassin d'infiltration, aménagé en point bas, drainera également l'eau percolant dans les sols laissés libres et qui seront aménagés en espaces verts. La surface prise en compte est bien l'ensemble du foncier avec des coefficients de ruissellement différents selon la nature des superficies drainantes.</p> <p>Les eaux pluviales devant être traitées avant infiltration sont celles de voirie car les eaux pluviales de toiture ne seront pas salies. Les polluants véhiculés par les eaux pluviales de voirie sont connus : il s'agit des matières en suspension et des hydrocarbures totaux.</p> <p>Une première décantation pour diminuer la teneur en matières en suspension aura lieu dans le bassin de confinement étanche. Le traitement sera finalisé par un débourbeur-déshuileur en sortie du bassin de confinement. Les débourbeurs-déshuileurs sont des appareils réputés pour abattre significativement le taux de matières en suspension et d'hydrocarbures dans des effluents liquides.</p> <p>Le toit de la nappe de la craie se situe à une profondeur d'environ 60 mètres. Les eaux pluviales seront infiltrées à un débit de 550 litres par seconde mais elles devront percoler dans le sous-sol avant d'atteindre la dite nappe. Leur incidence quantitative sera donc très limitée. Leur incidence qualitative, compte tenu des opérations de dépollution décrites ci-dessus sur les eaux pluviales de voirie, sera également très limitée, voire nulle, les strates géologiques composant le sous-sol agissant comme un ultime filtre.</p> <p>Par ailleurs des éléments de l'intégration paysagère du projet sont favorables à la maîtrise du ruissellement et de l'érosion. Les espaces verts se développeront sur 21,2 hectares environ, soit 43,7% de la surface du terrain.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Le PLU de Mouflers, récemment modifié, mentionne l'obligation de traitement des eaux usées sur la parcelle. Les dispositions prises par JJA pour son extension répondent aux prescriptions réglementaires en la matière.</i></p>	
Chemins agricoles.	<p>Tous les chemins agricoles et communaux existant qui seraient déplacés dans le cadre du projet seront entièrement reconstitués et rétrocédés par la société JJA aux communes concernées dès l'obtention des permis et arrêtés d'exploitation.</p> <p>Au cas particulier et comme cela est rappelé dans l'évaluation environnementale, deux chemins agricoles, un de 4 mètres au nord longeant la lisière du bois Melan et un de 5 mètres à l'est à la hauteur du bois des Dames, seront créés pour compenser la disparition du chemin agricole existant et favoriser le passage de gros gibier.</p>
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Identique à l'avis donné par le commissaire enquêteur lors de l'enquête publique pour la mise en compatibilité du PLU de Mouflers (17/08 au 17/09/2020) : « la création de chemins, rétrocédés après réalisation, permettra le désenclavement des terres agricoles ».</i></p>	

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Pollution atmosphérique.	<p>Les éléments fournis lors de l'enquête publique de la phase 1 restent d'actualité. Comme précisé dans le memorandum de réponse à l'avis de la MRAE phase 1, la société JJA imposera le respect des règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'arrêt des moteurs dès que le PL est en stationnement ou à quai,• La limitation de la vitesse sur le site,• La préparation des tournées des chauffeurs afin de rendre celles-ci le plus efficace possible en rationalisant les déplacements pour rendre le ratio tonne transportée/kilomètre parcouru le plus élevé possible. <p>La société rappellera à ses prestataires le respect nécessaire de la réglementation en matière de circulation PL, les sensibilisera à la réduction des émissions des polluants atmosphériques et intégrera ces critères dans le choix final de ses sous-traitants.</p> <p>De même, les mesures de réduction de la consommation énergétique du bâtiment prises permettront d'optimiser/réduire la consommation énergétique du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des bureaux et locaux sociaux conformes à la RT 2012,• La mise en place d'une gestion technique centralisée du bâtiment,• L'utilisation de lampes LED dans l'entrepôt présentant un double avantage : meilleur éclairage que les néons et consommation électrique nettement réduite.• L'utilisation de commande des lampes LED par détecteur de présence dans l'entrepôt. La mise en place de ce système, opérationnel sur le site d'Argoeuves / Saint Sauveur, a permis de réduire la facture énergétique de 90 % sur l'entrepôt.• Une température de consigne dans les locaux permettant de ne pas gaspiller l'énergie électrique.
<p><i>Avis du commissaire enquêteur : Les estimations des émissions de polluants atmosphériques (gaz d'échappement des véhicules transitant sur le site, gaz de combustion des chaudières et des groupes sprinkler, et rejets des locaux de charge) restent dans les limites imposées par la réglementation.</i></p> <p><i>ATMO France indique que la qualité de l'air est bonne pour le département de la Somme (station de Salouël) en 2019.</i></p> <p><i>ATMO France précise qu'à compter du 01/01/2021, les PM 2,5 entreront dans le calcul de l'indice de la qualité de l'air. Cet organisme indique :</i></p> <p><i>« Conséquence de l'ajout des particules PM 2,5 et de l'adaptation des seuils, la région Hauts-de-France comptera plus de journées avec un indice de l'air mauvais ou très mauvais. Pour autant, cela ne signifiera pas que la qualité de l'air se dégrade comparativement à aujourd'hui. C'est même plutôt l'inverse qui est observé, depuis 10 ans, en région (excepté pour l'ozone). La qualité de l'air a tendance à s'améliorer dans notre région. Cette augmentation du nombre de jours indiquant une qualité de l'air moyenne à très mauvaise sera principalement due au changement de méthode de calcul de l'indice.</i></p>	

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Corridor écologique Biotope	<p>L'exploitant a l'obligation d'assurer la sécurité du site en évitant tout phénomène d'intrusion humaine. La clôture périphérique participe à cette obligation. Néanmoins la structure de la clôture retenue permettra à la petite faune de pénétrer sur le site.</p> <p>Concernant le corridor écologique gros gibier, il longe naturellement le site et les clôtures ne constituent pas un obstacle à la circulation des grands animaux.</p> <p>Contrairement à l'appréciation formulée dans l'un des avis, l'étude ne s'est pas bornée à citer les corridors écologiques tels que tracé à l'échelle macro, régionale, dans le cadre du SRCE pour reprendre l'écriture de la contribution anonyme. Un corridor grands gibiers a été clairement identifié en périphérie du site et longeant la clôture aujourd'hui implantée et la clôture future. A ce titre, un cheminement rural sera aménagé le long du bois afin d'en favoriser l'usage par les grands gibiers. Des postes de nourritures pourront être aménagés et si besoin en collaboration avec la fédération des chasseurs de la Somme ou d'autres représentants locaux.</p> <p>Enfin, la démarche d'aménagement paysager favorisant l'émergence d'un nouveau biotope faunistique et floristique sur le site, avec des mesures annuelles, associée à une activité d'éco-pâturage sur site, favorisera l'implantation et le nichage d'une faune plus abondante et diversifiée qu'à l'état initial, notamment en raison des choix floristiques. Bien entendu l'ensemble des mesures et les investissements engagés par la société JJA dépassent largement le cadre réglementaire dans le domaine paysager.</p>
Pollution lumineuse	<p>L'éclairage prévu respectera l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.</p> <p>L'éclairage est réduit au strict minimum pour garantir la sécurité du site et répondre à ses obligations réglementaires.</p> <p>La trame noire est autant que possible préservée compte tenu des choix d'éclairage sur le site.</p> <p>Il n'est pas prévu d'éclairage en périphérie du site sauf sur les points d'accès (portails).</p> <p>L'éclairage du bâtiment se limite à des projecteurs leds, accrochés aux murs du bâtiment, situés à une hauteur de 14 m (pour assurer la continuité du site actuel) et tournés vers le sol.</p> <p>De ce fait, les toitures ne sont éclairées. La surface réelle non éclairée devrait présenter entre 20% et 30 % de la surface totale.</p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Monument classé.	<p>Le château situé sur la commune de Vauchelles-les Domart (au Nord-Ouest du Parc d'activités) est situé à environ 1400 mètres de la limite du projet et du bois Mélan, constitué d'arbres de hautes tailles, bois qui longe le site du projet et à environ 1600 mètres de l'emprise du projet JJA.</p> <p>Par ailleurs, le château est situé à une altitude comprise entre 45 et 50 mètres. Le projet est positionné à une altitude 110 mètres ce qui représente un dénivelé d'environ 60 mètres entre les deux édifices.</p> <p>Le bâtiment logistique est visuellement situé à la perpendiculaire du château et n'est donc pas directement visible de l'axe principal du jardin. Seuls deux bâtiments sur dix, situés en extrémité, pourront être rendus en partie visibles du jardin de l'Orangerie.</p> <p>La société a rencontré à deux reprises les propriétaires du château. Ceux-ci ont refusé la proposition d'aménagement de la société visant à atténuer l'impact visuel du projet. Malgré cela et bien que situé hors du périmètre des 500 m, la société JJA a pris l'engagement de réaliser un aménagement paysager constitué d'arbres à hautes tiges aux abords du mur d'enceinte de l'orangerie du château. Le calcul de perspective permet de penser qu'avec une haie végétale constituée d'arbres d'une hauteur de 6 à 10 mètres masquera la vue sur les bâtiments hauts du projet.</p> <p>Faute d'accord avec les châtelains cet aménagement sera réalisé sur l'espace public en concertation avec la commune de Vauchelles-les Domart.</p> <p>L'entreprise a rappelé tous ces éléments lors de la réunion publique du 08 septembre 2020. Contrairement à ce qu'affirment les propriétaires du château, la société n'a jamais affirmé avoir trouvé un accord avec eux.</p>
Aménagement paysager.	<p>Un photomontage d'un exemple d'aménagement possible est joint au présent document.</p> <p>Il s'agit d'une vue prise dans l'enceinte du château depuis le jardin de l'Orangerie, partie louée pour l'organisation de cérémonies. Ce montage est différent de celui figurant dans le permis de construire, qui a été réalisé d'après une vue située au cœur du Vauchelles (mairie), à une altitude de 45 m.</p> <div></div>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Aménagement paysager.	<p>Les photomontages suivants ont été réalisés à la perpendiculaire du projet, dans un axe qui ne se heurte à aucune végétation.</p> <p>Cette vue fait apparaître la cime des deux derniers EGHA (9 et 10), et, en partie, celle de l'EGHA 8, comme il a toujours été indiqué lors des présentations du projet.</p> <p>Comme la société l'a proposé aux propriétaires du château, et en accord avec l'architecte des bâtiments de France lors d'une rencontre sur le site, l'action la plus efficace consiste à planter une frange arbustive à l'intérieur du jardin de l'Orangerie. Compte tenu du refus des propriétaires, la société a réalisé une simulation avec des plantations à l'extérieur du jardin de l'Orangerie, le long de la route, sur le domaine communal.</p> <p>Cette frange végétale est composée de Tilleuls à grandes feuilles (Tilleul de Hollande). Il s'agit d'un arbre rustique à croissance rapide, qui peut être palissé, et qui pourra dépasser 30 mètres à maturité.</p> <p>Cette frange végétale permet de cacher en totalité la vue sur le futur bâtiment.</p> <div></div> <p>Les EGHA 9, 10 et une partie du 8, émergent.</p> <div></div> <p>Les EGHA sont totalement occultés.</p> <p><i>Commentaire du commissaire enquêteur : Les plantations proposées permettent d'occulter l'émergence des EGHA au-dessus des arbres au sommet de la colline. Pour plus de lisibilité, les photos fournies par JJA sont annexées au rapport (annexe n°9)</i></p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Insertion paysagère.	<p>Les photomontages réalisés par la société figurent dans le dossier de permis de construire (PC6). Les coupes manuelles présentées par un opposant ne correspondent pas à la réalité. Ils sont réalisés « à plat » en se situant en pied de bâtiment sans prendre en compte la profondeur des bois environnants, la distance réelle ni la perspective.</p> <p><i>Avis du commissaire enquêteur : Les croquis déposés par Mme Maison, ainsi que le photomontage, ne semblent pas avoir tenu compte de la distance entre le village de Vauchelles et le sommet du massif boisé d'où émergeront une partie des EGHA.</i></p> <p><i>Un nouveau photomontage réalisé depuis Vauchelles, accompagné d'un plan en coupe (entre le village et l'emplacement du site) tenant compte de la distance, devrait apporter une réponse plus lisible à cette question.</i></p>
Trafic routier.	<p>La société a toujours fait le choix de s'implanter proche d'une sortie d'autoroute pour éviter la traversée d'agglomération par les Poids Lourds. C'était le cas pour son implantation historique d'Hardivillers et c'est le cas pour celle de la ZAC des Bornes du Temps.</p> <p>Les 500 Poids Lourds qui seront accueillis sur le futur site (soit 500 mouvements dans un sens et 500 mouvements dans l'autre sens) utiliseront un tronçon (D1001) long de 800 mètres (distance entre le rond-point de la sortie d'autoroute et le rond-point d'accès à la ZAC), sans habitation ni intersection. Le trafic Poids lourds se limitera donc à ce tronçon.</p> <p>Le trafic Poids Lourds vers le site passera essentiellement par l'Autoroute A 16 en provenance des différents ports d'arrivée (Le Havre, Anvers...). De même le trafic Poids Lourds en sortie de site concerne les livraisons sur les plateformes des prestataires transporteurs, plateformes accessibles à partir de l'autoroute. Dans ce contexte, l'accès au site à proximité immédiate de la sortie d'autoroute permet d'éviter la traversée de Flixecourt ou de toute autre commune par les Poids Lourds. Aucun riverain ne sera impacté par le trafic.</p> <p>Par ailleurs le cahier des charges des transporteurs intégrera l'obligation d'accéder et de sortir du site par l'autoroute. Un balisage directionnel sera mis en sortie de site pour aider les transporteurs à s'orienter.</p> <p>En 2018, la Moyenne Journalière Annuelle du trafic sur la RD 1001 était de 10 083 véhicules. Sur la base de ces données et toutes choses égales par ailleurs, le trafic routier augmentera donc de moins de 10 % sur ce tronçon de 800m.</p> <p><i>Avis du commissaire enquêteur :</i></p> <p><i>Plusieurs observations ou courriers mettent en cause le trafic poids lourds pour :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>vitesse excessive dans les traversées de villages,</i>- <i>risques d'accident, notamment en raison de la topographie de Mouflers et Flixecourt (côtes importantes),</i> <p><i>Il semble que ces points particuliers ne relèvent pas de JJA pour y apporter des correctifs. Il convient de rappeler que le maire de Flixecourt a prescrit, par arrêté, l'interdiction de traverser la commune pour les poids lourds de plus de 7,5 tonnes. La constatation du non-respect de cette mesure, ainsi que de la vitesse autorisée, revient aux forces de police, en l'occurrence la Gendarmerie Nationale.</i></p> <p><i>Le contrôle technique annuel obligatoire, pour tous les véhicules industriels d'un poids total autorisé en charge (PTAC) supérieur à 3,5 tonnes (arrêté du 27 juillet 2004 modifié), porte notamment sur les organes de sécurité du véhicule. Ces contrôles, renforcés en mai 2018, concourent à minimiser les risques d'accident dus aux défaillances mécaniques.</i></p> <p><i>Concernant le respect pas les transporteurs de l'obligation d'emprunter l'autoroute A16 pour accéder ou quitter JJA, il reviendra au pétitionnaire de prévoir un système de contrôle de l'itinéraire suivi par les véhicules entrants et sortants, et de sanctionner le transporteur pour le non- respect du cahier des charges.</i></p>

Thème principal	Réponses apportées par JJA
Information des populations	L'exploitant a l'obligation de mettre en place un Plan d'Opération Interne (POI), plan de secours pour l'intérieur de l'établissement. Il est rédigé pour prendre en compte les éléments contenus dans l'étude des dangers (notamment les scénarios d'accidents) et désigne, pour l'établissement, un responsable de son application et un personnel qualifié pour son exécution. Il prévoit notamment le mode d'organisation des secours, la présentation des moyens de transmission, les messages d'information prévus et le schéma d'alerte. Autant d'informations à l'intention des services de secours et des autorités concernées. L'information des populations relève de la responsabilité des autorités publiques.
Eaux usées.	La station d'épuration de Flixecourt ne sera pas à saturation après raccordement du projet sur le réseau. Selon les données communiquées par le gestionnaire (société Veolia), et après concertation avec celle-ci, l'unité de Flixecourt est en capacité d'intégrer le projet.

Méthaniseur.	<p>Le code de l'Environnement régit les activités liées aux unités de méthanisation. Le projet a fait l'objet d'une concertation du public du 15 janvier 2020 au 12 février 2020.</p> <p>L'Installation Classée Pour la protection de l'Environnement (ICPE), instruite par les services de l'Etat, est autorisée par arrêté préfectoral du 19 mai 2020.</p>
<p><i><u>Avis du commissaire enquêteur</u> : Le commissaire enquêteur a rencontré, le 09/12/2020, le SDIS d'Amiens (service prévention), qui a suivi le projet de JJA pour les risques d'incendie et les moyens à mettre en œuvre pour le combattre et en limiter les conséquences. Le SDIS conclut qu'aucun effet « domino » n'est à craindre en cas d'incendie du méthaniseur. L'incendie ne se propagera pas au-delà de l'enceinte du site d'Agro Bio Energie.</i></p> <p><i>Au regard des systèmes de sécurité réglementaires prévus pour ce type d'installation, et de la capacité du méthaniseur, les conséquences d'une éventuelle explosion ne pourraient impacter le centre JJA.</i></p>	

COMMENTAIRES DU C.E SUR LE MEMOIRE EN REPONSE DE JJA

JJA a apporté des réponses précises aux observations du public, et/ou a justifié ses choix.

Les conclusions du commissaire enquêteur font l'objet d'un document séparé : « Avis et conclusions du commissaire-enquêteur ».

Fait à Neuilly l'Hôpital, le 02 janvier 2021,

Le commissaire enquêteur,

Yves Deboevre.



Le présent rapport, ses annexes et les deux registres d'enquête ont été remis le 04/01/2021 à Mme Cécile Fache, du Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique (B.E.U.P) de la préfecture de la Somme à Amiens.